



NAZIONALE

B. Prov.

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

IV
1121

NAPOLI

PROVINCIALE

Armadio



Palchetto

Num.º d'ordine

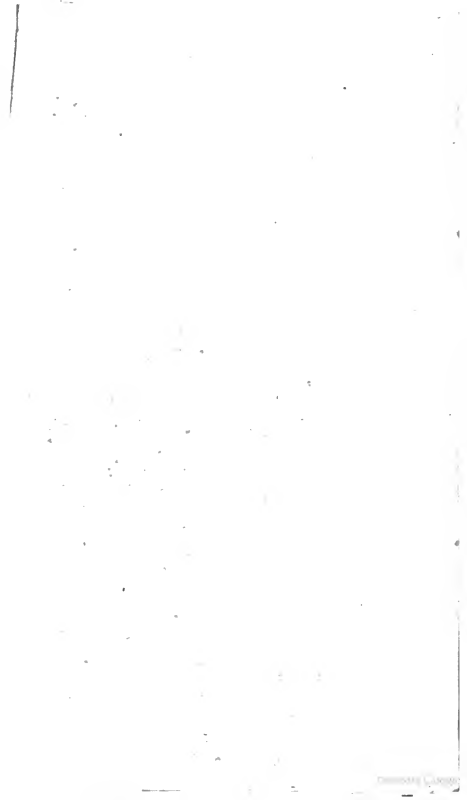
1321

29
2
15

B. Prev.

1121

1121







É L É M E N S

DE L'HISTOIRE

D'ANGLETERRE.



61h581-

É L É M E N S

DE L'HISTOIRE

D'ANGLETERRE;

DEPUIS son origine sous les
ROMAINS, jusqu'au regne
de GEORGES II.

PAR M. l'Abbé MILLOT, Professeur
Royal d'Histoire en l'Université de Parme,
des Académies de Lyon & de Nancy.

TOME TROISIEME.

P. M. D'acton.

A P A R I S,

Chez P. E. G. DURAND, Libraire, rue
S. Jacques, à la Sagesse.

M. DCC. LIX.

Avec Approbation & Privilège du Roi.





SOMMAIRES.

RÉPUBLIQUE.

LA monarchie est abolie. Partis dans le royaume. Troubles & violences. Cromwel subjugué l'Irlande. Exécution du brave Montrose. Charles II en Ecosse. Bataille de Dunbar. Cromwel réfute les rêveries des Ecossois presbytériens. Succès de ce général. Fuite de Charles II. Puissance de la république. Guerre avec la Hollande. Acte de navigation. Cromwel casse le parlement. Parlement de Barebonne. Dissolution de cette assemblée. Cromwel, protecteur. Suite de la guerre avec la Hollande. Le protecteur fait la paix. Parlement. Traités de Cromwel avec les rois. Il préfère la France à l'Espagne. Expéditions maritimes. Mort de Blake. Gouvernement intérieur de Cromwel. Parlement. La couronne offerte à Cromwel. Il la refuse. Dunkerque remis au pro-
Tome III. a



secteur. Il est dévoré de chagrins. Sa maladie & sa mort. Son caractère, Richard Cromwel, protecteur. Il se démet. Le Rump. Projet de rétablir la maison royale. Charles II sans ressources. Monk se déclare pour le parlement. Sa prudence. Le parti de l'armée abattu. Lambert. Monk change le gouvernement. Restauration de la monarchie. Mœurs; fanatisme. Quakers. Déistes. Littérature. Finances, troupe, commerce. Noblesse commerçante.

C H A R L E S II,

Commencemens heureux. Acte d'amnistie. Revenu de la couronne. Procès des régicides. Leur fanatisme. L'armée congédiée. Le parlement dissous. L'épiscopat rétabli. Parlement. Acte en faveur de la couronne. Bill d'uniformité. Subside extraordinaire. Procès de Vane & de Lambert. Dunkerque vendu à la France. Les presbytériens vexés. Déclaration de tolérance désapprouvée par le parlement. Guerre avec la

Hollande. Batailles navales. Peste & incendie de Londres. Traité de Brédz. Disgrace du comte de Clarendon. Triple alliance contre Louis XIV. Commencemens des troubles. Aête contre les conventicules. La cabale. Nouveau système du roi. Il se ligue secrètement avec Louis XIV. Deux fautes de Charles. Scélérat en faveur. Autres imprudences. Guerre avec la Hollande. Façons dans cette république. Combat naval de Solebay. Le prince d'Orange stathouder. Massacre des de Wit. Le parlement rassemblé. On attaque la déclaration d'indulgence. Serment du test. Infidélité de Shaftsbury. Paix avec la Hollande. Conseil du chevalier Temple au roi. Disputes parlementaires. Les cafés fermés & rouverts. Puissance de Louis XIV. Paix de Nimegue. L'Ecosse tyrannisée. Conspiration absurde attribuée aux catholiques. Lettre de Coleman au P. de la Chaise. La conspiration jugée certaine. Elle est dénoncée au parlement. Mesures violentes de cette

assemblée. Danby accusé de trahison. Procès de Coleman, du jésuite Ireland, &c. Nouveau parlement. On en veut au duc d'York. Le chevalier Temple inspire au roi de former un nouveau conseil. Le duc d'York exclus de la couronne. Bill d'Habeas corpus pour les emprisonnemens. Le parlement cassé. Exécution de cinq jésuites innocens. Révolte des presbytériens en Ecosse. Whigs & Torys. Parlement. Violences des communes. Procès & exécution de Stafford. Parlement d'Oxford. Mutinerie. Le roi plus ferme. Imposteur protégé par les communes. Le roi devient absolu. Le duc d'Ormond en Irlande. Shafisbury l'accuse ; le comte d'Ossory le défend. Affaires d'Ecosse. Excès du gouvernement. Londres dépouillé de ses privilèges. Conspiration de Shafisbury. Elle est découverte. Procès de Russel. Procès de Sidney. Propositions condamnées à Oxford. Mort de Charles II.

J A C Q U E S II.

Discours de Jacques au Conseil. Adresse des Quakers au roi. Conduite du roi peu conforme à son discours. Parlement dévoué à la couronne. Oates puni. Révolte & mort du duc de Monmouth. Exécutions barbares. Affaires d'Ecosse. Parlement. Dispense du test. Examen du pouvoir de dispenser des lois. Zele imprudent de Jacques pour sa religion. Procès de six évêques. Politique du prince d'Orange. Préparatifs secrets de ce prince. Jacques rejete les offres de Louis XIV. Jacques surpris & tremblant. Le prince d'Orange détrône le roi sans combat. Parlement. Le prince déclare ses intentions. Etablissement de la couronne. Les droits de la nation. Marine, commerce. Mœurs, irréligion. Philosophie, littérature.

GUILLAUME III & MARIE.

Pouvoir de la couronne. Parlement. Parti contre le roi. Guillaume veut établir la tolérance. Revenu de la

couronne, soumis à l'examen des communes. Le roi reconnu en Ecoſſe. Grieffs des Ecoſſois. L'Ecoſſe entièrement ſoumiſe. Conduite de Jacques en Irlande. Siege de Londondery. Nouvelles fautes de Jacques. Conduite & caractère de Guillaume. Le clergé Anglican lui eſt contraire. Façons dans le Parlement. Guillaume paſſe en Irlande. Bataille de la Boyne. Guerre contre Louis XIV. L'Irlande ſoumiſe. Parlement. Plaintes contre le roi. Fermentation en Écoſſe. Maſſacre de Glencoe. Nouvelle tentative de Jacques. La reine Marie s'oppoſe à ſon pere. Combat de la Hogue. Campagne de Flandres. Bataille de Steinkerque. Mécontentement. Corruption dans le royaume. Débats parlementaires. Subſide prodigieux. Guillaume battu à Nerwinde. Suites de la Guerre. Machine infernale. Le roi obtient tout du parlement. Bill pour la naturaliſation des proteſtans. Le parlement rendu triennal. Mort de la reine. Priſe de Namur par le roi. Nouveau par-

lement. *Acte concernant les procès de haute trahison. Conspiration découverte. Association en faveur du roi. Procès du chevalier Fenwick. Traité de Riswick. Le parlement ne veut point d'armée subsistante. Seconde compagnie des Indes. On demande la réformation des mœurs. Société pour cet objet. Le roi obligé de renvoyer sa garde Hollandoise. Le parlement le chagrine. Affaire de la compagnie Ecoissoise. Traités de partage pour la monarchie Espagnole. Testament du roi d'Espagne. Louis XIV accepte le testament. Acte de limitation pour la succession à la couronne. Droits de la maison de Hanover. Le parlement blâme le traité de partage. Ministres accusés. Troubles civils. Ligue contre Louis XIV. Ce monarque reconnoît le fils de Jacques II. Harangue de Guillaume. Le parlement entre dans ses mesures. Mort du roi. Son caractère.*

A N N E.

Anne digne de la couronne. La guerre

déclarée à la France. Marlborough. Etat de la France. Campagne de Flandres. Expéditions maritimes. La reine gagne la confiance du parlement. La mémoire de Guillaume outragée. Les Torys dominent & persécutent. Conformité occasionnelle. Disputes des partis. Troubles en Ecosse. Ecossois opposés à l'union des deux royaumes. Affaires d'Irlande. Campagne malheureuse des alliés. Défection du duc de Savoie & du roi de Portugal. Efforts de l'Angleterre. Querelles des deux chambres. Acte de sûreté en Ecosse. Bataille d'Hocsted ou de Blenheim. Suites de la victoire des alliés. Siège de Gibraltar. Prise de Barcelone. Péterborough. L'Angleterre & l'Ecosse réunies en un seul royaume. Les Ecossois opposés à l'union. Le parlement d'Ecosse confirme le traité. Disputes en Angleterre sur cet objet. Batailles de Ramillies. Siège de Turin. Expéditions en Espagne. Bataille d'Almanza. Siège de Toulon. Marlborough perd son crédit à la cour.

*Louis entreprend une invasion en
 Ecoſſe. Les ducs de Bourgogne &
 de Vendome échouent en Flandres.
 Siege de Lille. Pertes du roi d'Eſ-
 pagne. Mort du mari de la reine.
 Acte de naturalisation en faveur des
 protestans. L'ambassadeur de Rus-
 sie mis en prison. Louis XIV de-
 mande la paix. Bataille de Mal-
 plaquet. Procès du docteur Sache-
 verel. Disputes au parlement sur
 l'obéissance passive. Insolence des
 alliés à l'égard de Louis XIV.
 Vendome en Espagne. Bataille
 de Villaviciosa. Révolution dans
 le ministère Anglois. Nouveau
 parlement. Triomphe de Sacheve-
 rel. Marlborough insulté. Par-
 tialité du parlement. Quel doit
 être le revenu des membres des com-
 munes. Harley comte d'Oxford.
 Compagnie du Sud. La cour dis-
 posée à la paix. On rend odieux
 l'ancien ministère. Marlboroug com-
 mande encore l'armée. Préliminai-
 res de la paix. Opposition des al-
 liés. Le prince Eugene en Angle-
 terre. Actes du parlement. Confé-*

rences d'Utrecht. Les Anglois abandonnent les alliés. Paix d'Utrecht. Anne blâmée en Angleterre. Les Ecoffois mécontents. Mouvements des Whigs. Le comte d'Oxford disgracié. Mort de la reine.

G E O R G E S I.

L'électeur de Hanover reconnu pour roi. Il se déclare pour les Whigs. Démolition de Dunkerque & de Mardick. Mutinerie dans le royaume. Convocation d'un parlement. Harangue du roi. Revenu de la couronne. Accusation contre les anciens ministres. Procès du comte d'Oxford. Ormond & Bolingbroke pros crits. On craint une invasion. Mort de Louis XIV. Révolte en Ecosse & en Angleterre. Générosité & courage d'une femme. La durée du parlement fixée à sept ans. Charles XII veut détrôner Georges. Le roi engage l'Angleterre dans les affaires du continent. Oxford déchargé d'accusation. Entreprise de la cour d'Espagne. Quadruple alliance. L'amiral Bynk bat les Es-

pagnols. Projets du cardinal Alberoni. Les Espagnols échouent par-tout. Système fatal de la compagnie du Sud. Rétablissement du crédit public. Affaires ecclésiastiques. Bill contre le blasphème & l'impiété. Débats à ce sujet. Liberté mal entendue. Bill en faveur des Quakers. Conspiration plus que douteuse. Procès de l'évêque Atterbury. Discours d'un pair en faveur de l'accusé. Procès du chancelier Macclesfield. Subsidés pour des affaires étrangères. Traité de l'empereur avec l'Espagne. Alliances du roi. Georges fait approuver ses mesures. La guerre est résolue. Opposition dans la chambre haute. Remontrance du ministre de l'empereur. Le parlement laisse au roi l'emploi des subsidés. Siège de Gibraltar. Préliminaires de paix. Mort de Georges I.

Pouvoir de la couronne. Corruption en Angleterre. Le parlement soumis à la cour. Sentiment de Montesquieu sur le gouvernement Anglois. Liberté de parler & d'é-

*crime. Licence du théâtre. Caractère
du peuple. Suicide. Sciences. Phi-
losophie. Théologie. Inoculation.
Belles-Lettres.*



ÉLÉMENTS

DE L'HISTOIRE

D'ANGLETERRE.

RÉPUBLIQUE.

JAMAIS conspiration n'avoit été conduite avec plus d'habileté & de vigueur que celle des indépendans pour fonder une république sur les ruines du trône d'Angleterre. Après le supplice de Charles I, ils se hâtèrent de mettre la dernière main à leur ouvrage. La chambre basse réduite au nombre d'environ quatre-vingt membres, de cinq cents treize députés qui la composoient au commencement,

Tome III.

A

1649.

La monarchie abolie.

déclara que la chambre des pairs devoit être abolie comme inutile & dangereuse , & qu'il n'y avoit plus de monarchie. *Si l'on desiroit un roi* , dit un de ces républicains , *le dernier étoit aussi digne de la couronne qu'aucun gentilhomme du pays*. Cependant sa statue fut renversée , & l'on mit sur le piédestal cette inscription : *Exiit tyrannus , regum ultimus*. LE TYRAN , LE DERNIER DES ROIS A DISPARU. Les Communes firent un grand sceau qui portoit pour légende : *La première année du rétablissement de la liberté par la bénédiction du ciel*. Elles déclarèrent coupables de haute trahison quiconque reconnoîtroit pour roi , *Charles Stuart* , connu sous le nom de *Prince de Galles*. Afin d'augmenter la terreur , quelques royalistes furent condamnés à mort.

Partis dans
la nation.

La nation étoit divisée en plusieurs partis , d'autant plus animés l'un contre l'autre , qu'ils respiroient presque tous le fanatisme. Ceux-là vouloient qu'il ne restât aucune forme de gouvernement humain , parce que *Jésus-Christ* , dont le second avènement ne pouvoit tarder , alloit regner seul

dans l'Univers ; ceux-ci portoient la démence jusqu'à soutenir qu'il ne restoit plus ni morale ni loi naturelle , & que les élus dirigés par l'Esprit-Saint étoient au-dessus des obligations ordinaires. Les presbytériens , les royalistes , avec des principes tout opposés , faisoient éclater le même mécontentement. L'héritier de la couronne , Charles II , quoique fugitif & sans forces par lui-même , espéroit d'entrer en possession de ses droits. L'Ecosse l'avoit proclamé , à condition qu'il se conduiroit avec sagesse , qu'il garderoit le covenant , & qu'il n'auroit autour de lui que des personnes bien intentionnées. Conditions dures , mais supportables dans ces tristes circonstances. D'un autre côté , le marquis d'Ormond , gouverneur d'Irlande , étoit à la tête d'un grand parti dévoué au prince ; & quoique les Irlandois se fussent de nouveau révoltés en 1646 à l'instigation d'un nonce du pape , ils étoient alors sincèrement unis aux royalistes. Les indépendans se voyoient entourés d'ennemis ; mais le génie de Cromwel se jouoit des obstacles & des dangers.

A ij

Troubles &
violences.

Le conseil d'état lui avoit donné le gouvernement d'Irlande. Avant que de partir, il pourvut à la tranquillité de l'Angleterre. La faction des *Levellers* n'étoit pas détruite dans l'armée. Quatre mille de ces enthousiastes s'étant révoltés ouvertement, on les amusa par une négociation, on tomba ensuite sur eux. Il y en eut quatre cents de pris, quelques-uns de traînés au supplice, & cet exemple attéra les autres. Lilburn, lieutenant colonel, homme satirique & turbulent, fut mis en prison. Les femmes en corps demandèrent son élargissement : on les avertit de soigner les affaires du ménage, & de laisser aux hommes le gouvernement de l'état. Les cas de haute trahison furent étendus jusqu'aux simples discours, jusqu'aux intentions sans effet; les prisons remplies de citoyens, quoique le pouvoir d'emprisonner eût paru si tyrannique; l'accise & d'autres taxes extraordinaires, exigées avec rigueur. La nouvelle république ressembloit au regne de Tibère.

Cromwel
subjugué l'Ir-
lande.

Cependant Cromwel arrive en Irlande, fait lever le siège de Dublin

au marquis d'Ormond, emporte d'assaut la ville de Fredah défendue par une nombreuse garnison, ordonne un massacre général des soldats, dont un seul échappe à la boucherie. Cette cruauté politique répand la terreur; les places ouvrent leurs portes : le clergé Irlandois, voyant Ormond malheureux, le frappe d'anathèmes en qualité de protestant; plus de quarante mille hommes se bannissent volontairement de leur patrie pour aller servir les étrangers; & l'Irlande est subjugué par Cromwel qui eut bientôt l'occasion de se signaler en Ecosse avec plus de gloire.

Le brave marquis de Montrose n'étoit plus. Après la mort de Charles I, ayant reçu de son fils une commission de capitaine général en Ecosse, il avoit débarqué dans ce royaume, accompagné d'un petit nombre de soldats Allemands. Surpris & arrêté par les Ecossois, ces fanatiques n'avoit vu dans un si grand homme, leur concitoyen, qu'un impie excommunié comme rebelle au covenant. Il essuya des indignités affreuses, & fut condamné à être pendu. La sen-

 1650.

Exécution du
brave Mont-
rose.

tence portoit que sa tête seroit clouée à la porte de la prison, ses jambes & ses bras attachés dans les quatre principales villes du royaume, & son corps enterré avec ceux des malfaiteurs, à moins que son repentir ne fît lever l'excommunication. » Je » suis plus fier, dit-il aux ministres » presbytériens, d'avoir ma tête at- » tachée au lieu marqué par la sen- » tence, que d'avoir mon portrait » suspendu dans la chambre même » du roi. Loin d'être fâché qu'on » envoie mes bras & mes jambes » dans quatre villes du Royaume, je » voudrois avoir assez de membres, » pour qu'on les dispersât dans toutes » les villes chrétiennes, & qu'ils y » servissent de témoignage en faveur » de la cause pour laquelle je suis » condamné ». Le soir il mit en vers ce sentiment. Sa mort fut aussi héroïque que sa vie. Il étoit encore à la fleur de l'âge, lorsque son roi & sa patrie eurent le malheur de le perdre.

Charles II
en Ecosse.

Cet événement apprit à Charles II combien le fanatisme Ecossois étoit redoutable, & le détermina, contre

l'avis de plusieurs, à recevoir des conditions sans lesquelles il ne devoit rien espérer d'un peuple si aveugle & si opiniâtre. Il fit voile pour l'Écosse avec sept vaisseaux de guerre Hollandois : en arrivant, il fut contraint de congédier une partie de ses amis, de signer le covenant, & d'essuyer les ennuyeux sermons des ministres. Il affecta même, dans une déclaration publique, un zele conforme à leur bigoterie. Il s'accusoit d'avoir suivi les mauvais conseils de son pere ; il déplorait l'idolatrie de sa mere & la tolérance qu'on lui avoit accordée ; il promettoit de n'aimer & de ne favoriser aucun de ceux qui auroient assez peu de conscience pour préférer son intérêt à l'évangile & au royaume de Christ ; de n'avoir désormais d'autres ennemis que les ennemis du covenant, & de le faire triompher du papisme, de la superstition, de la prélature, en un mot, de tous les usages profanes. Les puritains, gouvernés par le duc d'Argyle, furent peu touchés de ces apparences dont ils se défioient sans doute. Le prince étoit parmi eux un captif plutôt qu'un roi.

Cromwel
est général, &
marche en
Ecosse.

Cromwel marchoit à la tête de seize mille hommes. Fairfax, se faisant scrupule d'attaquer les Ecossois malgré la foi du covenant, s'étoit démis du généralat, & le tyran avoit été nommé à sa place. Ce dernier, qui connoissoit Fairfax incapable de trahir sa conscience, s'efforça de le faire changer de résolution, bien sûr de ne pas y réussir. On vanta comme un prodige de désintéressement le chef-d'œuvre de l'ambition la plus profonde. Lesley commandoit l'armée d'Ecosse. Charles se rendit au camp, & se fit bientôt aimer des soldats par sa vivacité & sa valeur. Le clergé, en ayant pris de l'ombrage, on l'obligea de revenir. On renvoya de l'armée quatre mille hommes, trop bons royalistes pour que les presbytériens les crussent dignes de servir la cause commune ; on craignoit qu'un seul de ces profanes n'attirât la malédiction du ciel. Cromwel commençoit à manquer de vivres, & le général Ecossois, en évitant de combattre, le réduisit aux dernières extrémités. Malheureusement les ecclésiastiques avoient l'ascendant sur

Bataille de
Dumbar.

les troupes. A force de crier que le Seigneur avoit exaucé leurs vœux, qu'ils étoient assurés de la victoire, ils contraignent Lesley à descendre des hauteurs où il campoit, & à risquer une bataille. Aussitôt Cromwel attaque cette armée plus nombreuse que la sienne, mais fort inférieure en discipline & en expérience. Il la met en fuite dès la première charge, fait neuf mille prisonniers, s'empare d'Edimbourg & de Leith; il auroit poussé plus loin ses avantages, si l'hiver & la fièvre ne l'en eussent empêché.

Rien ne détrompe les fanatiques. Cromwel réfuta les rêveries des Ecclésiastiques presbytériens. Quand ils raisonnent, c'est pour s'affermir dans l'erreur, & ils fortifient leurs préjugés par les preuves mêmes qui semblent devoir les détruire. Le clergé presbytérien qui avoit prophétisé le gain de la bataille de Dumbarton, vit clairement dans les décrets de la providence toutes les raisons pourquoy on l'avoit perdue. Il les exposa dans un ouvrage absurde que Cromwel réfuta lui-même. Celui-ci soutint que les prières faites de part & d'autre étoient un appel au jugement

de Dieu, & que Dieu avoit prononcé à Dumbard une sentence irrévocable. Rien n'eût été plus facile que de trouver des causes naturelles de l'événement; mais l'esprit d'enthousiasme mêloit toujours la théologie aux fureurs de la guerre civile. Charles, quoique excédé par les ministres qui le fatiguoient de sermons & de prières, qui ne lui permettoient aucun plaisir, qui lui reprochoient sévèrement les moindres fautes, étoit néanmoins un peu plus libre depuis que les Ecoisois avoient rabattu de leur confiance. On le laissa maître d'aller au camp pour la première campagne. Cromwel la commença par ses succès ordinaires. Le jeune prince, désespérant de lui résister, prit une résolution hardie & imprévue. Il passa en Angleterre; car on n'avoit pas même pensé à lui en fermer le chemin. Si les royalistes l'eussent attendu, c'étoit le moment favorable pour une révolution. Mais l'activité de Cromwel répara bientôt son imprudence. Les milices s'assemblerent à ses ordres, & joignirent les troupes réglées. A la tête de quarante

1651.

Succès de
Cromwel. Fuite
de Charles
II.

mille hommes, il attaque Worcester où le roi s'étoit renfermé avec ses partisans. Il renverse tout devant lui, & se rend maître de la place pleine de morts & de mourans. Charles prend la fuite, se sépare de ses compagnons, arrive avec le comte de Derby dans une métairie éloignée, y trouve de bons paysans empressés à le recevoir. Retiré sur un chêne où il se tint caché un jour entier, il vit passer nombre de soldats qui le cherchoient. Lui donner asyle, étoit s'exposer à la peine de mort; le trahir, étoit s'assurer une fortune considérable. Cependant il erra quarante & un jours, déguisé, au milieu d'une infinité de périls, sans que de quarante personnes à qui le secret fut confié, hommes, femmes, domestiques même, un seul manquât de discrétion ou de zele. C'est dans les plus violentes agitations que la vertu se déploie avec plus de force; comme c'est alors aussi que le fanatisme & les passions se déchaînent avec plus d'acharnement. Le prince trouva enfin un vaisseau sur lequel il s'embarqua pour la France.

Puissance de
la république.

Dès-lors la république Angloise, si on peut donner ce nom au gouvernement arbitraire des usurpateurs, parut solidement établie. Blake, son grand amiral, poursuivit jusques dans l'embouchure du Tage le prince Robert qui commandoit la flotte de Charles. Le roi de Portugal lui ayant fermé l'entrée de ce fleuve, il enleva plusieurs vaisseaux Portugais, & la cour de Lisbonne fut réduite à faire des soumissions. Les colonies d'Amérique, auparavant fidelles au parti royal, se soumirent à une force supérieure. Ireton, successeur de Cromwel en Irlande, y mourut de la peste après des expéditions vigoureuses, & le général Ludlow acheva de subjuguier ce royaume. Monk réussit de même en Ecosse, où l'on vit une entière sujétion succéder à l'ancienne indépendance. Tant de succès inspirèrent aux chefs de l'Etat le desir d'humilier leurs voisins, & de se signaler au dehors. Ils étoient irrités contre la Hollande. Dorilaüs, leur agent, avoit été poignardé à la Haye en 1649 par quelques royalistes de la suite de Montrose. Les Etats géné-

1652.

Guerre avec
la Hollande.

raux avoient montré peu d'ardeur à faire punir les assassins, à qui on laissa le temps de s'évader. Un autre député du parlement venoit d'effuyer encore des insultes impunies. On desiroit à Londres une rupture. Pour chagriner les Hollandois dont le pays est stérile par lui-même, & dont les richesses viennent principalement du commerce de commission & d'entrepôt, on publia le fameux acte de navigation, par lequel il est défendu à tous étrangers d'apporter en Angleterre aucune marchandise qui ne soit pas une production de leur pays, ou qui n'ait pas été fabriquée chez eux. Cette démarche suivie de quelques violences, fit craindre aux Etats une guerre ouverte. Ils s'efforcèrent de la prévenir en négociant, mais avec la précaution d'équiper une flotte de cent cinquante voiles. Le fameux Tromp fut chargé de défendre les navires Hollandois contre les pirateries des armateurs Anglois. Il trouva Blake près de Douvres. Les deux flotes se battirent, sans que l'on pût constater qui avoit été l'agresseur, les relations de part & d'autre étant

Acte de navigation.

tout-à fait différentes. Envain la Hollande voulut se justifier. Le parlement n'écouta rien, & saisit avec ardeur cette occasion de guerre. Malgré le courage, l'habileté & les forces de Tromp & de Ruyter, les Anglois eurent à la fin un avantage décidé, parce que les vaisseaux que Charles I avoit fait construire étoient d'une grandeur extraordinaire, inconnue jusqu'alors. La taxe des vaisseaux, cet ancien prétexte de révolte, avoit donc été un grand bien pour la nation.

Cromwel
casse le parle-
ment.

Si le parlement s'applaudissoit de la guerre maritime, c'étoit surtout dans la vue d'affoiblir l'armée & de la soumettre enfin à ses ordres. Cromwel s'aperçut qu'on en vouloit au pouvoir sans bornes dont il jouissoit. Il se sentit assez fort pour écraser à la fois tous ses adversaires; &, sans recourir davantage aux ruses de l'hypocrisie, il résolut de casser lui-même le parlement. Dans une assemblée générale des officiers militaires, on dresse conformément à ses vues une remontrance audacieuse, par laquelle, après avoir loué le parle-

ment de ses entreprises & de son zele, on lui représente qu'il est temps de laisser à d'autres ciroyens les soins du service public, & de former une nouvelle compagnie pour décharger de ce fardeau ceux qui le portent depuis tant d'années. La remontrance ayant été mal reçue, les officiers insistent ; Cromwel leur propose de régler eux-mêmes le gouvernement national. Tandis que cette grande affaire les occupe, on vient lui dire que le parlement, loin de penser à se dissoudre, délibere de remplir les places vacantes. Aussi-tôt il y court, accompagné de trois cents soldats ; il entre dans la salle, écoute les délibérations quelques momens ; & se levant tout-à coup, il accable d'injures cette assemblée, lui reproche sa tyrannie, son ambition, ses rapines. Les soldats se présentent au premier signal. Alors, avec une hardiesse sans exemple : *Fi ; fi*, s'écrie-t il dans son langage grossier, *retirez-vous, vous n'êtes plus un parlement. Je vous le déclare : vous n'êtes plus un parlement. Le Seigneur vous a rejetés. Il a choisi d'autres instrumens pour con-*

sommer son ouvrage. Ensuite il en fait plusieurs par le manteau. *Tu es un putassier*, dit-il à l'un ; à l'autre, *tu es un adulateur* ; à celui-ci, *tu es un ivrogne* ; à celui-là, *tu es un voleur.* Il ajoute en s'adressant à la chambre : *C'est vous qui m'y avez forcé. J'ai conjuré le Seigneur nuit & jour de me faire périr de mort violente, plutôt que de me charger de cette expédition.* Les soldats les ayant tous mis dehors, il ordonne de fermer la salle, & se retire tranquillement. Nul trait ne peint mieux le caractère d'Olivier Cromwel, l'homme du monde le plus intrépide & le plus fougueux, quoique le plus rusé. Incapable de modération, il avoit passé des excès de la débauche à ceux de l'enthousiasme & du rigorisme. Acharné contre le roi pendant la guerre civile, il avoit dit hautement que, s'il le rencontroit dans une bataille, il lui brûleroit la cervelle comme à un autre. Il lui avoit fait trancher la tête avec les formalités de la justice. Mais cette dissolution soudaine du parlement étonna ses propres amis plus que tout le reste de ses actions. Lui seul étoit

capable d'imaginer & d'exécuter un pareil dessein.

Ne doutant plus que le ciel ne lui eût donné tous les droits du gouvernement, & voulant satisfaire les citoyens par une apparence de république, il envoya ordre à cent vingt-huit Anglois, six Irlandois & cinq Ecoissois, de se rendre à Londres, & leur confia pour quinze mois l'autorité législative, qu'ils devoient ensuite transmettre à cent trente-neuf autres personnes choisies par eux-mêmes. Cette assemblée pleine de fanatiques de la lie du peuple, se crut un vrai parlement, & en exerça les fonctions. On commença par *chercher Dieu dans la priere*. Quelques enthousiastes furent chargés de cet office, & les assistans convinrent que jamais dans leurs transports de ferveur, ils n'avoient senti en une si grande abondance la communication de l'Esprit-Saint. Ce qui patoit aujourd'hui le comble du ridicule, étoit pour eux la sainteté même. La première harangue que leur fit Cromwel est singulière par le galimatias mystique dont il enveloppoit toujours

1653.
Parlement
de Barebonne:

son hypocrisie. » J'avoue, dit-il, que
 » je n'ai jamais osé m'attendre, ni
 » vous-mêmes peut-être, à voir un
 » jour tel que celui-ci, où Jésus-Christ
 » pût être reconnu comme il l'est en
 » ce jour. Jésus-Christ est reconnu
 » aujourd'hui par votre vocation, &
 » vous le reconnoissez par votre ar-
 » deur à paroître pour lui, & vous
 » manifestez, autant que de foibles
 » créatures peuvent le faire, que ce
 » jour est le jour de la puissance de
 » Jésus-Christ &c. » De cette cham-
 bre sortirent bientôt des actes dignes
 de l'esprit dont elle étoit animée. Elle
 déclara les sciences & les universités
 des institutions payennes & inutiles ;
 elle nomma les loix communes d'An-
 gleterre, *la livrée de l'esclavage Nor-*
man ; elle conçut le dessein d'établir
 la loi mosaïque comme le seul sys-
 tème de la jurisprudence Angloise.
 Elle projetoit une réformation géné-
 rale qui se réduisit, faute de temps,
 à ordonner que le mariage se fît par
 l'autorité civile sans aucune interven-
 tion du clergé.

Diffolution
 de ce parle-
 ment.

Ce parlement tomba bientôt dans
 le mépris. On lui donna le nom bur-

lesque de Barebonne, (*os décharné*) que portoit un de ses membres. Cromwel se repentoit déjà de son ouvrage. Comme il étoit maître d'une grande partie de l'assemblée, il fut la dissoudre de manière à devenir lui-même plus puissant. Ceux des membres qui lui étoient dévoués, & qui connoissoient sans doute ses intentions, lui résignèrent par un acte authentique l'autorité dont ils étoient revêtus. Les autres, en petit nombre, voulant protester contre cet acte, une troupe de soldats survint tout-à-coup, & décida la question. *Que faites-vous ici*, dit le colonel While? On lui répondit dévotement : *Nous cherchons le Seigneur. Vous pouvez*, repliqua-t-il, *le chercher ailleurs ; car je vous assure qu'on ne l'a pas vu paroître ici depuis long-temps.* Chacun se retira.

Le conseil militaire décerna ensuite à Cromwel le titre de protecteur, avec une autorité peu différente de celle des derniers rois. La justice devoit s'administrer en son nom ; le pouvoir de l'épée, le droit de paix, de guerre & d'alliance, étoient remis

Cromwel,
protecteur.

entre ses mains ; on l'obligeoit néanmoins à prendre l'avis d'un conseil qui fut créé en même-temps , à convoquer tous les trois ans l'assemblée parlementaire , & à la maintenir cinq mois entiers sans ajournement & sans prorogation. Les bills devoient passer en lois par la seule autorité du corps , si le protecteur n'y donnoit pas son consentement dans l'espace de trente jours. Il devoit y avoir une armée subsistante de trente mille hommes qui ne pourroit être diminuée sans le consentement du protecteur. Sa dignité étoit à vie , & le conseil devoit lui nommer un successeur après sa mort. Tels sont les principaux articles d'un règlement par lequel on croyoit fixer pour toujours la constitution Angloise. Après avoir renversé le trône , & cimenté du sang le plus précieux les fondemens de la république , il fallut se donner un roi sous un autre nom , ou plutôt il fallut servir un tyran.

Suite de la
guerre avec la
Hollande.

Tous ces troubles dans l'Etat , tous ces délires du fanatisme , dont l'Angleterre a honte aujourd'hui , ne l'empêchoient pas de continuer la guerre

avec la Hollande d'une manière très-vive. Les deux nations si long temps amies, & intéressées à l'être toujours, se déchiroient sur les flots pour le frivole honneur du pavillon, sans aucun motif raisonnable de haine. Les amiraux Anglois Monk & Dean battirent sur les côtes de Flandres une flotte de cent voiles commandée par le brave Tromp. Dean perdit la vie dans cette action. Peu après, Tromp livra une seconde bataille où il fut tué. Le commerce des Hollandois souffrit prodigieusement. Ils refuserent néanmoins d'entrer dans les vues de Cromwel qui vouloit établir entre les deux peuples une parfaite union de gouvernement, de privileges, d'intérêts & de conseils; système chimérique, imaginé avant le commencement de la guerre, & déjà rejeté par les Etats. Enfin le protecteur signa un traité de paix & de ligue défensive. La Hollande céda l'honneur du pavillon, & ne perdit rien de considérable.

 1654.

Le protecteur fait la paix.

Quelque terreur qu'inspirât aux Anglois l'autorité de Cromwel, son usurpation excitoit un murmure pres-

Parlement.

que général. Ce peuple , si jaloux de l'indépendance , gémissoit de s'être forgé des chaînes beaucoup plus dures que celles dont il s'étoit affranchi. Un parlement assemblé par le protecteur , voulut d'abord examiner le règlement militaire sur lequel son titre & sa puissance étoient établis. Cromwel employa la force contre le zele patriotique ; il obligea ce parlement à reconnoître son autorité suprême ; & se hâta de dissoudre l'assemblée après les cinq mois prescrits, qu'il supposa ne devoir être que de vingt-huit jours chacun , selon la maniere de compter pour le paiement des troupes. Les loix sont ce que veut un tyran.

Traité de
Cromwel avec
les rois.

L'orgueil indomptable de Cromwel ne ménageoit pas même les couronnes. Pantaléon Sa , frere de l'ambassadeur de Portugal , ayant poignardé un Anglois au milieu de Londres , il le fit arrêter dans l'hôtel de l'ambassadeur , & exécuter publiquement avec ses complices. La cour de Lisbonne , loin de tirer vengeance de cet affront , conclut peu de temps après un traité fort avantageux au com-

merce d'Angleterre. Toute l'Europe tournoit les yeux sur une puissance presque oubliée depuis le regne d'Elisabeth. Les rois briguoient l'amitié du protecteur, souillé du sang de son propre roi. Cependant il rechercha l'alliance de la Suede, dont les armes victorieuses avoient rétabli le Palatin, & qui partageoit avec la cour de France l'honneur d'avoir pacifié l'Allemagne par le fameux traité de Westphalie. Le cardinal Mazarin, aussi souple, aussi rusé, que Richelieu son prédécesseur étoit hardi, impérieux, sanguinaire, ayant une guerre terrible à soutenir contre l'Espagne, ne balançoit point non-seulement à ménager le parlement Anglois après la mort de Charles I, mais à employer tous les moyens pour se concilier le protecteur. La fille de Henri IV, épouse du roi détrôné, manquoit à Paris du nécessaire. Son fils fut obligé de quitter la France où il étoit sans agrément & sans espoir. La politique de Mazarin essuya toutes les hauteurs de Cromwel. Ils conclurent enfin un traité par lequel la France abandonnoit Charles, &

l'Angleterre s'unissoit à elle contre l'Espagne.

Cromwel pré-
fere la France
à l'Espagne.

C'étoit, selon M. Hume, négliger les intérêts de la nation, que de ne pas maintenir l'équilibre entre ces deux puissantes monarchies, dont la premiere devenoit trop supérieure à la seconde. Mais outre le desir de signaler son gouvernement par quelque conquête sur les oppresseurs du nouveau monde, Cromwel écouta son zele pour la religion protestante. Il espéra d'adoucir le sort des Huguenots : les Espagnols qu'il croyoit plus attachés au pape que les François, étoient pour lui plus dignes d'averfion. L'ambassadeur d'Espagne lui disant un jour que le commerce des Indes & l'inquisition étoient les deux yeux de son maître : *Il faut*, répondit-il, *les arracher tous deux à la fois*. Si la droiture accompagnoit la politique, on n'auroit pas vu la cour de Madrid, qui s'étoit empressée à reconnoître le protecteur, faire un crime à celle de France de s'être alliée avec l'ennemi de la royauté.

Expéditions
maritimes.

Une flotte de trente voiles, sous les ordres de l'amiral Blake, entre dans

dans la Méditerranée où nulle es-
 dre Angloise n'avoit paru avant les
 croisades, tandis qu'une autre flotte
 va porter la terreur en Amérique.
 Pen, qui commandoit celle-ci, ne
 s'accordant pas avec le général des
 troupes de débarquement, leur ten-
 tative sur Saint-Domingue ne réussit
 point; mais ils s'emparèrent de la Ja-
 maïque dont les Anglois ont fait une
 des plus riches plantations de l'Uni-
 vers. Les Espagnols leur déclarent
 aussitôt la guerre, & font sur eux des
 prises considérables. Blake, dans sa
 première expédition, s'étoit rendu
 redoutable aux corsaires d'Afrique
 & sur les côtes d'Italie. L'année sui-
 vante, il alla brûler une flotte Espa-
 gnole dans la baie de Santa-Cruz aux
 Canaries, malgré le feu d'un château
 & de sept redoutes qui sembloient
 devoir aisément le foudroyer. Une
 maladie l'obligea de retourner en An-
 gleterre. Il y mourut avec la réputa-
 tion de grand homme. Quoique ré-
 publicain par principes, il avoit tou-
 jours eu la confiance de Cromwel.
*Nous devons combattre pour notre pa-
 trie, disoit-il, dans quelques mains*

Mort de Bla-
ke,

que le gouvernement soit tombé. La plus forte preuve de son mérite, c'est qu'au milieu de tant de factions ennemies, il jouit d'une estime générale.

Gouvernement intérieur
de Cromwel.

Si le protecteur se faisoit craindre & respecter au dehors, son administration en Angleterre n'étoit pas moins propre à maintenir son autorité. Rigide observateur des lois & de la justice, il n'y donnoit atteinte que rarement, lorsque la nécessité le décidait contre la règle. Il avoit étouffé un soulèvement des royalistes; mais il rejeta toujours avec indignation le conseil que lui donnoient ses officiers de les dévouer au massacre. L'armée lui étoit fidelle malgré l'enthousiasme dangereux qui la dominoit. Des milices entretenues & exercées avec soin dans les provinces, pouvoient, au premier signal, lui donner un puissant secours. Comme la religion, ou plutôt le fanatisme, dirigeoit la multitude, un de ses principaux soins fut de captiver la fougue des puritains, en s'attachant leurs adversaires par une tolérance dont il n'excluoit que les catholiques & les

partisans de l'épiscopat; & il se félicitoit d'avoir trouvé seul le moyen de subjuguier cette insolente secte qui ne pouvoit souffrir qu'elle-même. Attentif à tout, ses espions, ses intelligences lui coûtoient, dit-on, soixante mille livres sterling par an. Il ne craignoit que l'assassinat, & il sut s'en garantir. Un colonel royaliste ayant publié un discours pour exciter les mécontents à cette indigne vengeance, il déclara, de son côté, qu'il détestoit une voie si odieuse, qu'il ne s'en serviroit pas le premier, mais qu'en cas d'entreprise contre sa personne, il useroit de la loi du talion; qu'il ne manquoit point d'instrumens; & qu'il les feroit servir jusqu'à l'entière extinction de la famille royale. Une telle menace, si on eût osé la braver, auroit infailliblement produit son effet.

La puissance de Cromwel n'étoit fondée que sur la force militaire. Il desiroit ardemment d'y mettre le sceau des lois; & l'éclat de son gouvernement lui faisoit espérer de rendre enfin son usurpation légale & plus solide. Dans cette vue, il as-

 1657.

Parlement.

La coutume
ne offerte à
Cromwel.

sembra un parlement composé de membres des trois royaumes. L'Irlande & l'Ecosse, réduites à une espèce de servitude, nommerent les députés qu'il voulut. Pour s'assurer la pluralité des suffrages, il exclut une centaine de membres suspects, & par là se rendit maître de l'assemblée. Elle abrogea d'abord tous les titres de Charles Stuart & de sa maison. On proposa ensuite de donner au protecteur le titre de roi. Après de vives disputes sur une proposition si capable de le flatter, le plus grand nombre des suffrages fut pour le bill. Des commissaires du parlement, envoyés aussitôt à Cromwel, lui représentèrent que la constitution Angloise supposoit l'autorité royale; que les lois ne reconnoissoient point de protecteur hors les temps de minorité, n'avoient point fixé les prérogatives & les fonctions de cette place; que pour écarter toute apparence de pouvoir arbitraire, l'unique moyen étoit de substituer à un nouveau titre celui que la nation avoit toujours respecté; & que ce moyen étoit d'autant plus praticable, qu'une loi expresse de

Henri VII avoit pourvu à la sûreté de ceux qui défendroient le prince regnant : preuve certaine que la législation s'attachoit à la forme du gouvernement plutôt qu'au droit de naissance du magistrat suprême. Cromwel goûtoit fort ces raisonnemens ; son ambition aspirait à la couronne ; elle lui étoit offerte par les représentans du peuple : une parole le faisoit roi sans qu'il parut l'être par force : cependant il refusa. La crainte d'une révolte dans l'armée à qui ce nom de roi étoit toujours odieux, la vue des conspirations prêtes à se renouveler, les conseils de ses meilleurs amis, la généreuse fermeté de Fleetwood, son gendre, & de Desborow, son beau frere, résolus de remettre leurs commissions s'il acceptoit les offres du parlement ; ces motifs l'emportèrent sur l'ambition même. Les noms de république & de protecteur furent conservés. Le parlement présenta au protecteur un acte sous le titre d'*Humble pétition & avis*, par lequel son autorité étoit augmentée sur quelques points, & restreinte sur d'autres : on

Il refuse.

lui donnoit le pouvoir de nommer son successeur, on lui assignoit un revenu perpétuel, un million chaque année pour l'armée & pour la flotte, & trois cents mille livres sterling pour l'administration civile; on y ajoutoit le droit de former une nouvelle chambre qui exerceroit une partie des fonctions de l'ancienne chambre des pairs. Cet acte fut reçu comme la loi fondamentale des trois royaumes, & Cromwel, reconnu de nouveau dans la salle de Westminster avec une pompeuse cérémonie. Pour former sa chambre haute, il tira de celle des communes plusieurs de ses partisans. La pluralité se tournant dès-lors contre lui, les communes lui donnerent de l'inquiétude; elles formerent des liaisons avec les mécontents de l'armée: elles jeterent des doutes sur l'autorité de l'autre chambre. Le protecteur n'étoit pas d'un caractère à souffrir ces entreprises: il cassa le parlement.

1658. Dunkerque remis à Cromwel. Parmi tant de sollicitudes, son génie ardent ne perdoit pas de vue les affaires de l'Europe: uni avec la France contre l'Espagne, il envoya

dans les Pays - Bas un corps de six mille Anglois qui aiderent Turenne à gagner la bataille des Dunes. On prit Dunkerque , & cette importante place fut remise , comme on en étoit convenu , entre les mains de Cromwel. Mazarin , dans ses conversations particulieres , l'appeloit *un fou heureux* ; mais assez politique pour le traiter en grand roi , il lui envoya Mancini son neveu avec le duc de Créqui , & lui fit témoigner son regret de ne pouvoir lui faire la cour en personne. Cependant les plus noirs chagrins dévoréient ce cœur altier. Ses gendres , ses propres filles détestoient son usurpation ; les terreurs attachées à la tyrannie le suivoient partout : couvert d'une cuirasse , chargé d'armes offensives , environné d'une garde nombreuse , ne couchant pas trois nuits de suite dans la même chambre , il voyoit le fer des assassins toujours prêt à venger la mort de Charles I , tant il est impossible de trouver un vrai bonheur dans le crime.

Cromwel dévoré de chagrins.

Ces cruelles agitations lui causèrent une fièvre lente qui parut bien.

Sa maladie & sa mort.

tôt dangereuse. L'idée de la vie future frappa son esprit, & lui inspira quelques remords. Il demanda à un de ses ministres, s'il étoit bien vrai qu'un élu ne pouvoit jamais tomber, ni courir les risques de la réprobation. Rien de plus certain, répondit l'ecclésiastique. Je n'ai donc rien à craindre, dit Cromwel; car je suis sûr d'avoir été autrefois en état de grâce. Avec cette doctrine des réformés, le plus grand scélérat peut jouir de la douce sécurité des justes. Ses aumôniers le rassurerent davantage par le récit de révélations flatteuses qui ne laissoient aucun doute sur sa guérison. Accoutumé à se repaître de ces chimeres, il les saisit avidement comme un gage infaillible de ce qu'il souhaitoit. L'amour-propre fortifia son enthousiasme. *Croyez-moi, disoit-il aux médecins plus clairvoyans que les prophètes, je ne mourrai point de cette maladie. Le Seigneur accorde mon rétablissement aux prières de tant de saintes ames; vous pouvez être fort habiles dans votre profession; mais la nature est au-dessus de tous les médecins du monde, & Dieu infiniment*

au-dessus de la nature. Déjà même on remercioit Dieu de son rétablissement, lorsque les médecins déclarèrent qu'il n'y avoit plus d'espérance. Le conseil lui envoya une députation pour savoir ses volontés sur le choix de son successeur. A peine put-il faire entendre qu'il désignoit Richard son fils aîné. Il mourut âgé de cinquante-neuf ans, le 3 septembre, jour célèbre par les batailles de Dumbar & de Worcester, & qu'il regardoit comme un jour singulièrement heureux pour lui.

Cet homme extraordinaire, né sans biens, quoique de bonne famille, n'ayant pu faire de progrès dans les sciences, libertin dans sa jeunesse, bigot & fanatique après quelques années de débauche, réduit par le besoin à la condition de fermier, avoit été inconnu jusqu'à l'âge de quarante-quatre ans, qu'il fut député au Parlement par la ville de Cambridge. Sa valeur & ses talens militaires, joints à une fureur effrénée contre la cause royale, furent l'origine de sa réputation & de sa fortune. L'art de gouverner les es-

Caractère
d'Olivier
Cromwel.

prits, de faire servir leurs préjugés à ses vues, de tromper les uns, d'enflammer les autres, de mettre en mouvement, avec autant de force que d'adresse, les ressorts de la religion, l'éleva en peu de temps au faite de la grandeur. Il n'étoit rien moins qu'éloquent; qualité si nécessaire, ce semble, au rôle qu'on le vit jouer avec tant de succès. Ses discours sont plats, entortillés, vides, souvent absurdes. Mais il possédoit au suprême degré la connoissance des hommes, & songénie lui fournissoit les moyens d'en faire les instrumens ou les victimes de ses passions. On peut croire avec le P. d'Orléans qu'il fut moins un heureux fou qu'un habile scélérat; on doit aussi avouer qu'il ne lui manqua guere que la vertu pour être un des plus grands hommes du monde.

Richard
Cromwel pro-
tecteur.

Le conseil, l'armée, la flotte, tous les comtés reconnurent d'abord Richard Cromwel pour protecteur de la république. C'étoit un jeune homme modéré, simple dans ses mœurs, aussi indolent que doux, élevé en province loin de l'intrigue & des affaires, & qui n'avoit ni des goûts,

ni des habitudes, ni des talens propres à remplacer l'usurpateur. Son premier soin fut de convoquer le parlement pour en obtenir des subsides. Quoique cette assemblée parût d'abord favorable au gouvernement établi, elle ne tarda point à se faire craindre par des discussions dangereuses. Mais le plus grand mal vint de l'armée. Fleetwood, gendre d'Olivier Cromwel, fanatique républicain, & Lambert, ambitieux indomptable, y cabaloient avec chaleur. On demandoit un général qui eût la confiance de tous les partis; on se plaignoit des promotions de Richard. *Voudroit on, dit-il un jour, que je préférasse uniquement les Saints? Ingolsby ne sait ni prier, ni prêcher; je le préfère néanmoins à tous tant que vous êtes.* Les dévots militaires ne lui pardonnèrent pas ce mot imprudent. Les communes, alarmées de la cabale, défendirent aux officiers de s'assembler sans l'ordre ou le consentement du protecteur. Ceux-ci vinrent en tumulte demander au protecteur la dissolution du parlement. En l'accordant par foiblesse, il s'ôta

 1659.

tout moyen de se soutenir ; & peu de
 temps après , il se démit du protec-
 torat. Henri , son frere , gouverneur
 d'Irlande , plus habile sans être plus
 ambitieux que lui , résigna de même
 sa commission. Tel fut le sort de la
 famille de Cromwel. Cet édifice de
 grandeur , élevé avec tant de peine
 à force de crimes , disparut presque
 en un moment. Richard voyagea en
 France après le rétablissement de la
 monarchie. Le prince de Conti , gou-
 verneur de Languedoc , le vit à Pe-
 zenas sans le connoître. On s'entre-
 tint de la révolution d'Angleterre. Ce
 prince vanta le courage & les talens
 d'Olivier Cromwel. » Mais l'imbé-
 » cille Richard , ajouta-t-il , qu'est-il
 » devenu ? comment peut-il avoir été
 » assez bête pour ne pas mieux profiter
 » des crimes & de la fortune de son
 pere » ? Cependant l'imbécille Ri-
 chard vécut heureux dans la médiocrité
 jusqu'à la fin d'une très-longue
 vieillesse ; & il ne faut qu'un peu
 de raison pour trouver son sort pré-
 férable aux attrait d'une fortune
 odieuse & agitée.

Le Rump. Le conseil militaire, se voyant en

possession du pouvoir , & n'osant l'exercer sans quelque forme d'administration civile, imagina de rappeler ce long parlement qui avoit détrôné Charles I, que Cromwel avoit ensuite chassé avec opprobre. Il se flatoit de le tenir sous sa main , & de le gouverner par ses caprices. Cette assemblée ne fut que d'environ quarante personnes. On la surnomma par mépris le *Rump*, (le croupion.) Les presbytériens & les royalistes, également indignés contre elle, s'unirent pour la dissiper. Les premiers, malgré leurs préventions religieuses, se repentoient du zèle violent qui les avoit emportés au-delà des bornes. Ils voyoient qu'en poussant trop loin l'amour de la liberté, ils s'étoient mis dans l'esclavage. Ils desiroient, comme les autres, de rendre à la maison royale une couronne qu'on lui avoit ravie sans devenir plus heureux. La grande & la petite noblesse concouroient au même dessein. Une conspiration générale se forma dans le royaume ; & si le chevalier Willis n'avoit pas trahi l'intérêt commun, l'événement sembloit infaillible. Dès

Projet de rétablir la maison royale.

que le parlement républicain fut averti du complot, il chargea Lambert d'en prévenir l'exécution. Celui-ci, par sa prodigieuse activité, eut bientôt détruit toutes les ressources des royalistes. La concorde dura peu entre l'armée & le parlement. Les officiers, s'apercevant qu'on cherchoit à les réduire, usèrent de la force qu'ils avoient en main, & le Rump fut cassé par Lambert aussi aisément qu'il l'avoit été par Cromwel.

Charles II
sans res-
sources.

Toutes les espérances de Charles II s'évanouissoient en fumée. Sans ressource du côté de ses amis, il essaya d'intéresser à son sort les puissances étrangères. Il se rendit à Fontarabie où Mazarin négocioit la paix avec l'Espagne. Ce cardinal refusa même de le voir. Dom Louis de Haro, le ministre Espagnol, lui accorda de pures civilités. Ce n'étoit pas encore le temps où la générosité seule devoit armer un grand roi pour la cause d'un roi malheureux. Le traité des Pyrénées fut conclu sans que l'on daignât y faire mention de lui. Mais rien n'est plus bizarre que la fortune. Tout-à-coup ce prince passa de l'abjection sur le trône.

Le fameux général Georges Monk, ^{Monk se déclare pour le parlement.} attaché d'abord au parti de Charles I, employé ensuite par Cromwel, & chargé du gouvernement d'Ecosse, méritoit par sa douceur, sa droiture, & ses autres vertus, l'amour des soldats & la confiance des peuples. Soit qu'il voulût seulement s'opposer aux vues de l'ambitieux Lambert, soit qu'il méditât en secret le rétablissement du roi, il se déclara en faveur du parlement contre ceux qui l'avoient chassé. Sa prudence ^{Sa prudence.} le rendoit impénétrable. Le docteur Monk son frere étant venu de la part de Charles II l'inviter à servir ce prince, le général lui demanda s'il n'avoit confié à personne le secret de sa commission? A personne, répondit le docteur, excepté Brice votre aumônier pour qui je connois votre confiance. Brice étoit un homme sûr, zélé royaliste. Cependant Monk rompit aussitôt le discours, & renvoya son frere sans vouloir lui découvrir ses intentions, persuadé que, dans une affaire de cette importance, le secret confié à un tiers n'est plus un secret.

Le parti de
l'armée abat-
tu.

Dès que l'on fut que le gouverneur d'Ecosse prenoit le parti du parlement, plusieurs imiterent son exemple en Angleterre. Des régimens entiers se révolterent contre l'armée. Fleetwood qui la commandoit en chef, homme aussi foible qu'enthousiaste, cherchoit dans la priere les ressources que lui refusoit son petit génie. On le voyoit souvent se mettre à genoux au milieu du conseil de guerre ; & quand on l'exhortoit à des résolutions vigoureuses, il répondoit que *Dieu lui avoit craché au visage, & ne vouloit plus l'entendre*. Lambert, en le faisant général, s'étoit bien promis de l'être sous son nom. Mais il fut lui-même accablé par des forces supérieures. Une partie des troupes l'abandonna ; le parlement s'étant rassemblé de nouveau, envoya ordre à ses soldats de se retirer dans leurs quartiers. Ils obéirent, & Lambert bientôt après fut enfermé à la Tour.

Lambert.

Monk change le gouvernement.

Monk traverse l'Angleterre à la tête de son armée. Par-tout on accourt auprès de lui ; on le conjure de rétablir le gouvernement, de mettre fin à cette funeste anarchie dont les

désordres se multiplioient de jour en jour. Il paroît d'abord zélé pour le Rump ; il entre par son ordre dans la capitale , & inspire la frayeur aux ennemis de l'assemblée parlementaire. Enfin , changeant de système , ou plutôt dévoilant ses véritables desseins , il reproche au parlement sa tyrannie , & s'unit avec la ville de Londres dans la vue de réparer les maux publics. Le peuple , qui ne connoit point de regles ni de bienséance lorsque les passions l'emportent , fit éclater sa joie en brûlant de toutes parts des croupons. Les membres autrefois exclus du parlement furent invités à y reprendre leur place ; les autres se retirèrent confus , & l'assemblée se rompit elle-même après avoir convoqué un parlement libre qui pût remédier aux violences de l'ancien. Cet heureux événement fut le fruit de la sagesse de Monk. Insensible à toutes les offres des factieux , il suivit son objet avec autant de prudence que de fermeté ; & sans faire couler de sang , il vint à bout de changer la face du royaume. Ses dispositions à l'égard du roi demeurèrent secretes jusqu'au

moment où il se vit obligé de les découvrir. Craignant que les Espagnols ne le retinssent pour se faire restituer Dunkerque & la Jamaïque, il le fit exhorter à sortir de leur territoire. Sur cet avis, Charles partit promptement de Bruxelles. Quelques heures plus tard, on croit qu'il auroit perdu sa liberté.

Restauration
de la monar-
chie.

Les Anglois en général étoient si bien guéris de leurs préjugés contre la couronne, que le nouveau parlement fut tout rempli de membres décidés en sa faveur. La rage des républicains n'en étoit devenue que plus vive ; & Lambert échappé de prison rassembloit déjà quelques troupes. Mais on se hâta de prévenir les progrès de cet incendie : Lambert & d'autres officiers tombèrent entre les mains des royalistes. Tandis que le parlement déplorait les derniers troubles, & témoignoît la plus grande horreur pour Cromwel, sans que personne osât encore prononcer le nom du roi, Monk fit avertir la chambre que Granville, envoyé de ce Prince, étoit à la porte avec ses dépêches. Toute l'assemblée se livre à la joie ; Granville est in-

roduit ; il présente une lettre & une déclaration de Charles. Le prince accordeoit une amnistie générale dont le parlement fixeroit seul les exceptions ; une entière liberté de conscience , avec promesse de concourir à tout ce que le parlement feroit pour la maintenir ; une assurance de payer les ar-rérages des soldats , & de leur continuer la même paye qu'auparavant. Chacun fut satisfait. Les concessions du dernier roi limitoient assez la prérogative , pour ne laisser aucune inquiétude aux zélateurs de la liberté. On proclama solennellement Charles II. Les deux chambres (car les pairs venoient de reprendre leurs droits sans obstacle) assisterent à cette pompeuse cérémonie. Monk alla recevoir à Douvres le prince qu'il avoit eu la gloire de remettre sur le trône. Nulle révolution plus rapide , plus avantageuse , ni moins violente. Tant de maux causés par la discorde & les guerres civiles avoient appris aux Anglois qu'un gouvernement légal est l'unique appui de la liberté & du bonheur des citoyens.

Mœurs ; fa-
matisme.

Nous avons vu le fanatisme allu-
mer les flammes qui ravagerent l'é-
tat. Ce fléau épidémique dominoit
dans les trois royaumes. L'Angleterre
surtout regorgeoit de sectes infatuées
de leurs rêveries , & déterminées à
soutenir sans ménagement des erreurs
absurdes. Les républicains étoient
d'autant plus terribles , que leurs
principes de religion nourrissoient
une extrême sévérité de mœurs. Rien
ne contribua peut-être d'avantage à
leurs triomphes sur les royalistes
qu'ils nommoient *les cavaliers* , la
plupart gens de plaisir , soit par un
effet de leur naissance & de leur for-
tune , soit parce que leur morale étoit
commode , & qu'à force de haïr les
puritains , ils se faisoient gloire de
s'éloigner de leurs maximes. Un par-
lementaire disant un jour à un roya-
liste : *Vos amis les Cavaliers sont fort*
dissolus , l'autre répondit : *Oui , ils*
ont les foiblesses des hommes ; mais
vos amis les Têtes-rondes (c'étoit le
sobriquet du parti contraire) *ont les*
vices des démons , la tyrannie , la re-
bellion & l'esprit d'orgueil. Ces der-
niers pouissoient le rigorisme jusqu'à

défendre les courses de chevaux , les combats de coqs & d'ours , uniquement comme des plaisirs.

La secte fameuse des Quakers doit être distinguée dans la foule. George Fox , apprentif cordonnier , en fut le fondateur. Quoique enthousiastes au dernier degré , ils ne firent pas un grand rôle , parce qu'ils s'interdisoient l'usage des armes. Les pratiques de la civilité leur paroissoient des raffinemens mondains indignes du christianisme. Ils tutoyoient tout le monde , ne saluoient personne , ne donnoient que le titre d'ami , même aux gens en place. Leur habillement répondoit à leurs manieres ; ils rejetoient non-seulement toute superfluité , mais les plis , les boutons qu'ils jugeoient peu nécessaires. Suivre l'évangile à la lettre étoit leur système de religion. Un serment en justice leur paroissoit un blasphème. Point de sacremens ni de cérémonies ecclésiastiques , point d'églises ni de prêtres. Chacun d'eux prétendoit à l'inspiration , & faisoit des efforts étranges pour recevoir le Saint-Esprit. De-là ces convulsions qui leur procurerent le nom de Qua-

Quakers

kers, *trembleurs*. Ces fanatiques se jetoient quelquefois dans les temples, troubloient le service divin, insultoient les ministres. On les condamnoit au fouet, au pilori : c'étoit un triomphe pour eux, & leur patience inaltérable étoit aux yeux du peuple un prodige surnaturel. Quelques-uns entreprirent de jeûner quarante jours comme Jesus-Christ. Cet excès leur coûta la vie. Tous se faisoient un devoir de tendre la joue à qui leur donnoit des soufflets. Enfin, à force d'outrer les devoirs, ils exposoient leurs vertus même au ridicule. Comment l'évangile, si propre à inspirer toutes les vertus sociales, a-t-il pu servir de prétexte à tant de fous & de frénétiques pour rompre tous les liens de la société? Telle est la faiblesse de l'esprit humain : en voulant sortir de la voie commune tracée par l'auteur de la raison, il s'égare dans des routes obscures & scabreuses, où l'homme ne se reconnoît plus lui-même.

Déistes, littérature.

Ces différentes folies contribuèrent beaucoup à multiplier les déistes, esprits téméraires qui, attribuant

à la religion les excès du fanatisme, y substituerent ceux de l'incrédulité. Cromwel les appelloit païens, quoiqu'avec eux il se moquât de tous les sectaires. La philosophie étoit alors trop peu cultivée, pour qu'on puisse croire que le déisme fût son ouvrage. Cependant Hobbes se rendit célèbre par des productions également contraires à la morale & au christianisme. Il méprisoit le savoir, & disoit que, s'il avoit autant lu que les autres gens de lettres, il seroit aussi ignorant qu'eux. L'homme, selon lui, est méchant par sa nature : principe qui ne fait pas honneur au caractère de ce philosophe. Aussi lui reproche-t-on d'avoir favorisé la tyrannie. Harvey acquit une véritable gloire en découvrant la circulation du sang, regardée jusqu'alors comme une chimère, ou du moins comme une chose douteuse. Mais le plus illustre génie de l'Angleterre fut Milton. Misérable déclamateur quand il écrivit pour les régicides, il s'éleva dans le *Paradis perdu* au plus haut degré du sublime. Les défauts énormes de ce poëme n'en éclipsent point

les beautés Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que l'auteur le composa sous le poids de l'infortune, pauvre, aveugle, méprisé; & qu'un ouvrage depuis si admiré en Angleterre, resta long-temps inconnu dans une boutique.

Finances,
troupes, com-
merce.

Sous le gouvernement républicain, toutes les taxes monterent, année commune, à plus de douze millions de livre sterling. Le revenu des rois n'avoit jamais approché de cette somme. En 1650, des commissaires furent chargés de l'accise & des droits de douane; mais Cromwel les afferma, selon l'ancienne coutume, en 1657, & l'on offrit onze cents mille livres sterling pour ces deux impôts qui valoient moins sous la régie des commissaires. Le protecteur laissa deux millions de dettes malgré son économie & sa vigilance. La république en 1652 avoit sur pied plus de cinquante mille hommes, dont la paye étoit ordinairement d'un schelling par jour pour l'infanterie, & de deux schellings & demi pour la cavalerie. Il n'est pas surprenant, comme l'observe M. Hume, que l'armée s'opposât

s'opposât au rétablissement du gouvernement civil qui devoit entraîner la chute d'une profession si lucrative. Les troupes parlementaires, tant milices que troupes réglées, faisoient environ quatre-vingts mille hommes vers le temps de la bataille de Worcester. Avant les guerres civiles, le commerce s'accrut beaucoup sous Charles I. Celui des Indes orientales & de la Guinée étoit fort avantageux. Sept cents mille livres sterling sortoient chaque année de la monnoie. Tous les ans on envoyoit vingt mille pièces de drap en Turquie. Le gouvernement républicain rétablit cette source de richesses altérée par les guerres civiles. Une des choses qui contribua principalement à faire fleurir le commerce, c'est que les principes de la démocratie affoiblirent les préventions de la vanité. On vit les enfans de la petite noblesse entrer en apprentissage chez les marchands. Cette profession utile à l'état devint honorable. La même façon de penser s'est maintenue jusqu'à nos jours, & l'expérience de l'Angleterre en démontre les avantages. Pour-

Noblesse
commerçants

quoi seroit-il honteux à un noble de s'enrichir par le commerce, plutôt que de croupir dans une oisive & malheureuse pauvreté? L'intérêt fut réduit au six pour cent en 1650. Nous l'avons vu au quatorze pour cent avant le regne d'Elisabeth. Cette différence prouve une grande augmentation d'espèces & un meilleur système de politique.

CHARLES II.

TOUTES les apparences annonçoient
 1660. au roi & à son peuple un regne aussi
 glorieux que fortuné. Charles II, âgé
 de trente ans, instruit par ses mal-
 heurs, connoissant les hommes &
 les cours, joignoit à beaucoup d'es-
 prit, de pénétration, de jugement,
 un caractère plein de douceur & de
 bonté, une politesse charmante, une
 gaîté inaltérable, des graces nobles
 & sans affectation. On peut juger du
 mérite d'un prince par le choix des
 personnes qu'il honore de sa con-
 fiance ou de sa faveur. Le conseil fut

Commence-
 mens heureux.

d'abord composé de gens respectables choisis indifféremment parmi les presbytériens & les royalistes. Monk créé duc d'Albemarle éprouva combien l'ame du roi étoit au-dessus de l'ingratitude si commune dans les cours. Le chevalier Edouard Hyde devint comte de Clarendon, chancelier & premier ministre. Peu d'hommes lui étoient comparables en lumières & en vertus. Enfin les deux chambres étroitement unies avec le monarque, appellées d'abord *convention*, parce qu'elles avoient été convoquées sans son ordre, furent érigées en parlement par un acte solennel, & exercerent sous ce nom leur autorité.

Un de leurs principaux soins fut de régler les exceptions de l'amnistie Acte d'amnistie. générale. La chambre haute, soit par ressentiment ou par zèle, vouloit en exclure beaucoup de personnes. Mais Charles lui représenta la promesse sacrée qu'il avoit faite, à laquelle même il se croyoit redevable du bonheur dont il jouissoit, & insista pour la clémence d'une manière qui fut généralement applaudie. On

Revenu de la
couronne.

n'excepta du pardon que les juges régicides, ainsi que Vane & Lambert, républicains furieux. Quelques autres furent exclus, au cas qu'ils acceptassent des emplois publics ; d'autres furent déclarés seulement incapables d'en posséder. Il eût été difficile de montrer plus de modération envers tant de criminels. On fixa ensuite le revenu de la couronne à douze cents mille livres sterling ; revenu supérieur à celui des monarques précédens. Aussi les dépenses étoient-elles considérablement augmentées depuis que les cours de l'Europe, à l'exemple de Louis XIV, avoient pris le système d'entretenir en tout temps des armées nombreuses. L'entretien de la flotte avec quelques autres articles qui coûtoient seulement autrefois quatre-vingts mille livres sterling, en exigeoient alors huit cents mille. Quel avantage pouvoit résulter de cette grande augmentation de troupes ? Les peuples étoient chargés de plus d'impôts, sans que les princes fussent en effet plus puissans. De petites armées faisoient autrefois ce que cent mille combattans font aujourd'hui.

Le procès & l'exécution des régicides causerent une joie universelle. Procès des régicides, leur fanatisme. Leur fermeté ne se démentit jamais, & il y a peu d'exemples si frappans de cette aveugle obstination qu'inspire le fanatisme. Harrison dit à ses juges que le prétendu crime dont on l'accusoit, loin de le rendre coupable, étoit une action commandée par le ciel même; que dans le doute il avoit imploré avec larmes les lumières du Seigneur, & qu'il avoit reçu des assurances incontestables de ses volontés; que les jugemens humains n'étoient que ténèbres en comparaison des inspirations divines; qu'ayant toujours été résolu de ne faire aucun tort au dernier des hommes pour le plus grand intérêt du monde, il étoit sûr d'avoir suivi les regles d'une conscience droite; que ni l'ambition ni la crainte ne lui avoit arraché le moindre signe d'approbation pour la tyrannie de Cromwel; qu'on l'avoit toujours vu ferme dans ses principes de religion & d'intégrité; & qu'une pareille conduite n'étoit point celle d'un meurtrier & d'un scélérat. Tous ceux qui furent exécutés, au nombre de

dix, montrèrent constamment le même courage. Ils se regardoient comme des martyrs. L'extrême bonté du roi accorda aux autres la grace du répit. On les dispersa dans plusieurs prisons.

L'armée congédiée.

Il ne restoit plus qu'à congédier cette armée dangereuse, dont l'enthousiasme & l'audace avoient produit des désordres qui pouvoient encore se renouveler. Les communes accorderent des sommes pour le payement des troupes. Leur air martial & leur discipline frapperent Charles II. Il les eût conservées avec plaisir ; mais Clarendon lui en fit sentir l'inconvénient. On retint seulement cinq mille hommes & quelques garnisons ; premier exemple d'armée subsistante sous la monarchie. Char-

Le parlement dissous.

les avoit dissout le parlement d'une manière gracieuse & honorable. Il auroit pu, s'il faut en croire quelques auteurs, en obtenir deux millions sterling de revenu sur les terres, outre les droits d'accise & de douane : cette somme auroit pu rendre la couronne indépendante. Les mêmes auteurs ajoutent qu'un membre des communes lui en ayant fait la propo-

sition , il la rejeta par les conseils du chancelier. *Le meilleur revenu de votre majesté* , lui dit Clarendon en vrai citoyen , *est de gagner les cœurs de vos sujets : avec ce secours , l'argent ne vous manquera jamais.* On a tout lieu de penser que cette offre d'un parlementaire n'auroit point été du goût des communes. Elles accorderent beaucoup au roi , mais avec des précautions qui prouvent combien elles avoient à cœur de maintenir les droits du parlement.

Comme l'épiscopat tenoit en quelque sorte à la monarchie , & qu'il n'avoit été aboli par aucun pouvoir légal , il fut rétabli sans violence par la seule autorité du prince. Dans une affaire si délicate , si odieuse pour les presbytériens , Charles se montra d'abord très-moderé , & résolu de ne pas donner atteinte à la liberté de conscience qu'il avoit promise. La juridiction épiscopale devoit être contenue & limitée ; la liturgie , déchargée de ce qui choquoit les partis contraires ; & chacun , libre de ne rien faire contre ses principes. Un soulèvement des millénai-

L'épiscopat
rétabli.

res (a) qui se jeterent dans Londres, proclamant le *roi Jesus*, & qui se défendirent en furieux, fournit au ministère des raisons ou des prétextes d'abandonner cette indulgence politique. Ceux qu'on exécuta soutinrent jusqu'au dernier soupir que, *s'ils avoient été dans l'erreur, c'étoit le Seigneur qu'ils devoient en accuser*. Langage conforme au fanatisme. Clarendon haïssoit surtout les presbytériens, dont le génie factieux avoit occasionné tous les troubles du royaume. Il n'attendoit que l'occasion de les affoiblir & de détruire leur secte. La prélature abhorrée en Ecosse y fut rétablie aussi bien qu'en Angleterre. On cassa le covenant, cet acte autrefois révééré comme divin. Le parlement Ecossois témoigna la plus entière déférence aux intentions du monarque; mais le corps de la nation conserva un levain de mécontentement qui pouvoit un jour produire de tristes effets. Charles auroit voulu réunir les presbytériens à l'église nationale. On tint pour cela une conférence ecclé-

(a) C'est le nom d'une secte qui s'imaginoit que Jesus-Christ devoit regner mille ans sur la terre.

siaftique, d'autant plus inutile, que les deux partis n'y apportèrent que leur entêtement avec la réfolution de ne rien céder.

Un nouveauparlement, où l'on ne comptoit que cinquante-fix presbytériens dans la chambre basse, signala fon zele pour la couronne & pour l'église. Il déclara qu'entreprendre d'emprifonner le roi ou de le déposer, étoit un crime de haute trahifon ; que l'accufer d'hérésie ou de papisme, & le décrier par des libelles, étoit un délit qui devoit exclure de toutes fortes d'emplois ; que le pouvoir de l'épée lui appartenoit, & même qu'il n'étoit pas permis de se défendre contre lui. On condamna au feu le covenant & d'autres actes des républicains. Enfin on passa un bill d'uniformité en matiere de religion, portant que tout ministre qui n'avoit pas reçu l'ordination épiscopale, feroit obligé de la recevoir ; qu'il feroit profession d'approuver fans réserve le livre des prieres communes ; qu'il prêteroit le ferment de l'obéiffance canonique ; qu'il abjureroit le covenant, & renonceroit au principe,

1661.

Parlement.
Acte en faveur
de la couronne.

Bill d'uniformité.

qu'il est des cas où l'on peut s'armer contre le roi. Ce fameux acte fut un coup de foudre pour les presbytériens. Confondus avec les autres non-conformistes, avec les catholiques mêmes, ils se voyoient exposés aux peines portées contr'eux, après avoir vu le presbytériat dominant sous la république. L'Eglise Anglicane étoit remise dans l'ancien état; les lois pénales alloient revivre; la liberté de conscience, si expressément promise par le souverain, se trouvoit anéantie. L'expérience découvrit le danger de ces violentes mesures. On les attribua aux catholiques qui desiroient ou de partager le bienfait de la tolérance avec les presbytériens, ou que ceux-ci partageassent avec eux les rigueurs de la persécution. Le roi donna, malgré lui, son consentement à ce bill. Clarendon en fut cause plus que personne, & se fit par-là beaucoup d'ennemis. Un subside extraordinaire de douze cents mille livres sterling, prouva encore le zele du parlement; & l'on accorda de plus au roi, sa vie durant, un impôt de deux schellings sur chaque foyer. Ra-

Subside extraordinaire.

pin Toyras en conclut que ce parlement vouloit rendre Charles assez riche pour se soutenir par lui même. Hume remarque au contraire que , malgré une augmentation si considérable, le revenu de la couronne pendant plusieurs années n'excéda pas un million de livres sterling ; somme insuffisante pour les dépenses publiques.

Lambert & Vane étoient toujours en prison. Ils n'avoient point trempé dans la mort de Charles I ; mais leur acharnement contre la couronne les ayant fait excepter de l'amnistie , les royalistes demanderent avec ardeur qu'on les jugeât. On instruisit enfin leur procès. L'accusation contre Vane ne tomboit que sur la conduite qu'il avoit tenue depuis l'exécution du monarque , en qualité de conseiller d'état & de secrétaire de la marine. Il alléqua pour sa défense la nécessité d'obéir au gouvernement établi, quelque illégitime qu'il puisse être. » Si » cette obéissance est criminelle, dit- » il, dès que la force aura changé le » gouvernement d'un état, toute la » nation doit s'attendre à périr par les

1662.

Procès de
Vane & de
Lambert.

» supplices. Les usurpateurs puniront
 » les uns de leur fidélité au prince dé-
 » possédé , & le prince punira les au-
 » tres de leur soumission aux usurpa-
 » reurs. Pour prévenir cet affreux dé-
 » sordre , & mettre à couvert la vie
 » & la liberté des citoyens , Henri VII
 » a déclaré qu'on ne feroit un crime
 » à personne de son obéissance au
 » prince actuel. Il n'appartient point
 » aux particuliers de discuter les ti-
 » tres de ceux qui gouvernent. D'ail-
 » leurs , les plus honnêtes gens ayant
 » été divisés entre le roi & la répu-
 » blique , pouvoit-on le condamner
 » pour avoir suivi un parti auquel il
 » étoit lié par le covenant , obliga-
 » tion sainte & indissoluble » ? Ces
 raisons n'effacèrent pas le souvenir
 des démarches séditieuses de l'ac-
 cusé. Les juges s'en tinrent à la let-
 tre de la loi. Vane, naturellement
 timide , reçut la mort avec toute l'in-
 trépidité des fanatiques. C'est lui qui
 avoit le plus influé dans le jugement
 du comte de Strafford , & il fut la
 dernière victime de ces sanglantes
 querelles. Lambert, condamné com-
 me lui , obtint une surséance d'exé-

cution. Il vécut encore près de trente ans, plus heureux peut-être dans son exil, qu'il ne l'étoit dans la carrière épineuse de la fortune.

Tout prince sans économie s'expose à de cruelles nécessités. C'étoit le principal défaut de Charles II, d'aimer les plaisirs avec excès, & de prodiguer l'argent pour satisfaire ses goûts. Les charges de la couronne absorboient des sommes immenses. Il auroit dû se restreindre sur le reste autant que l'exigeoit une prudente politique. Le subside du parlement, la dot de la nouvelle reine Catherine de Portugal, deux cents mille écus que la France avoit donnés, tout étoit déjà englouti. Le roi avoit encore à payer la dot de Henriette sa sœur, épouse du duc d'Orléans. Pressé par le besoin, il vendit Dunkerque à la France quatre cents mille livres sterling. Clarendon lui-même approuva cette démarche. On faisoit monter à cent vingt mille livres sterling les frais annuels de la garnison, & les avantages qui en revenoient alors n'approchoient point d'une dépense si onéreuse. Ce marché excita

Dunkerque
vendu à la
France.

néanmoins les plus grands murmures. Louis XIV fit de Dunkerque un port également utile à son royaume, & redoutable à l'Angleterre.

Les presby-
tériens vœux.

L'acte d'uniformité produisit une sorte de révolution ecclésiastique. On le nomma l'acte de la Saint-Barthelemi, parce que l'exécution étoit fixée au 24 août, fête de cet apôtre. Sans être comparable à la Saint-Barthelemi de France, il mit à l'épreuve l'invincible opiniâtreté des enthousiastes. En un jour & de concert, environ deux mille ministres presbytériens renoncèrent à leurs bénéfices, plutôt que de signer les articles de cet acte. Le clergé Anglican se vengea de la persécution en devenant persécuteur. Les presbytériens, dans le temps de leur triomphe, lui avoient du moins laissé le cinquième des bénéfices. On leur refusa une si légère ressource, quoique demandée par les pairs. On porta la dureté jusqu'à leur défendre en 1665, d'approcher plus près que de cinq milles, excepté en voyage, des lieux où ils avoient exercé le ministère, sous peine de six mois de prison & de cinquante livres ster-

ling d'amende. C'étoit leur ôter les moyens de vivre. Tant de rigueur ne s'accordoit point avec le caractère & les principes du roi. Quoique soupçonné d'indifférence pour toute sorte de religion, il penchoit secrètement vers la catholique, qu'il avoit même vraisemblablement embrassée avant que de rentrer dans ses états. Son frere le duc d'York, avec moins d'esprit, mais plus d'activité & d'ardeur, étoit zélé pour l'église Romaine, & le sollicitoit vivement d'accorder une tolérance générale. Le malheur des presbytériens fournissoit un prétexte fort plausible. Charles en profita. Il promit dans une déclaration de ménager les consciences scrupuleuses qui craignoient de se conformer au culte établi; & comme le parlement étoit prorogé, il assura qu'aux prochaines sessions, il tâcheroit de lui faire autoriser cette indulgence. Le parlement rassemblé peu de temps après, loin d'approuver la déclaration, représenta au roi que son extrême douceur avoit attiré dans le royaume un grand nombre de prêtres romains & de jésuites, & de-

Déclaration
de tolérance,
défapprouvée
par le parle-
ment.

manda un ordre pour les obliger d'en sortir. On exceptoit tous les prêtres étrangers de la maison des deux reines (la reine mere étoit revenue dans le royaume) & ceux qui étoient à la suite des ambassadeurs. Charles publia une proclamation conforme aux desirs du parlement; mais au sujet de ces prêtres, le mot d'*étrangers* fut omis, & la protection des reines s'étendit sur les Anglois comme sur les autres. Le parlement accorda quatre subsides, le clergé autant, l'un & l'autre satisfaits de la complaisance du monarque.

1664.

Guerre avec
la Hollande.

Une guerre entreprise contre les Hollandois augmenta bientôt ses besoins. Les communes se plaignoient des Etats Généraux plus par jalousie que par équité. Leur enviant un commerce que l'économie rendoit supérieur à celui d'Angleterre, elles attendoient impatiemment l'occasion de le traverser ou de l'affoiblir. Le duc d'York, soit intérêt national, soit haine contre une république protestante, pouffoit son frere à une rupture. Clarendon n'approuvoit point ces desseins; mais il avoit perdu beau-

coup de son crédit , & touchoit au moment de la disgrâce. Quelques violences des Anglois furent suivies de représailles. Ruyter leur enleva ce qu'ils avoient pris. Charles fit équiper une flotte, présidant lui-même à l'ouvrage, parcourant les ports, animant les travaux par sa présence & sa libéralité. Un subside de près de deux millions & demi de livres sterling , le plus fort que l'on eût jamais accordé aux rois, le mit en état de faire d'immenses préparatifs. La guerre fut déclarée, quoique la Hollande n'oubliât rien pour la prévenir. Jean de Wit gouvernoit alors cette république en qualité de grand pensionnaire (a). Aussi courageux que prudent, il s'arma contre les périls qu'il ne pouvoit éloigner.

La flotte Angloise commandée par le duc d'York, étoit de cent quatorze vaisseaux, & avoit à bord vingt-deux mille hommes. Opdam, amiral Hollandois, risqua la bataille. Son vaisseau fut malheureusement ; les Hollandois furent vaincus. Alors de

1665.

Bataille navale.

(a) Le pensionnaire en Hollande est celui que la république charge principalement de ses affaires.

Wit se rendit lui-même sur la flotte, & son génie répara les suites de ce revers. Louis XIV, après avoir tenté inutilement de réconcilier les deux nations, se déclara en faveur de la Hollande, malgré l'offre de Charles II de lui abandonner les Pays-Bas Espagnols, s'il ne s'opposoit point à ses avantages. Colbert avoit déjà commencé l'établissement d'une marine. Le duc de Beaufort commandoit une escadre de quarante vaisseaux : les Hollandois devoient la joindre. La flotte Angloise, sous les ordres de Monk duc d'Albemarle & du prince Robert, étoit de soixante & quatorze voiles. Albemarle eut la confiance d'en détacher vingt vaisseaux qu'il envoya contre les François. Avec le reste, il attaqua les Hollandois supérieurs en forces. Ce furieux combat dura quatre jours, & parut finir à l'avantage des derniers. Leurs amiraux Ruyter & Tromp, quoique divisés par un esprit de faction, soutinrent également l'intérêt de la patrie. Bientôt les Anglois vinrent encore les attaquer. Ruyter battu fit une retraite glorieuse ; mais indigné

de plier devant l'ennemi : *Que je suis malheureux*, s'écria-t il ! *De tant de boulets, n'y en aura-il pas un seul qui puisse finir ma misérable vie ?* Les Anglois devinrent par cette action les maîtres de l'Océan. Beaufort passa presque sous leurs yeux pour joindre la flotte Hollandoise, & ne la trouvant plus, il eut le bonheur de rentrer à Brest sans autre perte que celle d'un vaisseau.

Plus de cent mille habitans de Londres étoient morts de la peste l'année précédente. Le feu acheva de désoler cette capitale. Il prit dans la maison d'un boulanger, & pendant trois jours & trois nuits il continua ses ravages. On compte six cents rues & plus de treize mille maisons réduites en cendres. Les rues étoient fort étroites, les maisons presque toutes bâties de bois. Un changement avantageux suivit ce désastre. Londres fut bientôt une ville plus belle & plus saine. La peste qui y étoit auparavant très-commune n'y a jamais reparu depuis. Telle est l'injustice de la haine, que les événemens les plus naturels lui paroissent des crimes médités. Sans

Peste & incendie de Londres.

raison , sans preuves , les ennemis des catholiques leur attribuerent l'incendie. A la sollicitation de la chambre basse , Charles bannit tous les prêtres & les jésuites , ou plutôt il fit pour cela une ordonnance dont l'inexécution rendit sa foi plus suspecte.

1667. Ce double fléau du feu & de la peste , joint aux dépenses excessives de la guerre & au peu de profit réel qu'on en retiroit , lui inspira , ainsi qu'à toute la nation , le desir de traiter avec la Hollande. Il proposa lui-même l'accommodement. Les Hollandois que leurs richesses & leur marine soutenoient sur un meilleur pied que l'Angleterre , demanderent l'alternative , ou que l'on remît les choses dans l'état où elles étoient avant la rupture , ou que leurs deux peuples conservassent leurs acquisitions présentes. Cette dernière offre fut acceptée , & l'on ne disputoit plus que sur l'isle de Poleron dans les Indes orientales. Tandis que la négociation traînoit à Bréda , le Pensionnaire entreprit de venger avec éclat les injures faites à sa patrie. Comme il n'y avoit point de suspension d'ar-

Traité de
Breda.

mes, il profita de la négligence de Charles qui, pour payer ses dettes avec les subsides, se contentoit de tenir en mer deux foibles escadres. La flotte de Hollande, sous le commandement de Ruyter, alla brûler des vaisseaux Anglois jusques dans leurs ports. On craignit même pour Londres. Mais le traité de Bréda mit fin aux alarmes & à la destruction. Les Anglois eurent la nouvelle York, les Hollandois Poleron, & les François l'Acadie.

Une guerre si ruineuse, terminée avec si peu d'avantage, ayant aggravié l'humeur inquiète des Anglois, Charles leur sacrifia Clarendon, ce grand ministre dont il avoit respecté long-temps le mérite, mais dont la vertu lui étoit devenue importune. Dans une cour pleine de dissolution, l'incorruptible Chancelier conservoit toujours l'intégrité de ses mœurs; il n'avoit aucune complaisance pour les maîtresses du roi; il gênoit ses plaisirs, & s'opposoit à ses prodigalités. Le peuple ingrat, moins attentif au bien qu'on lui fait, que frappé des choses qui lui déplaisent, loin de se

Disgrace du
comte de Clarendon.

voir gré à Clarendon de cette conduite ; le regardoit comme l'auteur de ses souffrances. D'une part, les presbytériens lui reprochoient la persécution, & ce reproche étoit fondé ; de l'autre les catholiques connoissant son zele pour l'église nationale, désespéroient d'obtenir la tolérance sous son ministère. Quoique la guerre de Hollande eût été entreprise contre son avis, on lui en attribuoit le malheur, parce qu'on vouloit le trouver coupable. Le comte de Southampton, grand trésorier, mort depuis trois mois, avoit rendu justice au chancelier. » Tant qu'il conservera de l'autorité, avoit-il dit en plein conseil, » nos lois, notre liberté & notre religion seront à couvert : s'il est » éloigné, je tremble pour les suites ». Cependant les sceaux furent ôtés à Clarendon. Aussitôt un membre des communes se porta pour accusateur. L'accusation rouloit sur dix-sept articles, dont le plus grave étoit la vente de Dunkerque, comme si un conseil imprudent faisoit un crime capital. La chambre haute refusa de faire arrêter le ministre. Mais il aima mieux

se retirer que de se défendre. Le parlement le bannit, & le roi donna son consentement au bill. Clarendon fixa son séjour en France où il vécut encore six ans. Il employa son loisir à composer l'histoire des dernières guerres civiles, ouvrage digne de la plume d'un homme d'état & d'un illustre citoyen. Il avoit passé sa jeunesse dans l'étude des lois. Son pere, dit-on, l'exhortoit souvent à ne point relever la prérogative royale aux dépens de la liberté publique, & il mourut d'apoplexie un jour qu'il lui répétoit cette leçon. Un accident si terrible l'imprima profondément dans son cœur. Son zele pour Charles I fut toujours le zele d'un Anglois attaché aux principes de la constitution nationale.

Si la conduite du roi excitoit déjà beaucoup de murmures, la triple alliance lui attira du moins les applaudissemens de son peuple. Louis XIV, aussi fier que puissant, passionné pour toute sorte de gloire, singulièrement pour celle des conquêtes la moins digne de l'ambition d'un grand prince, remplissoit l'Europe d'inquié-

Triple alliance contre Louis XIV.

tude & de terreur. Malgré les renonciations faites par Marie-Thérèse d'Autriche son épouse, il venoit d'envahir la Flandre & la Franche-Comté, prétendant qu'elle y avoit des droits légitimes. Les Provinces-Unies étoient alarmées avec raison ; l'Angleterre frémissoit de la supériorité que prenoit la France. Charles forma le projet d'une ligue. Il chargea le chevalier Temple de la négocier à la Haye. Ce philosophe homme d'Etat fut bientôt d'accord avec de Wit. Même franchise, même grandeur d'ame dans l'un & dans l'autre. Ce n'est point entre des ministres de ce caractère que la politique dégénere en finesse & en chicane. Ils convinrent de se rendre médiateurs entre la France & l'Espagne, & de les obliger à faire un traité qui laisseroit à Louis XIV une partie de ses conquêtes, mais par lequel il promettoit d'abandonner entièrement les droits de la reine. La Suede entra dans cette alliance. Selon les lois de la république Hollandoise, toutes les villes devoient donner leur consentement au traité ; consentement que les intrigues

trigues de Louis XIV auroient pu prévenir. D'Estades son ambassadeur dit, en apprenant la négociation: *Nous en parlerons dans six semaines.* Mais de Wit prévoyant les risques du délai, & persuadé qu'il est des cas où le bien public l'emporte sur les lois mêmes, dont il est la fin, eut le courage de déterminer les Etats à ratifier la ligue, le jour qu'elle fut signée. Temple reçut les éloges les plus flatteurs, & montra une modestie qui rehaussoit son mérite. Il répondit que, pour éloigner les choses de leur élément ou de leur centre, il falloit de la force & du travail; mais qu'elles y retournoient d'elles-mêmes. La paix d'Aix-la-Chapelle termina les conquêtes de Louis XIV. Celles qu'il avoit faites dans les Pays-Bas lui demeurèrent; la Franche-Comté fut rendue aux Espagnols, & ce monarque attendit l'occasion de faire sentir son courroux à la Hollande qui s'étoit opposée à ses entreprises.

Quoique la triple alliance fût très-agréable aux Anglois, elle ne dissipa point les soupçons que la conduite de Charles avoit excités. Il se flatta

Commence-
ment des troubles.

envain de tirer du parlement des secours proportionnés à ses besoins. Une nouvelle proposition de tolérance en faveur des non-conformistes effaroucha le zèle des communes qui demanderent aussitôt une proclamation contre les conventicules. Pour avoir de l'argent, il falloit les satisfaire. Leur bill fut confirmé. Tout membre d'un conventicule ou d'une assemblée non-conformiste, de plus de cinq personnes, outre la famille chez qui l'on s'assembloit, étoit condamné à une amende; &, contre le principe reçu dans les affaires criminelles, le doute devoit toujours être expliqué dans le sens le moins favorable. Cette rigueur des communes parut d'autant plus étrange, que le même esprit de persécution avoit depuis peu occasionné un soulèvement en Ecosse. Environ deux mille presbytériens, après avoir renouvelé le convenant, y avoient pris les armes; & l'on avoit éteint dans le sang une flamme allumée par le désespoir. Mais l'église Anglicane & ses sectateurs ignoroient encore, ainsi que leurs adversaires, les bornes que la

1670.

Acte contre
les conventi-
cules.

justice & la charité prescrivent au zele de religion. Quelques autres démarches du parlement mécontenterent le roi. On se défioit de Charles comme il se défioit des autres. Esclave des plaisirs, il négligeoit les affaires, & multiplioit ses embarras. De perfides conseils lui firent perdre enfin de vue toutes les regles de la prudence, & l'exposèrent à une fatale révolution.

Cinq nouveaux ministres partageoient sa confiance; Ashley, comte de Shaftsbury, distingué par ses talens & emporté dans ses passions; le duc de Buckingham, sans principes, sans conduite, avec tous les avantages de l'esprit, de la figure & de la fortune; le duc de Lauderdale, savant, mais entêté, flatteur du prince & tyran pour les sujets; le chevalier Clifford, capable d'entraîner les esprits par l'impétuosité hardie de son caractère; enfin le comte d'Arlington, fort versé dans les affaires, digne de sa place, s'il avoit eu la force de suivre ses propres sentimens plutôt que les impressions de la cour. Les deux derniers étoient catholiques. Ce

La cabale,

Nouveau sys-
tème du roi.

conseil fut appelé la cabale. L'événement fit connoître leur système de politique, trop conforme aux desirs du roi, & sur tout aux dispositions de son frere le duc d'York. Charles, pour s'affranchir de la dépendance où le tenoit l'économie du parlement, & pour étendre son autorité au-delà des bornes qu'il s'étoit lui-même prescrites, oubliant l'intérêt de l'Angleterre, changea tout-à-fait de vues par rapport à ses voisins. Une liaison étroite avec Louis XIV, une nouvelle guerre contre la Hollande, lui parurent des moyens presque infailibles de parvenir à son but. Louis le soutiendrait de ses trésors & de ses armées; la Hollande soumise ne seroit plus un objet d'émulation pour l'Anglois jaloux de ses privilèges. Ces idées s'accordoient parfaitement avec la politique du roi de France. La triple alliance opposoit une barrière à son ambition. Un voyage qu'il fit à Dunkerque, accompagné de sa cour, servit de prétexte pour voiler de profonds desseins. La duchesse d'Orléans va rendre visite à Charles son frere, sur qui elle avoit beaucoup

Charles se
ligue secrète-
ment avec
Louis XIV.

d'ascendant ; au milieu des fêtes & des plaisirs , elle l'engage dans une ligue contre la Hollande ; elle lui donne pour maîtresse une femme de sa suite très-capable d'enchaîner son cœur , mademoiselle de Kerouet , qui reçut bientôt le titre de duchesse de Portsmouth , & à laquelle ce prince fut toujours extrêmement attaché. La mort tragique de la princesse ne rompit point les engagemens. Bientôt le chevalier Temple fut rappelé , & le sage de Wit commença à se défier du roi d'Angleterre. Cependant Charles , pour obtenir des subsides , représente au parlement l'augmentation de la marine Française , la nécessité d'équiper une flotte considérable , & de remplir les obligations contractées pour le bien commun de l'Europe. Les communes donnent dans le piège. Trompées par ces fausses apparences , elles accordent deux millions cinq cent mille livres sterling. Mais les pairs ayant fait quelques changemens aux bills de subside , les contestations nées à ce sujet entre les deux chambres , obligent le roi de proroger l'assemblée , & de se

priver par-là du secours qu'il en espérait.

Deux fautes
du roi.

Pendant la session, il montra peu de justice & de sagesse dans deux affaires particulieres qui eurent un grand éclat. On avoit proposé une taxe sur les spectacles. Les partisans de la cour objectèrent que les comédiens étoient au service du roi, & servoient à ses plaisirs. Le chevalier Coventri demanda en plaisantant si c'étoient les acteurs ou les actrices. Charles entretenoit réellement des actrices outre ses autres maîtresses. Blessé de ce trait offensant, il se vengea d'une manière indigne de sa dignité. Quelques gardes attaquèrent Coventri, le désarmèrent malgré son courage, & lui couperent le nez jusqu'à l'os. Les communes en témoignèrent leur indignation par un acte qui déclaroit les agresseurs incapables du pardon de la couronne. Vers le même temps, Blood, ancien officier de Cromwel, scélérat d'une audace sans exemple, après avoir attenté à la vie du duc d'Ormond, après avoir enlevé de la Tour la couronne & tous les ornemens royaux, fut arrêté, confessa ses

Scélérat en
faveur.

crimes, refusa de déclarer ses complices, disant que la vue de la mort ne pouvoit lui faire ni désavouer un crime ni trahir un ami. Le roi eut la curiosité de le voir ; & Blood eut l'effronterie de lui dire que, si on le faisoit exécuter, ses compagnons en grand nombre ne manqueroient pas de le venger. Soit crainte, soit caprice, Charles non-seulement lui fit grace, mais lui donna une terre, le reçut à la cour, & le traita même avec distinction, tandis que de bons serviteurs étoient oubliés & sans récompense. On pardonne difficilement aux princes l'oubli des services ; mais sur-tout lorsqu'ils placent si indignement les bienfaits.

Ces imprudences en annonçoient de plus dangereuses. Le duc d'York, en se déclarant catholique, réveilla les anciennes inquiétudes d'un peuple transporté de rage au nom de papisme. Le roi, en suspendant par une proclamation les lois pénales, que le parlement avoit à cœur de maintenir, se fit soupçonner de rendre au pouvoir arbitraire si abhorré dans la nation. En fermant l'échiquier, c'est-à-

Autres imprudences.

Guerre avec
la Hollande.

dire, en retenant les sommes que les banquiers avançoient sur la créance des fonds parlementaires, il interrompit le commerce, ruina un grand nombre de familles, & répandit une défiance générale. On ne pouvoit encore se persuader qu'il eût conjuré avec Louis XIV la perte des Hollandois. Ses résolutions se manifestèrent enfin. Le capitaine d'un yacht eut ordre de faire baisser pavillon à toute une flotte Hollandoise, & de tirer en cas de refus. La flotte de Smyrne qui apportoit en Hollande un million & demi de livres sterling, fut attaquée par une escadre Angloise qu'elle repoussa glorieusement. Une déclaration de guerre suivit ces hostilités. Rien de plus frivole que les motifs qu'on alléguoit. Charles insista sur des peintures *injurieuses* faites en Hollande. Les Etats-Généraux furent long-temps à deviner quelles étoient ces peintures. Il s'agissoit d'un portrait de Corneille de Wit, frere du Pensionnaire, qui s'étoit signalé dans les expéditions maritimes. Des vaisseaux en flammes étoient représentés au fond du ta-

bleau. Voilà l'injure qu'il falloit venger par les armes. Louis, avec plus de dignité, mais sans raisons bien solides, n'apporta d'autres motifs de guerre que son mécontentement de la conduite des Etats.

Deux factions divisoient malheureusement la Hollande ; celle des de ^{Deux factions en Hol-} Wit, inflexibles républicains, qui en 1667 avoient fait exclure pour toujours du Stathoudérat (a) la maison d'Orange ; & celle du prince d'Orange, Guillaume III, qui aspirait à l'autorité dont ses ancêtres avoient joui dans la république. Ce prince, âgé de vingt & un ans, étoit capable des plus grandes choses par la solidité de son jugement, la gravité de ses mœurs, & son application aux affaires. Jean de Wit avoit eu soin de lui procurer une excellente éducation, pour le mettre en état, aux risques de sa propre fortune, de servir un jour la patrie, si le gouvernement changeoit de face. Dans ces terribles conjonctures, à l'approche

(a) On appelle Stathouder le chef que les Provinces Unies se donnoient quelquefois par choix. Le Stathoudérat est devenu héréditaire.

de l'orage le plus violent, Guillaume fut créé général & amiral, mais sans avoir aucune part à l'autorité civile. On lui donna une armée de soixante & dix mille hommes, troupes nouvelles que le défaut d'expérience & de discipline rendoit faciles à vaincre. La marine avoit fixé tous les soins du Pensionnaire; & ne prévoyant pas le danger d'une invasion soudaine, il ne s'étoit point appliqué aux moyens de s'en garantir.

Combat naval de Solebay.

Le combat naval de Solebay soutint l'honneur de la république. Ruyter, avec quatre vingts vaisseaux de guerre & quarante brûlots, attaqua les flottes Angloise & Françoisise réunies, l'une sous le commandement du duc d'York, & l'autre sous celui du maréchal d'Estrées. Le duc d'York, après avoir essuyé long temps un feu terrible, fut contraint de changer de vaisseau. Des deux côtés la perte fut à peu près égale. Comme les François ne prirent guere de part à l'action, l'on conjectura qu'ils avoient ordre de ménager leurs vaisseaux, tandis que les deux puissances maritimes s'affoibliroient mutuellement. Mais

Louis XIV, à la tête d'une armée formidable, ayant avec lui les plus fameux généraux, passa le Rhin, & porta l'effroi jusqu'au sein de la Hollande. Les provinces d'Utrecht, de Gueldres, d'Overysfel furent conquises en une seule campagne. Amsterdam se vit près de sa ruine. Les Etats demanderent grace au vainqueur. S'il eût imposé des conditions supportables, la république se soumettoit. Trop de dureté ranima le courage en inspirant le désespoir. De Wit persistoit néanmoins dans son opposition au stathoudérat. Alors le peuple, lui imputant ces désastres, & regardant le prince d'Orange comme l'unique soutien de la patrie, se révolte avec fureur, force les magistrats à reconnoître le prince pour stathouder. Des assassins attaquent le Pensionnaire en pleine rue; Corneille de Wit, accusé par un imposteur, subit une cruelle torture, en répétant des vers d'Horace qui expriment les sentimens héroïques du vrai citoyen. Son frere va le trouver dans la prison, résolu de partager son sort. Une populace effrénée les y poursuit, les met en pié-

Le prince d'Orange Stathouder. Mafacte des de Wit.

ces, & s'acharne sur leurs cadavres. Guillaume, devenu maître de l'État, se montre digne de le gouverner : il exhorte les citoyens à la constance ; il leur annonce que les souverains de l'Europe ne tarderont point à les secourir ; il leur représente qu'on se flatteroit envain de désarmer par la soumission, des ennemis ambitieux qui ne gardoient aucune mesure ; que c'étoit le moment de sacrifier tout à cette précieuse liberté, cimentée du sang de leurs ancêtres ; que pour lui, il marcheroit sur les traces de ses pères, & se dévoueroit sans réserve au service de la république. Buckingham, envoyé de Charles II, lui demandant s'il ne voyoit pas qu'elle étoit infailliblement perdue : *J'ai un moyen sûr, répondit le jeune prince, de ne voir jamais la ruine de ma patrie : je mourrai dans le dernier retranchement.*

 1673.

 Parlement
 rassemblée.

La Hollande, noyée dans les eaux de la mer dont elle avoit eu le courage de se faire un rempart contre les François, espéroit toujours que le parlement d'Angleterre se déclareroit en sa faveur, & que l'intérêt visible de la nation prévaudroit sur les

vues ambitieuses de la cour. Depuis environ deux ans, le roi, par des prorogations affectées, s'étoit délivré de l'inquiétude que lui donnoit ce parlement. Le besoin de subsides fut cause qu'il le rassembla. Son discours aux deux chambres, plein de confiance & de cordialité, déguisoit les dispositions réelles de son cœur. Shaftsbury, qui avoit été créé chancelier pour prix de ses pernicious conseils, appuya sur la nécessité de la guerre contre une république essentiellement ennemie des Anglois. Le parlement, dit-il, avoit reconnu lui-même qu'il falloit *détruire Carthage*; & la guerre présente pouvoit être appelée la guerre du parlement plutôt que celle du roi. Les communes, quoique dans une disposition peu favorable, accorderent des secours; mais elles les firent acheter par des actes de complaisance. Le chancelier, de sa propre autorité, contre l'usage établi depuis le parlement de 1604, avoit expédié des lettres pour l'élection des nouveaux membres à la place de ceux qui étoient morts. On déclara nulles ces élections, & les mem-

On attaque
la déclaration
d'indulgence.

bres, ainsi élus, se retirèrent d'eux-mêmes. On en vouloit sur-tout à la déclaration d'indulgence de 1662, qui suspendoit les lois pénales contre les non-conformistes & les catholiques. Les communes soutinrent qu'elle pouvoit altérer la constitution, & changer le pouvoir législatif que les deux chambres partageoient avec le roi. Charles étoit d'abord résolu de soutenir sa démarche ; il s'étoit promis d'employer, en cas de résistance, la force & le secours de Louis XIV. Mais falloit-il rompre avec le parlement, s'exposer à une guerre civile ? La vue des dangers qu'il auroit dû prévoir de loin, ébranla sa résolution. Son indolence naturelle, l'amour du repos & du plaisir, le besoin d'argent, le firent plier dans une conjoncture si critique. Après avoir consulté les pairs, afin de paroître agir avec plus de maturité, il rompit de sa propre main le sceau de la déclaration suspecte, & promit d'approuver tous les bills que l'on feroit pour remédier aux abus. Il approuva en effet le fameux bill du *Test* ou de l'*Epreuve*, par lequel quiconque se-

Serment du
Test.

roit chargé de quelque office public, étoit obligé, outre les sermens d'allégeance & de suprématie, de prêter serment contre la transsubstantiation, en ces termes : » Je déclare que je » crois qu'il ne se fait point de trans-

» substantiation dans le sacrement de » la cène du Seigneur, ni avant, ni » après la consécration faite par quelque personne que ce puisse être ». Ainsi tous les catholiques furent exclus des emplois, & le duc d'York lui-même réduit à quitter le commandement de la flotte. Une entreprise précipitée en leur faveur devint par cet événement la source d'une plus grande disgrâce. Le comte de Shaftsbury fut le principal auteur des révolutions formées contre la cour.

*Infidélité de
Shaftsbury.*

Dès qu'il avoit vu le roi rétracter sa déclaration, prévoyant que les adversaires de la cour alloient prendre le dessus, il s'étoit jeté sans pudeur dans leur parti; & son infidélité le rendit encore plus dangereux qu'il ne l'étoit auparavant par ses conseils. On lui ôta les sceaux. Le parlement, qui ne vouloit point approuver la guerre, accorda un subside, mais

pour les besoins extraordinaires du roi.

Cependant les Hollandois commençoient à respirer. L'empereur & l'Espagne prirent leur défense. Louis, pour n'avoir pas rasé leurs places, comme Condé & Turenne le proposoient, affoibli par un trop grand nombre de garnisons, fut contraint d'évacuer les trois provinces conquises. Ruyter, quoiqu'inférieur en forces aux François & aux Anglois réunis, soutint trois batailles navales avec la gloire qui l'accompagnoit toujours. Charles rassembla le parlement. Le voyant disposé à censurer l'administration, & à ne plus accorder de subside pour une guerre odieuse, il fit promptement la paix. On

1674.

Paix avec la
Hollande.

convint d'un réglemeut de commerce avec la Hollande qui céda de nouveau tous les honneurs du pavillon, & promit environ trois cent mille livres sterling. Les Anglois, dit Rappin Toyras, payerent les frais de cette guerre, le roi en recueillit seul tous les fruits. Il laissa dix mille hommes au service de la France. Toujours attaché par inclination à cette couronne, il fit valoir auprès de Louis XIV

la nécessité qui l'avoit détaché de son alliance , & il offrit sa médiation pour une paix générale.

Le chevalier Temple fut envoyé en Hollande avec le titre d'ambassadeur. Avant son départ, il eut le courage de représenter au roi les inconvéniens du système de la cabale : combien il étoit difficile , pour ne pas dire impossible , d'établir en Angleterre le gouvernement & la religion de France ; qu'on ne changeoit pas en si peu de temps le génie & les principes d'un peuple ; qu'on ne pouvoit parvenir que par la force des armes à faire plier les Anglois sous un joug dont ils avoient horreur. Et quelle apparence de réussir par cette voie ? Que les catholiques ne faisoient pas la centième partie de la nation ; que des troupes étrangères ne pouroient être levées & entretenues en grand nombre ; ou que, si elles étoient en petit nombre, elles ne serviroient qu'à exciter la haine & la révolte. Enfin il lui rappela ces paroles de Gourville, gentilhomme François , fort estimé de Charles II : *Un roi d'Angleterre qui veut être l'homme de son peuple , est le plus grand roi du monde ; mais s'il*

Conseils du
chevalier Tem-
ple au roi.

veut être quelque chose de plus, il n'est rien du tout. Ce discours déplut au roi ; mais il savoit dissimuler. *Hé bien, dit-il, je veux être l'homme de mon peuple.* Nous jugerons bientôt par les effets du peu de sincérité de cette réponse. Sa médiation n'empêcha point les alliés de pousser la guerre avec vigueur. Le prince d'Orange trouvoit sa gloire & son intérêt à la prolonger. Il égala presque le grand Condé à la sanglante bataille de Senef. Condé dit de lui : *Le prince d'Orange s'est conduit dans toute l'action en grand capitaine, excepté d'avoir exposé sa vie en jeune soldat.* Cependant la conquête de la Franche-Comté & les exploits de Turenne en Allemagne confondirent les espérances des ennemis de Louis XIV.

1675.

Disputes parlementaires.

Dans une nouvelle session du parlement, les communes, toujours pleines de défiance sur les sentimens du roi, dressèrent d'abord plusieurs bills capables d'inquiéter la cour. Le parti de la cour s'agita d'un autre côté dans la chambre haute, & y fit passer un bill qui exigeoit de tous les membres du parlement & de toutes les personnes en place un serment conçu

en ces termes : *Je déclare qu'il n'est pas permis, sous quelque prétexte que ce puisse être, de prendre les armes contre le roi ; que j'abhorre cette maxime pleine de trahison ; qu'on peut prendre les armes par l'autorité du roi contre sa personne ou contre ceux qui agissent en vertu de ses commissions ; & je jure qu'en aucun temps je ne ferai aucun effort pour changer ou altérer le gouvernement de l'état & de l'église.* Ce bill fut vivement combattu, les uns soutenant qu'il portoit sur de faux principes ; les autres, qu'il ne serviroit qu'à réveiller des disputes dangereuses. Dans la chambre même des seigneurs, il ne l'emporta que de deux voix. L'opposition eût été plus forte de la part des communes ; mais une querelle imprévue entre les deux chambres suspendit l'affaire des bills. Shirley ayant appelé devant les pairs d'un jugement de la chancellerie en faveur de Flag membre des communes, & les pairs ayant reçu son appel, la chambre basse prétendit qu'on violoit ses privilèges ; qu'aucun de ses membres ne pouvoit être cité devant les seigneurs ; que

Les caffés fermés & rouverts.

ceux-ci ne pouvoient même recevoir d'appels. Les esprits s'échaufferent ; & Charles , craignant plus qu'il n'espéroit de cette assemblée , prit le parti d'une longue prorogation. La licence de censurer le gouvernement s'exerçoit sur-tout dans les caffés où l'on se rendoit en foule. Il défendit ces rendez-vous par une proclamation ; comme s'il eût été possible de calmer le peuple en lui donnant un nouveau sujet de plaintes. Le mécontentement augmenta. Les limonadiers promirent de ne plus souffrir les discours séditieux. A cette condition , les caffés furent bientôt rouverts.

Puissance de Louis XIV.

Cependant Louis soutenoit la supériorité de ses armes. Quoique Turenne eût péri d'un coup de canon , quoique Condé eût quitté le commandement , la France conservoit ses avantages , & la déroute du maréchal de Créquy à Consarbrik du côté de Treves fut presque le seul revers en ce genre qu'elle eût essuyé depuis soixante ans. Les Anglois , jaloux de cette puissance formidable , brûloient d'impatience de la réprimer. Tandis qu'on négocioit à Nimegue , le par-

lement fit tous ses efforts pour engager le roi à prendre les armes. Les plus riches subsides devoient être le prix de sa complaisance. Ces offres d'argent étoient un puissant appât. Il parut se rendre aux vœux publics. Il accorda au prince d'Orange, la princesse Marie fille du duc d'York ; il donna quelques démonstrations de fermeté à l'égard de la France ; déjà même, il faisoit des préparatifs de guerre avec le secours du parlement. Mais toujours flottant, irrésolu, tantôt gagné par les promesses de Louis XIV, tantôt arrêté par les charmes du plaisir, il ne répondit point à l'attente des Anglois, ni à celle des confédérés. Les Etats - Généraux, contre l'inclination du prince d'Orange, conclurent la paix avec Louis. On lui assuroit la Franche-Comté & plusieurs villes de Flandre. L'Espagne & l'Empire, après de grandes clameurs, acceptèrent les conditions qu'on leur prescrivoit. Ce traité signé à Nimegue, mit le comble aux prospérités de la France.

Depuis environ dix ans, l'Ecosse gémissoit sous un gouvernement ty-

1678.

Paix de Nimegue.

L'Ecosse tyrannisée.

rannique. Charles y avoit envoyé le duc de Lauderdale en qualité de son commissaire ; & ce ministre avoit engagé le parlement Ecoffois, non-seulement à déclarer que tout ce qui concernoit le gouvernement extérieur de l'église étoit un droit de la couronne, mais à mettre sur pied un corps de milices de vingt-deux mille hommes, qui devoit marcher pour toute entreprise où le pouvoir & la grandeur du souverain se trouveroient intéressés. Autant Charles étoit naturellement ennemi de la tolérance, autant le duc fut ardent pour la persécution, le plus mauvais de tous les remèdes contre le fanatisme presbytérien répandu dans ce royaume. Le détail de ses violences seroit infini, & nous n'en rapporterons qu'un ou deux traits. Parce que la loi qui défendoit les conventicules les avoit appelés des *séminaires de révolte*, il traita en rebelles plusieurs comtés où les conventicules étoient plus fréquens : des troupes qu'il y envoya commirent d'affreux désordres. Selon une loi du pays, tout accusé qui ne se présentoit pas en justice, pouvoit

être condamné par contumace & pros-
crit publiquement ; & quiconque
avoit ensuite avec lui la moindre
communication sous prétexte de pa-
renté ou de charité, étoit sujet à la
peine que méritoit le crime du cou-
pable. Cette loi trop odieuse pour
être en vigueur, fut le prétexte d'un
grand nombre de proscriptions. Tout
étoit en proie à la rapacité du duc &
de la duchesse de Lauderdale ; tout
se vendoit secrètement, & rien n'é-
chappoit à l'oppression la plus odieu-
se. La rage du peuple augmentoit
chaque jour. De crainte que le cri
public ne frapât les oreilles du prin-
ce, Lauderdale défendit à tous ceux
qui possédoient des terres, de quitter
l'Ecosse. Quelques seigneurs porte-
rent néanmoins leurs plaintes au
pied du trône. Charles, si l'on en
croit Burnet, auteur satirique dont
il faut se défier, dit à ce sujet : » Je
» comprends que Lauderdale s'est
» fort mal conduit envers mon peu-
» ple d'Ecosse ; mais je ne vois pas
» qu'il y ait rien fait de contraire à
» mon intérêt ». Quand le prince dis-
tingue son intérêt de celui du peu-

ple, on ne doit pas s'étonner que le peuple se fasse un intérêt différent de celui du prince.

Conspiration
absurde attri-
buée aux ca-
tholiques.

Le récit de ces violences toucha vivement les Anglois. Pleins des idées les plus sinistres, persuadés que les liaisons de Charles avec Louis tendoient à l'établissement du pouvoir absolu & de la religion romaine, ils prêtoient l'oreille à toutes les extravagances qui confirmoient leurs soupçons. La haine est follement crédule. On en vit alors une preuve singulière dans l'effet que produisit la fameuse conspiration papiste, (c'est le nom que les Anglois lui donnerent) fable absurde s'il en fut jamais, reçue avidement comme une vérité incontestable, & qui même servit de prétexte pour exclure le duc d'York de la couronne. Titus Oates, auteur de cette imposture, étoit un homme décrié, réduit à la dernière misère. Étant accusé de parjure dans sa jeunesse, il s'étoit fait catholique, & avoit vécu quelque temps chez les Jésuites de Saint-Omer qui le congédierent comme un sujet dangereux. Le ressentiment contribua sans doute à le

à le rendre accusateur. Il assura que sa conversion n'étoit qu'une feinte pour pénétrer dans les secrets du papisme & des Jésuites. Voici le merveilleux résultat de ses découvertes. Suivant les dépositions d'Oates, le pape s'attribuoit la souveraineté sur le royaume, & avoit confié aux Jésuites l'exercice de ses droits : en conséquence le général de l'ordre avoit disposé par des patentes munies de son sceau de tous les principaux offices, soit civils, soit militaires : dans un conseil de cinquante Jésuites tenu à Londres, on avoit pris la résolution unanime de se défaire du roi ; le pere de la Chaise, (qu'il appelle la Shee) confesseur de Louis XIV, avoit assigné dix mille livres sterling pour récompense de ce régicide : la couronne devoit être offerte au duc d'York, à condition qu'il la recevrait comme un don du pape ; sans quoi il devoit périr par le fer ou le poison : le grand incendie de Londres étoit l'ouvrage des Jésuites, & ils avoient gagné par le pillage quatorze mille livres sterling : leur plan étoit déjà tracé pour un nouvel incendie & un mas-

facre général : enfin ils vouloient bouleverser le royaume , mettre tout à feu & à sang pour établir leur domination avec le papisme. Ces absurdités , quoique démenties par des contradictions palpables , répandirent la plus grande terreur. On ne douta point de la réalité du complot.

Lettres de Coleman au pere de la Chaise.

Coleman , secrétaire de la duchesse d'York , ayant été arrêté , les papiers de sa correspondance avec le pere de la Chaise , avec un nonce du pape & quelques autres catholiques , fournirent de nouveaux sujets d'alarmes. Ces lettres indiscrettes parurent des pièces de conviction. Il écrivoit au confesseur de Louis : » Nous avons » entre les mains un grand ouvrage ; » il ne s'agit de rien moins que de la » conversion de trois royaumes. Dieu » nous a donné un prince (le duc » d'York) qui est devenu miraculeu- » sement très-zélé pour l'honneur de » servir d'instrument à ce glorieux » dessein. Mais étant sûr de trouver » de grandes oppositions , il importe » de nous procurer autant de secours » qu'il sera possible ». Dans une autre lettre , il lui marquoit : » Avec

» de l'argent, on persuadera tout au
 » roi. Il n'y a rien qu'on ne puisse
 » obtenir de lui par ce moyen. L'ar-
 » gent a tant de pouvoir sur lui, qu'il
 » n'est pas capable d'y résister. La
 » logique fondée sur l'argent a plus
 » de force dans cette cour que tous
 » les argumens du monde ». Trois
 cents mille livres sterling qu'il de-
 mandoit au Jésuite engageroient le
 roi, selon lui, à dissoudre le par-
 lement, dont les résolutions étoient
 extrêmement opposées aux intérêts
 de la France. Ces lettres, il faut l'a-
 vouer, ouvroient un vaste champ aux
 soupçons & aux conjectures.

L'idée qu'on avoit du zèle des Jé-
 suites fit trouver vraisemblable tout
 ce que leur imputoit la calomnie. Un
 nouvel incident fortifia les préjugés.
 Godfrey, juge de paix, qui le pre-
 mier avoit reçu la déposition d'Oates,
 fut trouvé mort dans un fossé, ayant
 encore ses bagues aux doigts & son
 argent dans la poche; preuve qu'il
 n'avoit pas été tué par des voleurs.
 Aux yeux de la multitude furieuse,
 cet assassinat, dont l'auteur n'a jamais
 été connu, ne pouvoit être qu'un

La conspira-
 tion jugée cer-
 taine.

On dénonce
la conjuration
au parlement.

crime de catholique. Chacun se crut en danger de mort ; on tendit les chaînes à Londres, on éleva des palissades, comme si l'ennemi eût paru aux portes. Quoique Charles méprisant toutes ces chimères, il parla de la conspiration au parlement rassemblé pour y obtenir des subsides ; mais il ajouta que, dans la crainte d'en dire trop ou trop peu, il abandonnoit l'affaire aux magistrats. Danby, grand trésorier & principal ministre, ne laissa pas de dénoncer le complot à la chambre haute, soit par haine contre les catholiques, soit pour rendre la personne du roi plus chère à la nation, en persuadant que les Jésuites avoient conjuré sa mort. Aussitôt les deux chambres saisirent l'affaire. Oates fut entendu. On déclara que les papistes recusans traamoient un complot infernal contre le roi, le gouvernement & la religion. On donna au délateur, à l'infâme Oates, un logement dans le palais de Whitehâl avec une pension de douze cents livres sterling. Cette récompense suscita un nouveau témoin ; car les imposteurs ne manquent point

lorsqu'on paye ainsi l'imposture. Bedloe, scélérat qui avoit parcouru l'Europe en fourbe & en voleur, accusa du meurtre de Godfrey, des catholiques dont quelques-uns étoient au service de la reine. Il ajouta aux dépositions d'Oates quelques circonstances encore moins croyables. Ceux qu'il nomma, parmi lesquels il y avoit des seigneurs, furent mis en prison. On établit un *test* où le papisme est taxé d'idolâtrie. Tous ceux qui refusent de le recevoir sont exclus du parlement. Le duc d'York, les larmes aux yeux, demanda à la chambre haute une exception en sa faveur, protestant que sa religion demeurera secrète entre Dieu & lui, sans paroître jamais dans sa conduite. A peine l'emporte-t-il de deux voix sur le sentiment contraire. *Je ne voudrois pas*, dit un seigneur, *qu'il restât ici un homme ni une femme papiste, pas un chien ni une chienne papiste, pas un chat papiste pour miauler autour du roi.* Rien ne peut être comparé à l'indécence de cette saillie, que les applaudissemens qu'elle reçut. L'esprit de parti est une frénésie inconce-

Mesures violentes du parlement,

vable qui étouffe le sens commun.

Danby accusé de trahison

Sur ces entrefaites, Montagne, ambassadeur en France, revint brusquement donner une nouvelle scène. Il produisit une lettre du grand trésorier Danby écrite pendant la négociation de Nimegue, lettre plus honnête pour le roi que pour le ministre, puisqu'elle prouvoit que ce prince avoit en quelque sorte vendu les intérêts de l'Angleterre & ceux des alliés. Elle portoit, entre autres choses, que si les conditions de paix étoient acceptées, Charles s'attendoit à recevoir six millions de la France, pendant trois ans, depuis le jour que le traité seroit conclu. Pour contenter Danby qui désapprouvoit cette conduite, le roi avoit ajouté de sa propre main : *Cette lettre est écrite par mon ordre.* Les communes ne doutèrent plus alors que Charles n'eût agi de concert avec la cour de France ; & pour approfondir un mystère propre à irriter la nation, elles accusèrent de haute trahison le grand trésorier. Les seigneurs ne voulurent point le faire arrêter. La dispute devenoit fort vive ; mais le roi prorogea

& bientôt après cassa ce long parlement, d'abord si favorable à la couronne, & devenu ensuite si inquiet & si ombrageux. Les démarches du roi, ainsi que l'esprit national, avoient altéré ses premières dispositions. Il subsistoit depuis 1661.

On continua le procès de ceux qui étoient accusés de la conspiration papiste. Coleman fut la première victime. Ses lettres prouvoient un grand zèle pour la religion romaine sans aucun indice de trahison. Oates & Bedloe jurèrent qu'il avoit reçu du général des Jésuites une patente de secrétaire d'Etat, & qu'il avoit consenti à l'assassinat du roi; imputations chimériques qui ne devoient être d'aucun poids dans la bouche de ces parjures. Coleman fut néanmoins condamné & exécuté, en protestant toujours de son innocence. Le pere Ireland subit le supplice, quoiqu'il eût prouvé qu'il étoit dans le comté de Strafford au temps où les accusateurs le supposoient avoir conspiré à Londres. Tout Jésuite, tout disciple de la société passoit pour un fourbe; tant on étoit convaincu que leur doc-

Procès de
Coleman, du
Pere Ireland,
&c.

trine autorisoit le mensonge & les restrictions mentales. D'autres accusés furent punis de mort avec aussi peu de justice. Rapin Thoyras n'ose soutenir la réalité de cette conspiration ; mais il dissimule bien des circonstances qui en démontrent la fausseté. Hume , plus impartial & mieux instruit , fait sentir à chaque pas l'influence de la passion & des préjugés dans toute l'affaire. Qu'une conspiration si générale , accompagnée de tant de préparatifs immenses , de tant de relations avec les étrangers , n'ait pu se prouver que par le témoignage d'un petit nombre d'hommes infâmes , malgré les récompenses promises à quiconque en découvreroit quelque chose , malgré le zèle & les recherches du parlement : c'est une preuve sensible de l'imposture.

 1679.

Nouveau
parlement.
Ou en veut
au duc d'York.

Les chefs du parti populaire , Shaftsbury sur-tout, profitoient adroitement de la fermentation générale , pour exécuter un complot réel contre le duc d'York héritier présomptif de la couronne , dont ils craignoient également & le caractère & la religion. Un nouveau parlement ayant été con-

voqué, les élections se firent contre le vœu de la cour, & Charles ne tarda point à s'appercevoir que cette assemblée suivroit les traces de la dernière. Le danger pressant le tira de sa léthargie, & donna plus de ressort à son ame. Pour dissiper les soupçons de papisme, il obligea son frere à se retirer hors du royaume. Le duc obéit, après avoir demandé des assurances par rapport à son droit de succession. Shaftsbury vouloit mettre un jour sur le trône le duc de Monmouth fils naturel du roi; & le bruit se répandoit déjà qu'il y avoit un contrat de mariage entre le roi & Lucie Walters mere de Monmouth. Mais Charles désavoua en plein conseil cette imposture, & déclara que son fils étoit illégitime. Le duc d'York choisit Bruxelles pour le lieu de sa retraite. L'accusation contre Danby fut cependant renouvelée par les communes. Quoique le roi lui eût accordé un pardon général, quoiqu'il assurât que ce ministre n'avoit rien fait que par ses ordres, la chambre prétendit qu'un pardon de la couronne ne pouvoit arrêter une accusation des com-

munes ; prétention jusqu'alors inouïe, mais conforme , selon les principes d'Angleterre, au gouvernement d'une monarchie limitée , où les ministres sont supposés comptables à l'assemblée nationale, des abus qu'ils peuvent commettre par les ordres même du prince. Il fut décidé que si Danby ne comparoissoit pas un certain jour , il seroit jugé coupable. Ayant comparu par la crainte d'un jugement si rigoureux , on l'envoya prisonnier à la Tour.

Nouveau
Conseil.

Le chevalier Temple , plus sensible aux avantages de la philosophie qu'aux attraites de l'ambition , rappelé par son maître pour travailler dans le ministère , proposa de former un conseil où fussent admis les principaux de ceux qui avoient la confiance du peuple. Par là , disoit-il , les prétentions du parlement ne manqueroient pas de diminuer , ou du moins on auroit un parti considérable à opposer aux factieux. Ses raisons parurent très-solides ; mais contre son avis , Charles créa le comte de Shaftsbury président du nouveau conseil. Cet homme dangereux ne prit point

le change; & trouvant moins de sincérité que de politique dans la conduite du prince à son égard, il referra les liens qui l'attachoient aux mécontents. Jusqu'où ne pouvoient-ils pas aller sous un tel guide? D'abord les communes déclarèrent que le zèle du duc d'York pour sa religion, & l'espérance de le voir monter sur le trône, avoient fortement excité les conspirations des papistes. Le roi se hâta de prévenir les suites naturelles de ce bill, en proposant, pour assurer les droits de son frere, des conditions capables d'adoucir les plus furieux. En cas que la couronne passât à un catholique, le monarque devoit renoncer au droit de conférer les dignités de l'église: les membres du conseil privé, les juges, les gouverneurs mêmes des comtés & leurs lieutenans, tous les officiers de la marine, ne pourroient être nommés ni destitués sans l'aveu du parlement. Ces concessions extraordinaires, qui limitoient si étroitement la prérogative, ne calmerent point l'inquiétude de la chambre, où les cabales de Shaftsbury allumoient un feu terri-

Le duc
d'York.
exclus de la
couronne.

ble. Le bill d'exclusion fut dressé ; & l'on déclara qu'après la mort du roi , les couronnes d'Angleterre & d'Irlande appartiendroient au plus proche héritier , le duc d'York excepté ; que , s'il paroïssoit dans l'un ou l'autre de ces royaumes , il seroit coupable de trahison ; & que ceux qui soutiendroient son titre , seroient punis comme traîtres & rebelles. C'est ainsi que le prétexte de la religion avoit dépouillé de ses droits en France l'immortel Henri IV , bien plus digne de régner que le duc d'York. Les communes se signalèrent par d'autres actes où respirent l'esprit de liberté & la jalousie contre la couronne. Elles exclurent de leur chambre quiconque possédoit quelque office lucratif , pour ôter à la cour le moyen de se faire des partisans. Elles déclarerent illégales les troupes toujours subsistantes , & même la garde du roi ; ce qui étoit une forte atteinte à la prérogative royale. Enfin elles proscrivirent les emprisonnemens arbitraires par le bill d'*Habeas corpus* , regardé en Angleterre comme un rempart de la sûreté des citoyens. En

Bill d'*Habeas corpus*
pour les em-
prisonnemens.

vertu de cet acte célèbre, nul sujet du royaume ne peut être envoyé en prison au delà des mers; un juge ne peut refuser à quelque prisonnier que ce soit l'ordre d'*Habeas corpus* qui oblige le geolier de le produire devant la cour que cet ordre désignera, & de certifier la cause de l'emprisonnement; le prisonnier doit être accusé & jugé au terme prescrit, & si la cour de justice le fait élargir, on ne peut le remettre en prison pour le même sujet. Le bill passa en loi.

A ces opérations des communes succéderent de nouvelles attaques contre Danby. On décida que soutenir la validité du pardon que lui avoit accordé le roi étoit un crime attentatoire à la liberté de la chambre. On demanda que les évêques s'absentassent pendant la suite de cette affaire, tant leur dévouement pour la cour les rendoit suspects au parti. La chambre haute s'y opposa. Les communes préparèrent une remontrance. Leur chaleur fit craindre des effets finistres. Alors Charles cassa le parlement sans la participation du nouveau conseil. Il en avoit

Le parlement
cassé.

Exécution
de cinq jésui-
tes innocents.

tiré de foibles secours , & ne pouvoit en attendre que de funestes éclats. Cinq Jésuites & Langhorn , habile jurisconsulte , leur avocat , furent encore exécutés pour la conspiration papiste. En vain seize étudiants de Saint-Omer attesterent qu'Oates étoit avec eux au college de cette ville , dans le temps qu'il juroit avoir été à Londres. Leur témoignage ne leur attira que des railleries ; & l'un d'eux ayant dit que le fait étoit certain , s'il devoit s'en rapporter à ses sens : *Vous autres papistes* , repliqua le chef de justice , *on vous apprend de bonne heure à n'en pas croire vos sens*. Oates trouva quelques témoins qui déposèrent pour lui ; mais la fausseté de la déposition fut reconnue dans la suite. Tous ces malheureux soutinrent leur innocence jusqu'au dernier soupir. Si la passion étoit moins aveugle , c'en étoit assez pour dessiller les yeux du peuple & des juges.

Révolte des
Presbytériens
en Ecosse.

En Ecosse les presbytériens , aussi maltraités que les catholiques en Angleterre , perdirent enfin patience. Malgré leur morale sévère , la doctrine de l'homicide étoit commune

parmi eux. Sharp , archevêque de Saint-André , primat du royaume , qui avoit fait sa fortune en abandonnant leur parti , & qui étoit devenu persécuteur comme le duc de Lauderdale , fut assassiné par une troupe de ces fanatiques. Le crime de quelques-uns attira sur tous une plus vive persécution. Ils prirent les armes dans le désespoir. Charles envoya le duc de Monmouth pour les réduire. Sans autres chefs que leurs ministres , ils furent aisément battus , & Monmouth voulant gagner l'affection des Ecoissois , les traita fort humainement. Quelques temps après , le duc d'York le fit disgracier & même envoyer au-delà des mers. Ce prince étoit revenu sur une invitation secrète du roi qui étoit tombé malade. Il obtint la permission de se retirer en Ecosse.

La maladie du roi avoit causé une

alarme universelle ; car on rendoit justice à son caractère aimable ; & cette 1680. raison , autant que la crainte de voir Whigs & Tories. son frere monter sur le trône , faisoit regarder sa mort , suivant l'expression de Temple , comme la dernière

fin du monde. Cependant les cabales ne perdirent point leur activité. Les mécontents demandoient qu'on assemblât sans délai le parlement. Le parti de la cour opposoit à leurs *pétitions* des *adresses* pleines de respect pour la volonté du souverain. C'est alors que les noms de *Whigs* & de *Thorys* devinrent à la mode. Le premier, sous lequel les fanatiques d'Ecosse étoient connus, fut appliqué aux adversaires de la cour; le second, qui désignoit auparavant les catholiques rebelles d'Irlande, le fut à ses partisans. Ces noms odieux nourrissoient tout à la fois la malignité & la discorde.

Parlement.

Le roi assembla enfin le parlement, & s'efforça de lui inspirer les sentimens d'union nécessaires au bien public. » Toute l'Europe, dit-il, a les
 » yeux ouverts sur cette assemblée,
 » dont elle pense que dépend son bon-
 » heur, ainsi que le nôtre. Gardons-
 » nous de favoriser nos ennemis, &
 » de décourager nos amis par des dis-
 » putes hors de saison. S'il s'en élève
 » de cette nature, le reproche ne tom-
 » bera point sur moi; car je n'ai rien

« négligé pour vous mettre en paix
 » pendant ma vie, & pour vous y
 » laisser à ma mort ». Les commu-
 nés, loin d'entrer avec sagesse dans
 ces vues, débuterent par des actes de
 violence contre les Torys. Le bill
 d'*Habeas corpus* ne fut pas même res-
 pecté. Les emprisonnemens arbi-
 traires devinrent si communs que la
 nation en murmura. Un nommé
 Stowel eut le courage de résister à
 l'officier de justice qui devoit l'em-
 prisonner par ordre de la chambre.
 Il se mit en défense, & dit qu'il ne
 connoissoit point la loi, en vertu de
 laquelle on vouloit le priver de sa
 liberté. Les communes n'eurent pas
 le front d'aller plus avant, & se ti-
 rerent d'embarras en supposant que
 Stowel étoit malade, & en lui ac-
 cordant un mois pour se rétablir. El-
 les revinrent à l'acte d'exclusion con-
 tre le duc d'York. Après de grands
 débats dans la chambre haute, où
 l'éloquence de Shaftsbury parut effa-
 cée par celle d'Hallifax son neveu,
 zélé partisan de la cour, les pairs se
 déclarerent contre le bill, & confon-
 dirent l'espérance des communes.

Violences des
communes.

Procès &
exécution de
Stafford.

Leur colere se déchargea sur les seigneurs accusés du fantôme de conspiration qui troubloit encore les esprits. Cinq pairs catholiques étoient depuis long-temps en prison pour ce sujet. Le plus âgé & le plus foible de tous, le vicomte de Stafford fut celui qu'on attaqua le premier, comme le moins capable de se défendre. Oates déposa qu'il lui avoit vu remettre une commission signée du P. Oliva général des Jésuites. Deux autres témoins jurèrent qu'il avoit voulu les engager à tuer le roi. L'infamie des délateurs, l'absurdité des dépositions, la conduite irréprochable & la fidélité de Stafford, les preuves qu'il apporta pour sa défense, n'empêchèrent pas que les pairs eux-mêmes, à la pluralité de vingt-quatre voix, ne le déclarassent criminel; tant il est difficile de résister au torrent des préjugés populaires. Son courage ne l'abandonna point. Vieux & infirme, en partant pour l'exécution, il demanda un manteau : *Je pourrai, dit-il, trembler de froid; mais, grace au ciel, je ne tremblerai pas de peur.* Il désavoua sur l'échafaud la morale

corrompue qu'on attribuoit à l'église romaine. Je meurs, ajouta-t-il, dans l'espérance que l'illusion se dissipera bientôt, & que la force de la vérité obligera tout le monde à faire réparation à mon honneur. *Nous vous croyons, Milord*, s'écria le peuple touché jusqu'aux larmes; *que le ciel vous bénisse, Milord*. Le bourreau eut peine à frapper. Les circonstances de cet événement firent presque tomber l'opinion du complot. On ne versa plus de sang pour cette chimère, quoique l'on continuât encore à donner l'alarme.

Le caractère flexible de Charles II & ses besoins continuels animant l'audace des communes, & les mesures violentes leur paroissant un moyen infailible de le soumettre à leurs volontés, elles proposèrent plusieurs bills séditieux; elles déclarèrent ne pouvoir accorder de subsides avant que celui d'exclusion eût passé en loi. La dissolution de ce parlement fut le fruit de leurs entreprises. Mais le roi qui se flattoit de ramener enfin les esprits par un mélange de fermeté & de douceur, convoqua un autre par-

1681.

Parlement
d'Oxford.
Mutinerie.

lement à Oxford, où les mauvaises dispositions de la capitale influeroient moins dans l'assemblée. Londres fit éclater le mécontentement le plus vif. On nomma pour la nouvelle chambre, des communes les membres de l'ancienne; on les remercia de leurs efforts *dans la recherche des horribles profondeurs de l'infenale conspiration papiste, & pour l'exclusion du duc d'York, principale cause de la ruine dont la nation étoit menacée.* Monmouth avec quinze pairs s'éleva contre le projet d'assembler le parlement à Oxford, & dit dans sa pétition :
 » que les deux chambres y seroient
 » exposées au fer des papistes & de
 » leurs adhérens, dont plusieurs s'é-
 » toient glissés jusque dans la garde
 » du roi ». L'esprit de révolte se montra bientôt à découvert. Oxford vit arriver les chefs du parti bien escortés, & les membres de Londres en particulier, suivis d'une foule de citoyens parés de rubans sur lesquels étoient en broderie ces mots : *Point de papisme, point d'esclavage.* Autant de symptômes de guerre civile qui faisoient trembler les bons citoyens.

Ici le roi commence à déployer son autorité avec une vigueur dont il avoit toujours paru incapable. Dans une harangue impérieuse, il se plaint de la conduite des deux dernières chambres basses; il proteste qu'il ne prétendra jamais lui-même au pouvoir arbitraire, mais aussi qu'il ne le souffrira point dans les autres. Le génie des communes étoit le même qu'auparavant. Elles suivent le même système, & insistent hardiment sur le bill d'exclusion, jusqu'à rejeter le projet qu'un des ministres proposa de bannir le duc d'York pour toute sa vie, & d'assurer la régence au plus proche héritier après lui; en sorte que ce prince n'eût jamais que le titre de roi sans aucun pouvoir. Il falloit porter la passion aux derniers excès de la fureur, pour ne pas se contenter d'un pareil expédient. La scène que nous allons rapporter dévoilera encore mieux l'esprit de parti & l'injustico aveugle qui forme son caractère. Fitz-Harris, catholique Irlandois, s'étoit attiré des graces de la cour en l'instruisant des mesures & des libelles du parti contraire. Il s'a-

Le roi plus ferme.

Imposteur protégé par les communes.

visa de composer lui même avec un nommé Everard, espion des Wigs, le libelle le plus insolent & le plus injurieux, apparemment pour en faire un objet de délation qui lui procurât quelque récompense. Un traître n'épargne point son semblable lorsqu'il peut gagner à le trahir. Everard dénonça Fitz Harris que la cour fit aussitôt arrêter. Le prisonnier, habile imposteur, chercha l'appui du parlement ; il déclara que la cour l'avoit engagé elle-même à écrire ce libelle, afin d'en rejeter l'odieux sur les partisans de l'exclusion. Il ajouta de nouvelles circonstances sur le complot papiste ; & les communes ne rougirent point de le protéger comme un instrument utile à leurs desseins. Il falloit d'abord l'arracher des mains de la justice ordinaire. L'expédient qu'elles prirent fut d'envoyer une accusation contre lui à la chambre haute. L'accusation ayant été rejetée par les seigneurs, refus contraire à l'usage, elles se plainquirent qu'on violoit leurs privileges, déclarant coupable tout juge qui poursuivroit l'accusé. Charles comprit qu'il n'y

avoit plus de ménagemens à garder avec une assemblée si audacieuse, & cassa tout-à-coup le parlement.

Ce trait de vigueur le sauva. Résolu de ne jamais s'exposer aux attaques parlementaires, il diminua beaucoup sa dépense, abandonna la ville de Tanger en Afrique qui coûtoit des sommes très-considérables, & se montra déterminé à soutenir son triomphe sur les factieux. On vit tout-à-coup une espèce de révolution. Le clergé fit retentir avec confiance les maximes favorables à la couronne. Les Whigs furent décriés comme des républicains & des sectaires. On jeta publiquement des doutes sur la conspiration papiste qu'on avoit fait semblant de croire avec le peuple. Il ne manqua au roi que de conserver la modération dont il avoit donné tant de marques. C'eût été la vengeance la plus digne de lui. Mais le droit de représailles fut exercé avec trop de rigueur. Les espions & les faux témoins, dévoués aux Whigs avant que la cour prévalût, se livrèrent à la cour quand ils virent sa supériorité bien établie, & ces pestes pu-

Le roi devient absolu.

bliques servirent sa haine contre leurs anciens protecteurs. Fitz-Harris fut exécuté, il rétracta ses impostures; il assura qu'il n'avoit composé le libelle que pour se faire valoir en le livrant au ministère. Mais on ne peut rien assurer des intentions d'un fourbe qui se jouoit de la vérité.

Le duc d'Ormond en Irlande.

Il est temps de jeter un coup d'œil sur l'Irlande & sur l'Ecosse. La première étoit gouvernée par le sage duc d'Ormond, zélé royaliste sans être moins bon citoyen, protestant fidèle à sa religion, & indulgent pour celle des autres. Charles l'avoit trop longtemps négligé, comme il arrive souvent aux meilleurs sujets qui dédaignent les bassesses de l'intrigue & de l'adulation. Carry Dillon, colonel Irlandois, priant un jour le duc de le servir à la cour, & lui disant qu'il n'avoit de confiance qu'en Dieu & en lui : *Hélas, pauvre Carry*, répondit Ormond, *tu me fais pitié, tu ne saurois avoir deux amis moins accrédités à la cour*. Quand le roi lui rendit son gouvernement en 1677 : *J'ai fait*, dit-il, *tout ce que j'ai pu pour désobliger cet homme, & je n'ai*

pu

pu m'en faire un ennemi. C'est peut-être dans un temps de cabales le plus bel éloge d'un sujet puissant. L'administration heureuse & pacifique du gouverneur irrita la haine farouche de Shaftsbury. Il l'attaqua dans le parlement. Ormond y eut pour défenseur son propre fils, le comte d'Ossory qui, après avoir loué ses actions, ajouta avec une noble hardiesse :

» Jamais il n'a conseillé de rompre
 » la triple alliance ; jamais il n'a con-
 » seillé de fermer l'échiquier ; ja-
 » mais il n'a conseillé la déclaration
 » en faveur des non-conformistes ;
 » jamais il n'a conseillé de rompre
 » avec les Hollandois pour s'allier
 » avec la France. Je demande, My-
 » lords, qu'on juge de mon pere &
 » de tous les hommes par leurs ac-
 » tions & leurs conseils ». Ce discours simple & vrai l'emporta sur l'artificieuse éloquence de son adversaire, auteur des mauvais conseils que le roi avoit autrefois suivis. Ossory mourut quelque temps après. Le duc d'Ormond disoit qu'il ne changeroit pas son fils mort contre un autre fils vivant. C'étoit une chose singulière

Shaftsbury
l'accuse ; le
comte d'Ossor-
y le défend.

qu'en Irlande, pays catholique, on n'entendît point parler de complot & de révolte, tandis que la conjuration papiste agitoit violemment toute l'Angleterre. Shaftsbury n'oublia rien pour persuader que les Irlandois tramoient aussi quelque entreprise abominable. Un petit nombre de vils délateurs, corrompus par des promesses de récompense, entrèrent dans ses vues. Le parlement d'Oxford suivit l'affaire avec chaleur, & il en coûta la vie au primat d'Irlande, homme doux & paisible qu'on a lieu de regarder comme une victime de l'imposture.

Affaires d'E-
cosse.

En Ecosse l'exercice du pouvoir arbitraire causa des maux réels capables de révolter la nation. Le parlement Ecoissois, où le duc d'York prit la qualité de commissaire du roi, établit un test par lequel la prérogative royale, la suprématie, l'obéissance passive, c'est-à-dire, l'obligation de ne jamais résister au souverain, étoient expressément reconnues. Mais on y ajouta malgré lui un article d'adhésion au protestantisme; & le comte d'Argyle s'éleva contre la proposition

faite par les partisans de la cour, de dispenser les princes du sang de ce serment que le duc ne pouvoit prêter. Il fit même observer que la religion établie n'avoit à craindre que du côté de la famille royale. Une formule très-longue, mal digérée, mal conçue, renfermoit des contradictions si palpables, qu'Argyle prêtant le serment, crut devoir y joindre quelques explications. Le duc d'York irrité contre lui, saisit ce prétexte de vengeance. On l'arrêta, on le condamna. Voyant l'injustice plus forte que son innocence, il trouva moyen de s'évader, & en fut quitte pour la confiscation de ses biens. Sous un gouvernement impitoyable, dans un pays où le fanatisme faisoit braver les supplices, il falloit s'attendre à de terribles & de continuelles exécutions. La rigueur ne servoit qu'à rendre les esprits plus opiniâtres. Deux prédicans aimèrent mieux mourir que de dire seulement, *Dieu conserve le roi* : ils ne consentoient qu'à prier pour sa conversion. Avoir le moindre commerce avec les réfractaires, étoit un crime d'état. Environ

Excès du
gouverne-
ment.

deux mille presbytériens , pros crits pour ce crime , furent poursuivis avec acharnement. Une inquisition cruelle répandoit la terreur dans les familles. Il falloit répondre à des questions insidieuses , telles que celles-ci : » Voulez-vous renoncer au covenant ? » Regardez-vous le soulèvement de Bethwel comme une révolte ? La mort de l'Archevêque de Saint-André vous paroît-elle un assassinat ? Le refus de s'expliquer étoit puni de mort. Quoique le duc d'York eût obtenu la permission d'aller à Londres , il passoit pour le principal auteur de ces violences. Son pouvoir augmentoit chaque jour , & le faisoit redouter. Le roi , dont on aimoit la douceur , étoit moins exactement servi. Aussi le poëte Waller disoit-il : *Charles , en dépit du parlement qui ne veut pas que le duc d'York lui succède , a résolu de le faire regner d'avance.*

1682. Londres dé-pouillé de ses privilèges. Cependant l'autorité de la couronne croissoit rapidement. La ville de Londres , dont les intrigues & le pouvoir donnoient de l'ombrage , fut assujettie par des moyens extraordi-

naires. On porta contre elle un *Quo-warranto*, c'est à-dire, un ordre de produire les chartres de ses privileges. Si les conditions prescrites dans ces sortes de chartres avoient été violées en quelque point essentiel, les privileges pouvoient être supprimés. On prétendit que Londres étoit dans le cas. On cita deux faits sur lesquels les avocats de la ville la justifierent solidement. Mais les juges dévoués à la cour prononcèrent au gré de ses intentions. Il fallut, pour obtenir le rétablissement des chartres, se soumettre à tout ce qu'elle exigea. Le lord maire & les Schérifs, selon les nouveaux réglemens, ne pouvoient plus entrer en charge sans l'approbation du roi; & si l'élection étoit contraire deux fois à ses volontés, le droit de nommer devoit lui appartenir. Cette politique fut employée pour réduire les autres villes à une étroite dépendance. Les patriotes crièrent au despotisme; un levain de révolte toujours subsistant fermenta au sein de la nation, & produisit un complot des plus dangereux.

Shaftsby avait déjà formé en

Conspiration
de Shaftsbury.

1680, avec le duc de Monmouth, le lord Ruffel & quelques autres seigneurs le projet du soulèvement. Après que le parlement d'Oxford eût été dissous, ce chef de parti fut accusé & mis en prison. Il vint à bout d'échaper à la justice; les conspirateurs renouèrent leurs cabales à l'occasion des nouveaux schérifs que la cour avoit fait nommer. Ils se proposoient de soulever une grande partie du royaume, d'attaquer même la garde du roi. Toutes les mesures étoient prises, le temps fixé, un manifeste déjà prêt pour justifier la révolte. Quelques délais imprévus choquèrent Shaftsbury, & le firent désespérer du succès. Il se retira en Hollande où il mourut bientôt, digne de l'exécration de tout homme qui aime l'ordre, la paix, la justice & la probité. Etant chancelier, il n'avoit fait néanmoins que des décrets modérés & équitables. » Tant il est difficile, dit M. Hume, de trouver » dans l'histoire un caractère entièrement mauvais ou parfaitement bon; » quoique les préjugés de parti entraînent souvent les historiens aux

» extrémités du panégyrique ou de la
» satire ».

Les conjurés ne laisserent pas de
suivre leur plan. Un traître qui se
trouva parmi eux, espérant d'obte-
nir grâce pour un autre crime, ré-
véla heureusement le complot. Mon-
mouth se cacha; les lords Russel,
Grey & Howard furent arrêtés. Ce
dernier, homme sans honneur, vou-
lut acheter le pardon en trahissant ses
complices. Sur sa déposition, l'on
saisit le comte d'Essex, le fameux Al-
geron Sidney & Hambden petit-fils
du républicain si connu sous le der-
nier regne. Trois coupables de moin-
dre rang furent d'abord exécutés. A
s'en tenir à la lettre des lois d'Angle-
terre sur la trahison, les plus douces
que l'on connoisse en ce genre, il
étoit difficile de constater le crime
des seigneurs. Selon la loi d'Edouard
III, il y a deux principales especes
de trahison; l'intention & l'entre-
prise d'ôter la vie au roi, l'entreprise
actuelle de faire la guerre contre lui.
Selon le statut de Marie, l'un ou
l'autre de ces deux crimes doit être
prouvé par le concours de deux té-

1683.

La conspira-
tion découverte.

Procès de
Russel.

moignages sur quelque acte qui tende ouvertement à ce but. Des raffinemens de juriscultes avoient rendu la définition moins étroite, & la preuve plus facile. C'est ce qui fit condamner Russel, l'idole du parti populaire. Trop honnête homme pour nier qu'il eût participé au projet d'un soulèvement, il se contenta de soutenir qu'il n'avoit eu aucun dessein contre la vie du roi. Monmouth lui ayant offert de se rendre prisonnier, s'il croyoit que cette démarche pût le sauver : *Je ne gagnerois rien*, répondit-il, *à voir mes amis périr avec moi*. Il rejeta de même l'offre du lord Cavendish qui vouloit changer d'habillement avec lui pour faciliter son évasion. Sur le point d'être conduit au supplice, il dit, après avoir remonté sa montre : *C'en est fait pour le temps, il ne faut plus penser qu'à l'éternité*. Son principe étoit que le pouvoir des rois d'Angleterre est limité par les lois, & que si le monarque en passe les bornes, les sujets peuvent se défendre pour l'y ramener. Mais il assura toujours n'avoir jamais été capable de projets noirs qui ten-

différent à l'assassinat du souverain. Du reste, il préféreroit, comme il le dit à Burnet, une mort violente à toute autre, persuadé qu'on en étoit quitte pour être exposé quelques minutes aux yeux de la populace, & que l'on avoit moins à souffrir qu'en se faisant arracher une dent. Il mourut sans montrer la moindre foiblesse. Ces circonstances donnent une idée du caractère des Anglois.

Sidney, fils du comte Leicester, succéda sur l'échafaud à Russel. Son Procès de
Sidney. vaste génie, son courage inébranlable, sa passion pour la liberté lui avoient fait jouer un grand rôle parmi les républicains. Il s'étoit opposé à la restauration de la monarchie aussi ardemment qu'à l'usurpation de Cromwel. Howard étant le seul témoin contre lui, on imagina d'y suppléer par les papiers de l'accusé. Quelques écrits où il avoit établi ses sentimens sur le contrat national, sur la résistance contre les tyrans, sur les avantages de l'état républicain, furent regardés comme un second témoin plus que suffisant pour une parfaite conviction. En vain Sidney re-

présenta que la ressemblance d'écriture , preuve rejetée en Angleterre , étoit l'unique preuve qui pût lui faire attribuer ces ouvrages ; que d'ailleurs ils n'avoient point été publiés ni communiqués à personne ; qu'ils ne prouvoient pas une conspiration récente , puisque l'on voyoit évidemment que l'écriture étoit ancienne. Condamné malgré ces raisons , il fit gloire de mourir pour la cause qu'il avoit embrassée dès l'enfance. On ne peut douter qu'il ne fût coupable , quoique sa sentence fût irrégulière ; mais on doit plaindre cet homme illustre qui , dans une république , n'auroit mérité que des éloges.

Les exécutions qui suivirent n'offrent rien d'intéressant. Le comte d'Essex avoit été trouvé mort dans sa prison. Le bruit courut que c'étoit un meurtre commis par les ordres du roi & de son frere. Il paroît cependant certain que le prisonnier s'étoit lui-même coupé la gorge. Monmouth obtint sa grace , & fut disgracié de nouveau pour avoir rétracté sa confession. Charles jouit désormais d'une autorité paisible & presque sans bor-

nes. L'horreur du complot le rendoit plus cher à son peuple. La doctrine de la soumission entière & même de l'obéissance passive devint le système dominant, & l'université d'Oxford condamna des propositions qu'on avoit vues peu auparavant érigées en principes. En voici quelques-unes. *Toute autorité civile dérive originai-
rement du peuple. La souveraineté en Angleterre consiste dans les trois états, le roi, les seigneurs & les communes, & le roi a un pouvoir égal avec les deux chambres. La conservation de soi-même est la loi fondamentale de la nature, & arrête l'obligation des autres lois lorsqu'elles lui sont opposées.* Le duc d'York fut rétabli dans la charge de grand Amiral sans avoir prêté le serment du test. Ce prince tenoit les rênes du gouvernement, & les rigueurs de ces dernières années conviennent plus à son caractère qu'à celui de Charles toujours porté à l'indolence & à la douceur. Un jour que le duc lui proposoit quelques mesures précipitées ou violentes : *Mon frere*, lui dit-il, *je suis trop vieux pour recommencer mes*

Propositions
condamnées à
Oxford.

courses, vous le pouvez si c'est votre goût. On croit que Charles pensoit à le renvoyer, & à rendre le gouvernement plus conforme au génie de la nation, lorsqu'il mourut dans la cinquantième année de son âge, après avoir reçu les sacremens de l'église romaine. Il avoit toujours vécu en déiste plutôt qu'en catholique. Quelques uns crurent qu'on l'avoit empoisonné; soupçon téméraire inspiré par la méchanceté & la haine.

1685.
Mort de
Charles II.

Ce prince auroit été plus digne du trône, si les passions & l'indolence n'eussent altéré en lui les dons précieux de la nature. Il avoit les qualités d'un homme aimable, plutôt que celles d'un grand roi & même d'un homme solide; ennemi du travail, oubliant les services, ne s'attachant par estime à personne, négligeant tous les devoirs. On a prétendu (& sa conduite donnoit lieu à cette censure exagérée) qu'il n'avoit jamais dit une chose folle, & qu'il n'en avoit jamais fait une sage. Son extrême attachement aux plaisirs fut une des principales sources de ses fautes & de ses chagrins. Son dé-

vouement à la France le fit toujours soupçonner de vouloir se rendre absolu par le secours de cette couronne. Clifford, un des ministres favoris, disoit que la qualité de vice-roi, sous un grand monarque tel que Louis XIV, étoit préférable pour son maître à celle d'esclave de cinq cens de ses insolens sujets. Le malheur des Stuart fut toujours de se méprendre sur la constitution Angloise, & de juger de leur autorité par celle des monarques les plus puissans. Si la grande chartre tant de fois confirmée, étoit une loi fondamentale du royaume, leurs principes & leur conduite ne pouvoient manquer d'offenser une nation devenue aussi jalouse de ses privilèges, qu'elle s'étoit montrée docile sous le despotisme des Tudor. Ils avoient pour eux de grands exemples; mais on leur opposa souvent des lois inviolables. En respectant ces lois, ils n'auroient pas mis en danger leur prérogative.

Charles n'eut point d'enfans de la reine Catherine de Portugal, princesse vertueuse qui ne put jamais se faire aimer de son époux. Ce mariage mal-

heureux occasionna la révolution , en laissant la couronne au prince qu'une faction redoutable vouloit en exclure.

• • J A C Q U E S II.

1685.

Discours de
Jacques au
conseil.

LE duc d'York, sous le nom de Jacques II, commença son regne avec un applaudissement presque général. Le discours qu'il fit au conseil privé annonçoit de la modération dans les principes & de la sagesse dans le gouvernement. Après avoir donné quelques éloges à la clémence de son frere, & avoir dit qu'il vouloit le prendre pour modele : « On m'a dépeint, ajouta-t-il, comme infatué des principes du pouvoir arbitraire, & ce n'est pas la seule calomnie qu'on ait répandue contre moi. Je m'efforcerai de conserver le gouvernement, soit de l'église, soit de l'état, tels que les lois l'ont établi. Je fais que l'église Anglicane est favorable à la monarchie, & que tous ses membres se sont toujours montrés très fideles sujets : aussi m'appli-

» queraï-je à la soutenir & à la dé-
 » fendre. Je fais de même que les
 » lois d'Angleterre fuffifent pour me
 » rendre un auffi puiffant roi qu'il
 » m'est permis de fouhaiter de l'être ;
 » & je prétends conserver les préro-
 » gatives de ma couronne, fans entre-
 » prendre fur les privileges de mes fu-
 » jets. J'ai fouvent expofé ma vie
 » pour la défenfe de la nation : je fuis
 » prêt à l'expofer encore pour main-
 » tenir fes juftes droits & fes liber-
 » tés ». Ce difcours parut une expref-
 fion fincere de fes fentimens, quoi-
 que fa conduite paffée semblât mé-
 riter de la défiance. Il reçut de toutes
 parts des adreffes refpectueufes. Cel-
 le des Quakers, d'un ftyle fort dif-
 férent, eft un monument du génie
 de leur fecte. En voici les termes :

Adrefle des
 Quakers au
 roi.

*Nous fommes venus témoigner notre
 affliction pour la mort de notre bon
 ami Charles, & notre joie de te voir
 fait gouverneur. On nous a dit que
 tu n'étois pas de l'églife Anglicane,
 non plus que nous : ainfi nous efpé-
 rons que tu nous accorderas la même
 liberté que tu prends pour toi-même ;
 & fi tu le fais, nous te fouhaitons tou-
 tes fortes de prospérités.*

Conduite du
roi peu con-
forme à son
discours.

Cependant la conduite de Jacques fit bientôt craindre & pour la liberté nationale & pour la religion dominante. Les droits d'entrée & d'accise accordés à son prédécesseur, furent levés par ses ordres, comme s'il les eût déjà obtenus du parlement. On le vit aller publiquement à la messe, contre les lois établies. Les prêtres, sur-tout les Jésuites, devinrent ses principaux confidens. Le pape Innocent XI, à qui il envoya faire des soumissions, blâma l'imprudence de son zèle. L'ambassadeur d'Espagne lui représenta que tant de prêtres admis à la cour étoient capables de nuire par leurs conseils. Jacques lui ayant demandé si le roi d'Espagne ne consultoit pas son confesseur : *Oui*, répondit l'Espagnol, & *c'est ce qui fait que nos affaires vont si mal*. Quoi qu'en dise le P. d'Orléans, dont l'histoire de ces derniers regnes est écrite avec une partialité singulière, on ne peut guere douter que le desir de se rendre absolu & de changer la religion, n'ait entraîné Jacques dans le précipice. Le conseil fut à la vérité composé de protestans; mais la reine,

Marie Eléonore d'Est & quelques prêtres catholiques étoient plus écoutés que le conseil.

Quelque répugnance qu'eût le roi à convoquer le parlement, il ne pouvoit s'en dispenser au commencement de son regne. Depuis quelques années la cour avoit pris un grand ascendant. Les élections répondirent à ses vœux, & les communes furent presque toutes composées de Torys. Jacques, dans son discours aux deux chambres, renouvela ses promesses de gouverner selon les lois, & de maintenir la religion protestante. La maniere dont il demanda que son revenu fût établi pour la vie, comme sous le regne précédent, devoit cependant inspirer des soupçons aux patriotes. » On peut s'imaginer, dit-il, que de me fournir de temps en temps quelques subsides, ce seroit un moyen infailible de rendre les assemblées du parlement plus fréquentes. Mais comme je vous parle aujourd'hui du trône pour la première fois, je dois vous dire sans détour qu'un tel expédient seroit fort mal entendu, & que le meilleur

Parlement
dévoué au roi.

» leur moyen de m'engager à vous
 » assembler souvent, est d'en user
 » toujours bien avec moi ». Quoique
 ce discours marquât une résolution
 formelle de se passer du parlement
 en cas d'opposition, on dissimula
 tous les motifs de crainte; on accor-
 da au roi le revenu fixe de son prédé-
 cesseur; on déclara que sa parole ne
 laissoit aucun doute sur le maintien de
 la religion Anglicane, religion, ajou-
 terent les communes, qui leur étoit
 plus chère que la vie même. Quel-
 que temps après, l'infâme Oates,
 convaincu de parjure par une foule
 de témoins irréprochables, dont neuf
 étoient protestans, fut condamné à
 une prison perpétuelle, & au pilori
 cinq fois l'année. Rien ne put lui
 arracher l'aveu de son crime. Il ob-
 tint sous le roi Guillaume une pension
 de quatre cents livres sterling; & plu-
 sieurs personnes lui demeurèrent at-
 tachés comme à un martyr de la bonne
 cause.

Révolte &
 mort de Mon-
 mouth,

Le duc de Monmouth, toujours
 extrêmement cher au peuple, entre-
 prit de détrôner son oncle dans un
 temps où le trône paroissoit si bien

affermi. Il débarque avec trois vaisseaux sur la côte occidentale d'Angleterre, sans avoir d'abord plus de cent hommes à sa suite. Il publie une déclaration, dans laquelle ne donnant au roi que le titre de duc d'York, il le qualifie de traître, de tyran, de meurtrier, d'usurpateur papiste, & invite la nation à prendre les armes. Le parlement porte contre Monmouth un bill de haute trahison. Quarante mille livres sterling, accordées en forme de subside pour étouffer la révolte, favorisent l'activité de Jacques. Le rebelle déjà proclamé dans quelques villes, est battu près de Bridgewater. On le poursuit avec chaleur; on le découvre dans un fossé couvert de fange, déguisé sous un habit de paysan. La crainte du supplice le réduit d'abord à faire d'humbles soumissions; mais il refuse courageusement de trahir ses partisans, & expie son crime sur l'échafaud. La faveur populaire dont il jouissoit auroit pu le rendre plus dangereux, si l'imprudencé n'eût précipité ses démarches. Jacques avoit une occasion précieuse de se signaler par la clé-

mence; mais il ne montra que de la rigueur.

Exécutions
barbares.

Cette victoire fut suivie des plus barbares exécutions. Le colonel Kirke, soldat de fortune, dont l'ame féroce ne respiroit que le sang, poussa la cruauté jusqu'à se faire un jeu des supplices de ceux qu'il immoloit. Le chef de justice Jefferies, encore plus inhumain, puisque son état devoit le rendre plus doux, remplit de carnage les comtés qui avoient eu part à la révolte. Une dame anabaptiste fut brûlée pour avoir reçu charitablement dans sa maison un des coupables; & ce malheureux fut sauvé pour avoir eu la perfidie de déposer contre elle. Mylady Lisle, sans autre crime que d'avoir aussi donné retraite à deux rebelles après le combat, fut également punie de mort, quoiqu'elle eût envoyé son fils combattre Monmouth. Selon le P. d'Orléans, Jacques informé *trop tard* de ces excès, en témoigna de l'indignation, & répara autant qu'il put l'injustice. Mais comment le croire, lorsqu'on voit l'implacable Jefferies créé pair à son retour, & élevé bientôt après à la di-

gnité de chancelier? Etrange façon de punir un homme trop digne de la haine publique!

Le comte d'Argyle avoit tenté une invasion en Ecosse, avant que Monmouth fit la sienne en Angleterre. Ses compatriotes n'étoient point disposés à le soutenir; sa foible armée se dissipa d'elle-même; il fut pris & exécuté. Tous les actes du parlement qui se tint alors, sembloient dictés par la cour. On rejeta avec horreur les principes capables de donner atteinte *au pouvoir sacré, suprême, souverain & absolu du roi*; on déclara crime de haute trahison le refus de prêter le serment du test quand il seroit exigé par le conseil; on établit peine de mort contre ceux qui assisteroient à quelque conventicule; on statua que refuser de rendre témoignage dans les cas de trahison ou de non-conformité, c'étoit encourir la peine de ces crimes. Ce changement prodigieux en Ecosse prouve ce que peut la force sur un peuple subjugué. Le parlement Anglois ne parut pas si docile. Jacques ayant déclaré qu'en faveur des officiers catholiques qui le servoient si

Affaires d'Ecosse.

Parlement
Dispense du
test.

delement, il avoit dispensé tout le monde du test prescrit par la loi, les communes montrèrent d'abord un peu de vigueur, & résolurent d'examiner le pouvoir que s'attribuoit le monarque de dispenser des lois. *Nous sommes Anglois, j'espere*, dit un membre, *& quelques mots durs ne sont point capables de nous effrayer.* Cependant la crainte retint les communes. Elles n'allèrent pas plus loin; le subside passa même les demandes de Jacques. La chambre haute, moins complaisante contre sa coutume, entreprit cet examen par l'avis même des évêques si attachés à la cour. Il n'en falloit pas tant pour choquer le roi. Irrité d'une apparence d'opposition, il prorogea aussitôt le parlement.

1686. Favoriser ouvertement les catholiques toujours suspects & toujours haïs, étoit une démarche aussi dangereuse que téméraire. Louis XIV venoit de révoquer l'édit de Nantes, & les rigueurs exercées en France contre les Huguenots, faisoient abhorrer plus que jamais le nom de papiste. Jusqu'alors le pouvoir de

dispenser des lois positives avoit paru
 une des prérogatives de la couronne. Examen du
pouvoir de dis-
penser des lois.

Les communes l'avoient reconnue
 elles-mêmes dans le temps qu'elles
 faisoient l'autorité de Charles I. Mais
 l'usage qu'on en vit faire à Jacques II,
 excita des doutes sur ce point; & les
 doutes amenèrent des principes con-
 traire aux anciennes maximes. » S'il
 » peut dispenser d'une loi, disoit-
 » on, pourquoi pas d'une autre?
 » pourquoi pas de toutes? & que de-
 » viendra la législation entière aban-
 » donnée aux caprices d'un souve-
 » rain? La loi du test étant la plus
 » forte barrière contre la religion
 » romaine, qui empêchera cette re-
 » ligion de s'établir sous un roi qui
 » la professe, si le test n'est plus en
 » vigueur? De semblables raison-
 nemens faisoient trop d'impression,
 pour ne pas produire quelque grand
 effet. Les inquiétudes augmentèrent
 quand on vit des ministres, des sei-
 gneurs, embrasser la religion de Jac-
 ques, d'illustres protestans perdre
 leur crédit, le duc d'Ormond rap-
 pelé d'Irlande, & le comte de Tyr-
 connel, zélé catholique pourvu bien-

tôt après du gouvernement de ce royaume. Le P. Peters, confesseur du roi, membre du conseil privé, passoit pour l'auteur de toutes les résolutions. On regardoit un Jésuite dans cette place comme un ennemi public chargé des rênes du gouvernement.

Zeile imprudent du roi pour sa religion.

Une rupture ouverte avec l'église Anglicanne qu'il importoit de ménager, l'établissement d'une cour ecclésiastique peu différente de celle de haute commission abolie dans le royaume, l'évêque de Londres suspendu par ce tribunal pour n'avoir pas voulu punir arbitrairement un ministre qui avoit prêché contre le catholicisme, des atteintes manifestes portées aux privilèges des universités pour y faire admettre des catholiques : ces nouvelles imprudences découvroient un dessein formé de changer la religion. Les lois pénales furent suspendues par une déclaration propre à envenimer le mal. Comme le caractère du roi & ses principes n'étoient rien moins que favorables à la tolérance, on jugea qu'il travailloit uniquement en faveur des catholiques :

1687.

liques, quoiqu'il affectât de caresser les presbytériens. Comptant sur son autorité, plus absolue en effet alors que celle d'aucun de ses prédécesseurs, il ne craignit point d'envoyer à Rome un ambassadeur extraordinaire, ni de recevoir à Londres un nonce du pape. Toute communication avec Rome avoit été déclarée haute trahison par un acte du parlement. Que pouvoit-on augurer d'une démarche si contraire aux lois ? Innocent XI en prévint les suites, & témoigna peu d'estime pour un prince dont le zele inconsidéré devoit nuire à la bonne cause. » Il est étrange, » dit avec raison M. Hume, que Jacques qui savoit combien le zele religieux avoit d'influence sur son propre cœur, fût assez aveugle » pour ne pas soupçonner qu'il pouvoit avoir la même force sur ses » sujets. S'il avoit su profiter de tant » d'expériences, quelles preuves n'avoit-il pas de leur haine pour cette » religion qu'il vouloit introduire par » toute sorte de moyens dans le royaume » ? Peut être fondeoit-il ses espérances sur les changemens rapides

qu'on avoit vus sous Henri VIII, Edouard VI, Marie & Elisabeth. Mais outre que le parlement étoit presque esclave sous les Tudors, le parti catholique avoit tellement décliné, il étoit devenu si odieux à la nation, qu'il falloit des prodiges de sagesse pour le faire triompher de ses ennemis.

Procès de six
Evêques.

La déclaration de tolérance ayant été renouvelée, avec ordre de la lire dans toutes les églises, six évêques représenterent au roi dans une pétition respectueuse, qu'étant fondée sur un pouvoir que le parlement, disoient ils, avoit souvent déclaré illégal, ils ne pouvoient l'adopter par une lecture publique. Quoique ces prélats eussent porté les égards jusqu'à tenir leur acte secret autant qu'il étoit possible, on les fit aussitôt conduire à la tour. L'affluence du peuple sur leur passage, la consternation des spectateurs, le respect même des soldats qui les menaient en prison, furent une marque éclatante des sentimens du public. Les avocats des évêques défendirent leur cause avec autant de succès que de liberté;

& les juges, en les renvoyant absous, excitèrent une joie universelle. Le jour même du jugement, Jacques faisoit la revue des troupes. Ayant tout-à-coup entendu un bruit extraordinaire, il demanda ce que c'étoit. Ce n'est rien, répondit un seigneur; les soldats se réjouissent de la délivrance des évêques. *Vous appelez cela rien*, repliqua le roi! *mais tant pis pour eux*. Deux des juges qui avoient été favorables aux accusés, perdirent leurs places; les ministres qui n'avoient pas lu la déclaration, furent traités en coupables; le mécontentement s'aigrit de plus en plus. La reine venoit d'accoucher d'un fils; & déjà la calomnie jetoit des doutes sur sa naissance.

Jusqu'alors le prince d'Orange, dans l'espoir de succéder à la couronne, s'étoit conduit envers le roi son beau-père avec une profonde politique; lui donnant toutes les démonstrations de respect & d'attachement, ne se mêlant point des affaires de son royaume, & paroissant ne s'occuper que des intérêts de l'Europe. La hauteur de Louis XIV après

Politique du
prince d'Oran-
ge.

le traité de Nimegue, les chambres de Metz & de Brisac établies pour augmenter ses domaines, sur-tout la révocation de l'édit de Nantes, avoient ralumé la jalousie & la haine des ennemis de ce redoutable monarque. Une infinité de protestans, sortis de France par zèle de religion, le peignoient dans les pays étrangers comme un odieux persécuteur. En profitant de leur industrie & de leurs richesses, on partageoit leur ressentiment, on brûloit de venger leur religion. Le prince d'Orange, par animosité personnelle autant que par principes de politique, agitoit toutes les cours contre la France. La ligue d'Ausbourg étoit son ouvrage. Jacques, persuadé que l'exemple du stathouder pouvoit beaucoup sur les Anglois, s'efforça de lui faire approuver ses démarches, en promettant à cette condition d'entrer lui-même dans toutes ses vues. Mais Guillaume n'eut garde de s'exposer à la haine d'un peuple dont il pouvoit devenir le souverain. Il fit entendre au roi que, si d'une part il approuvoit la révocation des lois pé-

nales, parce qu'il aimoit la tolérance; de l'autre il regardoit le serment du test comme un moyen nécessaire pour conserver le culte établi; que l'exclusion des offices publics n'étoit pas une punition; & que la Hollande, quoiqu'elle tolérât indistinctement toutes les sectes, ne confioit ces offices qu'à ceux qui suivoient la religion nationale. Après avoir déclaré ses sentimens, le prince commença à prêter l'oreille aux plaintes des Anglois; & la naissance du prince de Galles paroissant lui fermer le chemin du trône, il ne craignit plus de rompre avec un beau-pere dont il blâmoit la conduite, & dont les fautes favorisoient son ambition.

Plusieurs mécontents l'appeloient déjà au secours de l'Angleterre. Les Torys même & le haut clergé, pliant leur principes aux conjonctures, se rapprochèrent de l'opinion des Whigs. Le prince d'Orange, par ses émissaires, flatoit adroitement tous les partis. Toutes les sectes, Anglicans, Presbytériens, desiroient également un tel protecteur. Enfin il fit les préparatifs pour la guerre, sans espérer.

Préparatifs secrets du prince d'Orange.

Jacques re-
jete les offres
de Louis XIV.

qu'elle pût le mettre sur le trône. Quoiqu'il agît de concert avec les confédérés d'Ausbourg, le secret fut long-temps impénétrable. La flotte, l'armée Hollandoise parurent destinées contre la France. Le comte d'Avaux, ambassadeur de Louis à la Haie, plus clairvoyant que Jacques II, pénétra enfin le fond de l'intrigue, & en avertit son maître. Aussi-tôt Louis communiqua la découverte au roi d'Angleterre, lui offre de joindre une escadre Françoisise à sa flotte, de lever même le siège de Philibourg, & de faire marcher ses troupes dans les Pays-Bas pour contenir les Hollandois par la crainte d'une invasion. Jacques, plein d'une aveugle confiance, est sourd aux avis, rejete les offres. Je ne suis pas réduit, disoit-il, à la condition du cardinal de Furstemberg, ni contraint de rechercher la protection de la France. Les démarches officieuses de Louis XIV firent soupçonner qu'il étoit lié avec Jacques par un traité secret, tel que celui qu'il avoit conclu avec Charles II; & ce bruit malignement répandu anima la haine des factieux.

La flotte Angloise s'étoit mutinée, parce que l'amiral faisoit dire la messe sur son vaisseau; les troupes de terre n'étoient pas moins disposées à la révolte, parce qu'on vouloit les faire consentir à la révocation du test & des lois pénales. Jacques couroit à sa perte avec la sécurité d'un homme qui ne prévoit rien.

L'illusion se dissipe quand il n'est plus temps. Son ambassadeur lui écrit de Hollande que tout est prêt pour une prompte invasion, & que le grand pensionnaire Fagel avoue hautement l'entreprise. A cette nouvelle, il pâlit, il se trouble, il se rétracte, il rend leurs offices aux partisans du test & des lois pénales, il caresse les prélats persécutés, il casse la commission ecclésiastique, il restitue les chartres de Londres & des autres villes, il s'efforce de gagner les Hollandois, en promettant d'embrasser les alliances qu'ils jugeroient nécessaires pour le bien commun. Mais son imprudence avoit rendu le mal incurable; & quand même ce changement soudain auroit pu paroître sincère, on auroit craint sans doute que ses prin-

Jacques surpris & tremblant.

cipes ne reprissent bientôt le dessus. Un manifeste du prince d'Orange prépara les voies à l'invasion. Les griefs de l'Angleterre y étoient exposés en détail. Le prince ajoutoit, que pour remédier à tant de désordres, il se proposoit de passer dans le royaume avec une armée; que son unique but étoit de garantir la nation des pernicioeux conseils de ceux qui avoient la confiance du roi, de voir convoquer un parlement libre qui pourvût à la liberté publique, & examinât les preuves de la légitimité du prince de Galles.

* Le prince d'Orange déclara Jacques sans combat.

Il ne tarda point à soutenir par les armes cette fatale déclaration. Sa flotte d'environ cinq cents vaisseaux portoit une armée de plus de quarante mille hommes. A peine fut-il débarqué, qu'une foule de seigneurs & d'officiers Anglois s'empressèrent de le joindre. Churchill, si célèbre depuis sous le nom de Marlborough, trahit le roi son bienfaiteur & son ami. Le prince Georges de Danemark, gendre de Jacques, & la princesse Anne, sa fille la plus chérie, l'abandonnerent avec inhumanité.

Dans l'accablement où le jeta ce coup imprévu : *Grand Dieu, prends pitié de moi, s'écria-t-il, mes propres enfans ont abandonné leur pere !* Se défiant de son armée, craignant de se mettre à la discrétion du parlement, ce prince d'une valeur éprouvée & d'un caractère ferme, perdit tout courage, & abandonna son trône sans avoir même tenté de le défendre. On l'arrête dans la fuite, il revient à Londres, il fait demander une conférence au prince d'Orange. Guillaume lui envoie ordre de sortir de la capitale, & lui assigne pour prison Rochester, ville peu éloignée de la mer, espérant que ce dangereux prisonnier le délivrera par sa fuite, de l'embaras que lui causoit son séjour dans le royaume. En effet, le roi détrôné se sauve en France, où Louis XIV. le reçoit avec une générosité inouïe. M. Hume rend cette justice au malheureux Jacques II, que pour faire un excellent souverain, il ne lui manqua que les égards dûs à la religion & aux lois de sa patrie. » S'il » avoit eu, ajoute-t-il, cette qualité » essentielle, ses talens, quoique mé-

» diocres , relevés par tant de vertus ,
 » auroient pu rendre son regne éga-
 » lement glorieux & fortuné. Sans
 » elle, toutes les perfections qu'il pos-
 » sédoit devinrent dangereuses & fu-
 » nestes à son royaume ». Peut être
 avec plus de prudence seroit-il venu
 à bout de réconcilier l'Angleterre avec
 l'église romaine ; & jamais l'expé-
 rience ne prouva mieux combien un
 zele indiscret peut nuire à une bonne
 cause.

Parlement.

Le prince d'Orange , trop politi-
 que pour s'emparer violemment de
 la couronne , trop partisan de la li-
 berté pour s'exposer au reproche de
 tyrannie , comptant d'ailleurs sur les
 dispositions favorables d'un peuple qui
 le regardoit comme son libérateur ,
 voulut que les lois disposassent du
 gouvernement. Le parlement fut
 convoqué sous le nom de *convention* ,
 parce que celui de *parlement* suppo-
 soit les ordres du monarque. Bien-
 tôt les communes déclarèrent que
 Jacques II s'étant efforcé de renver-
 ser la constitution du royaume , en
 rompant le contrat original entre le
 roi & le peuple , ayant violé les lois

» fondamentales par le conseil des Jé-
 » suites & d'autres esprits pernicieux ,
 » & s'étant évadé du royaume , avoit
 » abdiqué le gouvernement , &
 » qu'ainsi le trône étoit vacant ». Quo-
 que les Torys eussent beaucoup relâ-
 ché de leurs privilèges sur l'autorité
 royale , cette déclaration excita de
 grandes disputes dans la chambre
 haute. On examina d'abord *s'il y*
avoit un contrat national entre le roi
& le peuple : l'affirmative l'emporta
 de sept voix. On agita ensuite la ques-
 tion, *si le roi Jacques avoit rompu le*
contrat original : elle fut décidée sans
 peine contre lui. On passa ensuite au
 dernier article, *s'il laissoit le trône*
vacant. La pluralité étant pour les
 Torys, il fut résolu de supprimer cet
 article. Les communes insisterent ; &
 après de nouveaux débats, leur dé-
 claration fut reçue sans le moindre
 changement.

Il s'agissoit de remplir le trône. Les
 uns vouloient un régent, les autres
 un roi. Changer le droit de succe-
 sion, paroissoit aux premiers un ren-
 versement des lois fondamentales ;
 nommer un régent qui gouvernât

Le prince
 d'Orange dé-
 clare ses inten-
 tions.

avec une autorité précaire, c'étoit ; au jugement des autres ; laisser une source de confusion & de discorde. Le prince d'Orange leva enfin le masque. Il fit appeler quelques seigneurs, & leur dit qu'il ne prétendoit point entrer dans les délibérations parlementaires ; que c'étoit au parlement à choisir le système le plus convenable & le plus avantageux ; que si on se déterminoit pour une régence, il croyoit devoir les avertir qu'il n'accepteroit pas un titre dont il appercevoit les inconvéniens inévitables ; que si l'on donnoit la couronne à la princesse son épouse dont il connoissoit tout le mérite, il préféreroit pour lui-même une condition privée à cette couronne qui dépendroit de la vie d'un autre ; que dans ces deux suppositions, il lui seroit impossible de les seconder ; & qu'une dignité précaire ne pouvoit lui faire abandonner les objets de la plus haute importance qui l'appelleroient bientôt ailleurs. La princesse Marie fort attachée à son époux entra dans ses vues, ainsi que la princesse Anne sa sœur. Alors fut passé un bill pour l'établissement de

Etablissement
de la couronne.

la couronne. On la donnoit au prince d'Orange conjointement avec sa femme ; mais l'administration étoit réservée au prince seul. Anne devoit succéder après leur mort , & sa postérité après celle de sa sœur. On joignit à ce règlement une déclaration qui fixoit les bornes de la prérogative royale. Nous la transcrirons en partie , comme un acte essentiel pour donner l'idée du gouvernement Anglois.

Elle porte que le prétendu pouvoir de suspendre les lois ou l'exécution des lois par la prérogative royale sans le consentement du parlement , est illégal. Que l'érection d'une cour ecclésiastique & de toute autre cour , est illégale & pernicieuse. Que toute levée d'argent pour l'usage de la couronne , sans que le parlement l'ait accordée , ou pour un temps plus long ou d'une autre manière qu'elle n'est accordée , est illégale. Que c'est un droit des sujets de présenter des pétitions au roi , & que tout emprisonnement ou toute poursuite pour cette raison , est illégale. Que lever ou entretenir une armée dans le royaume

Les droits de la nation.

fans le consentement du parlement ;
 est contraire aux lois. Que les sujets
 protestans peuvent avoir des armes
 pour leur défense , suivant leur con-
 dition , & de la maniere qu'il est per-
 mis par les lois. Que les élections des
 membres du parlement devoient être
 libres. Que les discours & les débats
 du parlement ne doivent être exami-
 nés dans aucune cour , ni dans aucun
 autre lieu que le parlement. Qu'on
 ne doit point exiger des cautionne-
 mens excessifs , ni imposer des amen-
 des exorbitantes , ni infliger des pei-
 nes trop rudes. Que les jurés doivent
 être choisis d'une maniere impartia-
 le ; & que ceux qui sont choisis pour
 jurés dans les procès de haute trahi-
 son , doivent être membres des com-
 munautés. Que toutes les concussions
 ou promesses de donner la confiscation
 des biens de quelque accusé ,
 avant sa conviction , sont contraires
 aux lois & nulles. Que pour trou-
 ver du remède à tous ces abus , pour
 corriger les lois , pour les fortifier &
 les maintenir , il est nécessaire de te-
 nir souvent les parlemens. A la
 place des sermens d'allégeance & de

suprématie, supprimés par la déclaration, on substitue un nouveau serment en ces termes : » Je promets fin-
 » cérement, & je jure que je serai fi-
 » dele à leurs Majestés le roi Guilt-
 » laume & la reine Marie. Je jure
 » que du fond du cœur, j'abhorre
 » comme impie & hérétique cette
 » damnable doctrine & proposition,
 » *que les princes excommuniés ou dé-*
 » *posés par le pape ou par quelque au-*
 » *torité du siege de Rome, peuvent être*
 » *déposés ou tués par leurs sujets ou*
 » *par d'autres quels qu'ils soient ;* & je
 » déclare qu'aucun prince, aucune
 » personne, prélat, état ou souve-
 » rain étranger, n'a & ne doit avoir
 » aucune juridiction, pouvoir, supé-
 » riorité, prééminence, autorité ec-
 » clésiastique ou spirituelle dans ce
 » royaume. Ainsi Dieu me soit en
 » aide ».

Sous le regne de Charles II & celui de Jacques II, derniers rois de la maison de Stuart, la milice Angloise déchut considérablement ; mais la marine fit de grands progrès. Charles n'avoit trouvé que soixante-trois

Marine,
commerce.

vaisseaux en 1660. Sa flotte en 1678 étoit de quatre-vingt-trois vaisseaux. Celle de Jacques, au temps de la révolution, en avoit cent soixante & treize, pour lesquels il faloit quarante mille hommes d'équipage. Ce prince, étant duc d'York, inventa les signaux de mer. Dans le cours de vingt-huit années, le nombre des vaisseaux marchands augmenta du double : preuve évidente de l'augmentation du commerce.

Mœurs, ir-
religion.

Après le rétablissement de la monarchie, un libertinage effréné corrompit les mœurs ; mais le fanatisme fut presque éteint. A ce dernier fléau succéda l'esprit d'irreligion, parce que les hommes passent d'ordinaire d'un extrême à l'autre. La cour & une partie des gens de lettres en furent infectés. Tant d'excès & de folie qu'on avoit vu naître des préjugés religieux inspirerent ou de la haine, ou du mépris pour les vérités même les plus utiles à la société. On eut l'injustice de confondre avec la religion l'aveugle superstition qui la déshonore, & le furieux fanatisme qui semble la pervertir. Les deux

plus grands philosophes de ce temps, ^{Philosophie ;} Boyle & Newton, résisterent au tor- ^{littérature.} rent de l'impiété ; leur exemple étoit une forte preuve contre les impiés. Charles II établit par des lettres-patentes en 1660 la Société royale de Londres, si fameuse par ses travaux & par les savans qu'elle a rassemblés dans son sein. Ce fut le siècle des sciences en Angleterre, tandis que c'étoit en France celui du goût & des Belles - Lettres. L'Hudibras de Butler, satire ingénieuse & piquante, fut très-utile à la couronne par le ridicule qu'elle jeta sur le fanatisme & sur les entreprises du parlement républicain. L'Absalon de Dryden contribua au triomphe des Toris sur les Whigs vers la fin du regne de Charles. Otway, célèbre poëte dramatique comme Dryden, étoit royaliste déclaré. Cependant ces trois auteurs ne reçurent aucun bienfait de la cour qui pût les tirer de l'indigence. Charles, avec plus d'esprit peut-être & plus de connoissances que Louis XIV, ne fut pas s'immortaliser comme lui en récompensant le génie. Un des écrivains Anglois les plus estimables de

162 GUILLAUME III & MARIE.

ce siècle, malgré la négligence de son style, est le chevalier Temple qui joignit les talens littéraires à ceux de la politique; & à la gloire de l'esprit & de la philosophie, le mérite, alors très-rare, de respecter toujours les mœurs & les lois.

GUILLAUME III,
& MARIE.

1689. Pouvoir de la couronne. **L**ES droits de la succession violés en faveur d'un étranger, le roi légitime détrôné par son gendre & proscrit par la nation, le stathouder de Hollande établi sans combat sur le trône d'Angleterre : c'étoit une suite naturelle des principes qui avoient pris racine dans ce royaume, & qui avoient donné au génie libre & turbulent de l'Anglois une audace féconde en entreprises contre les droits de ses souverains. Mais soit que l'expérience eût fait connoître les inconvéniens d'une trop grande liberté, soit que le parti populaire n'osât franchir les barrières de la constitution

nationale ; soit que l'adresse du prince d'Orange , reconnu sous le nom de Guillaume III , prévint des attaques dangereuses , les Anglois ne profitèrent point de la conjoncture pour dépouiller la couronne de ses véritables prérogatives. Elle conserva le droit de convoquer & de dissoudre le parlement , de choisir les membres du conseil , & de nommer aux offices les plus importans. Guillaume eut soin de composer le conseil de personnes dévouées à ses intérêts. Le docteur Burnet , l'un des auteurs de la révolution , ennemi passionné des Stuarts , obtint le siege de Salisbury. Refugié en Hollande sous le dernier regne , il avoit employé sa plume & ses intrigues au service de l'ambitieux stathouder.

Il falloit , ou assembler un parlement , ou donner ce titre à la *convention* qui venoit de disposer de la couronne. On préféra le dernier parti comme plus facile & moins hasardeux. Le roi se rendit à l'assemblée , harangua les deux chambres , leur représenta que les affaires du royaume exigeoient des mesures égale-

Parlement.

ment promptes & efficaces, les assura de son zele pour le bien public, & de son empressement à justifier l'opinion que l'Angleterre avoit conçue de sa droiture & de son intégrité. Quoique plusieurs membres des communes soutinssent que la présence du roi ne suffisoit pas, sans des lettres de convocation, pour former un parlement, le sentiment contraire prévalut. On décida, malgré le parti de la cour, que les revenus accordés à Jacques II n'auroient plus lieu. Tandis qu'on délibéroit sur les moyens d'y suppléer, Guillaume informa les communes que le prince déposé alloit faire une invasion en Irlande. Le parlement lui accorda aussitôt quatre cents vingt mille livres sterling pour la guerre qui menaçoit le royaume.

Parti contre
Guillaume.

Cependant les cœurs commençoient à se diviser. Ces différens partis qui avoient appelé de concert le prince d'Orange, ne voyoient pas de même œil le roi Guillaume. Les uns lui reprochoient d'avoir passé en Angleterre, moins pour défendre la nation que pour se saisir de la couronne; les autres le soupçonnoient d'être

ennemi de l'église nationale, parce qu'attaché au calvinisme, il souhaitoit d'établir la tolérance. Quelques évêques & quelques seigneurs refuserent le serment. On appela *non jurans* ceux qui montrèrent de l'opposition au gouvernement établi. Le roi informé d'un complot, fit arrêter les personnes suspectes. Quoique ce fût une atteinte aux lois de la nation, les pairs le remercièrent de son zèle, & les communes lui accorderent pour un temps le pouvoir de dispenser de l'acte d'*Habeas corpus*, tant il étoit difficile de réprimer les séditions sans quelque coup d'autorité absolue. Après la cérémonie du couronnement, Guillaume obtint des subsides, soit pour rembourser la Hollande à qui son expédition avoit coûté sept millions de florins, soit pour entretenir une armée & équiper une flotte considérable, nécessaires dans des conjonctures si orageuses. Mais il s'aperçut avec chagrin que les communes, en mettant des bornes à leur libéralité, pensoient à resserrer sa puissance comme celle de ses prédécesseurs.

Le roi veut
établir la tolé-
rance.

Ce grand politique vouloit sur-tout étouffer les haines & les disputes de religion, source de discorde entre les citoyens & de cabales dans l'état. Tous ces sermens qui tourmentoient la conscience des sujets sans aucun avantage pour la nation, ou qui excluient des offices plusieurs hommes de mérite qu'on auroit dû y appeler, lui paroissent également inutiles & dangereux. Il se proposoit de réunir les sectes protestantes, de maniere que jouissant toutes des mêmes droits, elles concourussent unanimement au même but du bien public. L'intérêt & les préventions du clergé Anglican mirent obstacle à ses desseins. Les anciens sermens d'allégeance & de suprématie furent abolis, sans que les non-conformistes partageassent les privilèges des Anglicans. Un bill passé en loi exempta seulement des lois pénales ceux qui auroient prêté le serment au roi, pourvu qu'ils ne tinssent point d'assemblées particulières. Cette tolérance s'étendit aux Anabaptistes & aux Quakers dont on exigea néanmoins une profession de foi sur la trinité & l'écriture sainte. Quoi-

que les catholiques ne fussent point compris dans l'acte parlementaire, Guillaume les traita de même avec douceur. Il craignoit d'enflammer leur haine, & ses principes de tolérance devenoient des ressorts de sa politique.

Un des objets les plus importants pour le roi, & les plus dignes de l'attention du parlement, étoit le revenu qu'on devoit fixer à la couronne, ou ce qui s'appelle *la liste civile*. Sous les derniers regnes, le revenu assigné, quelque considérable qu'il parût, quoique toujours insuffisant, avoit été entièrement à la disposition du monarque; & souvent le défaut d'économie ou de sagesse avoit dissipé les fonds destinés aux besoins de la patrie. Pour prévenir un pareil abus, en fixant la somme qui devoit fournir à l'entretien de la maison du roi, & soutenir la dignité royale, on régla que le parlement veilleroit à l'emploi du reste des deniers publics. Les communes en ont toujours fait depuis l'application, & les comptes ont été soumis à l'examen des deux chambres. Ce changement devoit d'autant

Revenu de
la couronne
soumis à l'exa-
men des com-
munes.

plus déplaire à Guillaume, que l'on n'accorda le revenu que pour un temps limité & court. Les Anglois, suivant leur ancien système, vouloient brider le souverain par le besoin de secours pécuniaires. Une somme de deux cents mille livres sterling lui fut assignée pour le soutien de la couronne en temps de paix. La faction des Whigs dominoit alors. La résistance des Torys redoubla son ardeur inquiète. Ce choc perpétuel de sentimens opposés excita de vives disputes dans le parlement, & troubla sans cesse le gouvernement de Guillaume III.

Guillaume
reconnu en E-
cosse.

L'Ecosse reconnut son autorité comme l'Angleterre, malgré les efforts des émissaires & des partisans du roi détrôné. Jacques avoit écrit d'Irlande à la convention Ecossoise, pour l'exciter à soutenir ses droits légitimes contre les entreprises de l'usurpateur. Il promettoit de prompts secours; il offroit le pardon à ceux qui rentreroient dans le devoir, il menaçoit de punir sévèrement les rebelles opiniâtres. Vaines paroles, auxquelles il ne pouvoit donner de poids

poids dans la situation de ses affaires. Le duc d'Hamilton, président de l'assemblée, entraîna les suffrages contre un prince dont la religion & le despotisme étoient peints avec les couleurs les plus odieuses. Les états de ce royaume déclarent qu'étant papiste, ayant exercé la puissance royale sans avoir prêté le serment prescrit par les lois, ayant attaqué les constitutions fondamentales d'une monarchie limitée, & violé les lois & les libertés de la nation, Jacques a perdu tous ses droits à la couronne, & que le trône est vacant. On fait défense de le reconnoître & de l'assister; on proclame le roi Guillaume & la reine Marie; on envoie des commissaires leur présenter l'acte qui établit leur autorité; on leur propose la formule du serment, contenant, entr'autres articles, une promesse de détruire l'hérésie. Guillaume proteste qu'il ne prétend point s'obliger à agir en persécuteur; les commissaires l'assurent que ce n'est pas l'esprit du serment. Sur cette déclaration, il accepte la couronne d'Ecosse. La convention est changée en parlement. Bientôt il s'y

Griefs des
Ecossois.

éleva des plaintes contre le roi qui crut pouvoir lui-même choisir les juges, & qui laissa subsister quelques-uns des griefs de la nation. Le principal de ces griefs concernoit les *lords des articles*. C'étoit l'usage que le commissaire du roi nommât huit évêques qui choisissent huit seigneurs, & ceux-ci huit barons & huit bourgeois, lesquels formoient tous ensemble un comité sous le titre de lords des articles, ayant le droit exclusif de proposer la réformation des abus & les projets qu'ils jugeoient utiles au royaume. Le parlement d'Ecosse revendiquoit ce privilege important. Guillaume consentoit que les états choisissent les lords, & pussent remettre en délibération les articles que ces derniers auroient rejétés. Mais on vouloit des concessions plus étendues. Les Ecossois semblent reprendre cet ancien amour de la liberté qui avoit tant de fois dégénéré parmi eux en audace licencieuse. Le roi en craignoit les suites, & ajourna le parlement.

L'Ecosse entièrement sou-
mise.

Le duc de Gordon, fidele aux Stuarts tenoit encore dans le château

d'Edimbourg bloqué par les troupes de la ville. Un siège régulier le réduisit aux abois. Il capitula enfin. Content d'obtenir pour sa garnison des conditions avantageuses, il eut la générosité de n'en vouloir aucune pour lui-même. C'eût été, selon lui, manquer à ce qu'il devoit à son maître, que d'insister sur ses propres intérêts en soutenant la cause royale. Le comte Dundée, à la tête d'un corps de montagnards Ecoissois, attaqua les Anglois avec une ardeur héroïque, les mit en déroute dès le premier choc, remporta une victoire complète. Mais un coup tiré au hasard l'étendit sur le carreau. Peu à peu les rebelles perdirent courage. Les revers abattirent leurs espérances : ils quitterent les armes pour mériter l'amnistie qu'on leur offroit.

Jacques II ne réussit pas mieux en Irlande que ses partisans en Ecosse. Ce prince fugitif avoit été magnifiquement reçu par Louis XIV qui mit sa gloire à le consoler & à le secourir dans le malheur. On vit un contraste singulier entre la grandeur d'ame de l'un. & la pusillanimité de

Conduite de Jacques protégé par Louis XIV.

l'autre. Le premier agissoit en roi généreux : le second ne se montra que dévot. Presque toujours environné de Jésuites, oubliant son état & ses affaires pour s'occuper avec eux de choses pieuses ou d'affaires ecclésiastiques, il perdit l'estime des François, il s'attira les railleries de la cour. *Voilà un bon homme*, dit l'archevêque de Reims, le Tellier, trop peu réservé dans ses propos, *voilà un bon homme qui a quitté trois royaumes pour une messe* ! Plus la religion rendoit ce prince respectable, moins on l'excusoit de ne pas y joindre la dignité & les bienfaisances de son rang. Cependant le comte, depuis duc de Tyrconnel, soutenoit en Irlande le parti de Jacques. Une flotte Françoisse devoit le transporter dans ce royaume. Louis pourvut à tout, lui fournit des armes, des équipages, des provisions, de l'argent. *Tout ce que je puis vous souhaiter de mieux*, lui dit-il en le quittant, *c'est de ne jamais vous revoir*.

Jacques en
Irlande. Siège
de Londonderry.

Jacques met à la voile le 7 mars, arrive à Dublin; les évêques & les prêtres catholiques l'y reçoivent so-

lennellement ; le peuple partage leur zele , & fait éclater sa joie. Ces heureux commencemens furent suivis d'un triste revers. Londondery , ville bâtie par les Anglois & pleine de protestans , ferma ses portes , fit une résistance opiniâtre. La disette de vivres & de munitions n'effraya point les assiégés. Un ministre de leur religion , nommé Walker , leur servit de commandant , & leur inspira cet enthousiasme qui brave la mort. Rozen , général François , les menaça en vain des traitemens les plus cruels. S'il faut en croire M. Smolett dont le récit paroît fort douteux , il fit traîner jusque sous les murs de la place environ quatre mille protestans , comme des victimes destinées au supplice. Les habitans lui firent savoir qu'ils alloient exterminer tous leurs prisonniers , si l'on ne renvoyoit ces malheureux en liberté. Les horreurs de la famine augmentèrent bientôt celles du siege. Après s'être nourris de chiens , de chats , de souris , de cuirs salés , on manquoit même de cette ressource. On parloit déjà de tuer & de manger les papistes. Enfin le gé-

néral Kirke, qui s'étoit attaché au service de Guillaume, rompit avec deux vaisseaux une estacade par laquelle le port étoit fermé, & entra dans la ville aux acclamations des habitans. L'armée de Jacques leva promptement le siege. Il y avoit perdu neuf mille hommes.

Nouvelles
fautes de Jac-
ques,

Ses malheurs dont il ne pouvoit ignorer la cause, n'étoient pas une leçon assez forte pour plier son caractère. Toujours porté au despotisme, toujours immodéré dans son zèle, il se comporta en Irlande, comme s'il avoit voulu rendre sa religion & sa personne plus odieuses aux Anglois. Il avoit d'abord insisté dans une déclaration sur son impartialité à l'égard des protestans, sur la préférence qu'il donnoit à quelques-uns d'eux, sur le soin qu'il prenoit de les protéger tous, & d'établir une parfaite liberté de conscience. Mais les effets démentirent les paroles. Le parlement Irlandois, plein de catholiques, annulla un acte par lequel les protestans avoient été maintenus dans la possession des biens qu'on avoit enlevés aux catholiques. On les dépouilla

bientôt avec une extrême rigueur ; & pour consommer leur ruine, on porta un bill d'*attaînder* contre ceux qui s'étoient absentés d'Irlande, ou qui avoient eu quelque correspondance avec les ennemis de Jacques. Il y en eut environ trois mille envelopés dans cette proscription. Le clergé protestant perdit sa juridiction & ses privilèges, il fut même chassé de plusieurs églises. Ces démarches eussent été fort dangereuses en un temps de calme. Elles l'étoient infiniment au milieu des troubles. Jacques dirigeoit tout sans prévoir les suites de son imprudence. Un zèle aveugle l'entraînoit. Il voulut néanmoins faire restituer les églises aux protestans ; mais les catholiques refusèrent d'obéir, & méconnurent son autorité quand ils n'approuverent pas ses ordres. Une monnoie de cuivre à laquelle il donna un prix énorme, des taxes arbitraires, des expédiens ruineux devinrent les ressources d'un mauvais gouvernement. Soit que le prince agît par lui-même ou par les inspirations d'autrui, on devoit bien prévoir que cet abus d'une autorité chancelante

Conduite de
Guillaume &
son caractère.

ne contribueroit point à l'affermir.

Louis envoya de nouveaux secours, & l'amiral Herbert fut battu par une escadre Françoisise sous le commandement du comte de Château-Renaud. Le roi Guillaume, qui avoit déclaré la guerre à la France, & qui étoit peu tranquille en Angleterre, se préparoit à repousser son compétiteur. Après des retardemens attribués à la mésintelligence des ministres, il fit partir pour l'Irlande le duc de Schomberg avec une armée, résolu de marcher en personne dès qu'il auroit arrangé les affaires du gouvernement. Froid, réservé, taciturne, toujours enfermé dans son cabinet, ou ne goûtant que le plaisir de la chasse, retiré ordinairement à Hamptoncouit, parce que l'air de Londres ne convenoit point à sa santé, il n'avoit rien de populaire, & il commençoit à perdre l'affection des Anglois. La prudence peut forcer le naturel. On le vit tout-à-coup adopter les anciens usages, assister aux courses de chevaux, se montrer affable & complaisant. Il alla dîner chez le maire de Londres, accepta le titre de citoyen de la ville,

& daigna même permettre qu'on le nommât premier maître de la communauté des épiciers : popularité peut-être excessive, si le prince, en s'abaissant jusqu'au peuple, n'avoit pas su d'ailleurs soutenir sa dignité.

On touchoit au terme prescrit pour lui prêter le nouveau serment. Il se trouva des hommes dans le clergé qui refuserent de le faire, craignant de violer celui qu'ils avoient prêté au roi Jacques. Le plus grand nombre s'y soumit avec des explications, après avoir distingué un *roi de fait* & un *roi de droit*, & déclaré qu'ils prétendoient seulement marquer leur soumission paisible aux puissances actuelles. Un pareil serment ne pouvoit qu'inspirer la défiance, & sembloit ouvrir la porte au parjure. Il en résulta, selon M. Smolett, un mépris général pour les sermens, dont l'usage cesse d'être utile, & devient souvent pernicieux, lorsque la conscience admet des restrictions qui favorisent la fausseté. Le clergé Anglican haïssoit un roi calviniste presque autant qu'un roi catholique. Guillaume connoissoit les dangers de l'esprit de

Le clergé Anglican contraire à Guillaume.

secte. Il essaya encore de le subjuguier en réunissant les religionnaires ; mais l'assemblée ecclésiastique opposa une résistance invincible à des vues si sages. La chambre basse du clergé employa l'ancienne formule des barons : *Nous ne voulons point qu'on change les lois d'Angleterre.* On eût dit que le changement de quelques rites faisoit la ruine de l'état. Un subside de deux millions sterling pour la guerre annonçoit plus de bonne volonté de la part du parlement. Les deux factions qui le divisoient , & dont la chaleur augmentoit de jour en jour , ne laisserent pas de causer tant d'inquiétude à Guillaume , qu'il fut sur le point de se retirer en Hollande. Retenu par les conseils de quelques amis zélés , il déclara au parlement sa résolution d'aller combattre le roi Jacques , & rompit l'assemblée quelque temps après.

Factions parlementaires.

1690.

Un nouveau parlement , où les Torys étoient les plus forts , fut un nouveau théâtre de violentes contestations. Elles roulerent principalement sur deux bills , l'un pour confirmer les actes de la précédente as-

semblée, l'autre pour exiger des hommes en place un serment de renoncer au roi Jacques. Le premier passa malgré les Torys. Ils furent effrayés des conséquences qu'on avoit à craindre, s'il restoit des doutes sur la légitimité du parlement par lequel étoit établi le gouvernement actuel. Le second bill que les Whigs, de concert avec le ministère, appuyoient de toutes leurs forces, essuya des contradictions plus opiniâtres. Le roi fit dire aux communes d'abandonner cette affaire : démarche qui dégoûta tellement le comte de Shrewsbury secrétaire d'état, que rien ne put le déterminer à garder sa place. Les Whigs eurent le chagrin de voir passer un acte d'amnistie favorable à leurs adversaires. On confia le gouvernement à la reine pendant l'absence de Guillaume, & il partit pour l'Irlande où il résolut de se montrer. Le brave Schomberg, vieilli dans les armées, n'avoit pas rempli l'attente de la nation. La maladie avoit affoibli ses troupes. Il avoit évité le combat, parce que l'ennemi étoit trop supérieur; & l'on se plaignoit

Guillaume
passé en Irlande.

d'une lenteur qui venoit en partie de sa prudence. Guillaume, avec plus de forces, fut plus actif & plus heureux. Le roi Jacques résolut imprudemment de livrer bataille. Son armée, comme celle d'Angleterre, étoit d'environ quarante mille hommes. La rivière de la Boyne les séparoit. Tandis que Guillaume examinoit le terrain, un boulet de canon lui effleura l'épaule gauche, déchira son habit, & lui emporta beaucoup de cheveux. Les ennemis le croyant mort, se livrerent à une folle joie. Cette nouvelle passa rapidement jusqu'en France. Le peuple de Paris, crédule & aveugle dans sa haine, la signala par des réjouissances publiques, glorieuses au prince qu'on insultoit. Cependant Guillaume parcourut ses lignes à cheval, & après avoir rassuré les troupes par sa présence, donna les ordres de la bataille pour le lendemain. Les Anglois passèrent la rivière, soutiennent le choc de la cavalerie Irlandoise, enfoncent & dissipent l'infanterie; Schomberg combat à la tête des François réfugiés : *Voilà vos persécuteurs*, leur

Bataille de
la Boyne.

dit-il, en les animant par son exemple. Ce fameux général âgé de quatre-vingt-deux ans fut tué par ses propres soldats, qui le voyant environné d'Irlandois, tirèrent sur eux avec trop peu de précaution. Sa mort pouvoit entraîner des suites funestes. Guillaume survint à propos, & décida la victoire. Il ne trouva de résistance que dans les troupes de Louis XIV. Elles se retirèrent en bon ordre, tandis que les Irlandois épouvantés fuyoient en déroute. Jacques, simple spectateur d'une action à laquelle il auroit du prendre part, fut des premiers à se retirer. Son ancien courage fut étouffé par l'infortune. Il reprocha aux Irlandois leur lâcheté, & s'embarqua pour la France où il étoit sûr de vivre en repos.

Une flotte Françoisse de plus de soixante & dix vaisseaux, sous les ordres du vice amiral Tourville, avoit battu les flottes Angloise & Hollandoise réunies; & cette victoire avoit rendu Louis XIV maître de l'Océan. Elle n'empêcha point Guillaume, après la bataille de la Boyne, de poursuivre une guerre qui devoit af-

Succès en Irlande.

fermir son trône. Les Irlandois, animés par les prêtres catholiques, furent peu touchés de la déclaration d'amnistie qu'il publia d'abord à Dublin. Ses généraux s'emparèrent de plusieurs places. Il assiégea lui-même Limerick. La mauvaise saison, jointe à la résistance des assiégés, lui fit abandonner son entreprise, & prendre la route d'Angleterre. Après son départ, le fameux Churchill, comte de Marlboroug, força les villes de Kork & de Kinsale, très-importantes par leur situation sur la mer; & le comte de Lauzun, qui commandoit les troupes Françoises en Irlande, désespérant de la cause Jacobite, crut devoir abandonner ce royaume.

Guerre contre Louis XIV.

La guerre embrâsoit aussi le continent. Presque toute l'Europe armée contre le roi de France, par la ligue d'Ausbourg dont Guillaume avoit été le moteur, ne pouvoit ébranler la puissance de ce redoutable monarque. Le prince de Waldeck, général des confédérés, vainqueur du maréchal d'Humieres à Valcour, venoit d'être battu à Fleurus par le maréchal de Luxembourg, élève & imitateur du

grand Condé. Guillaume ayant obtenu du parlement des sommes très-considérables, soit pour l'augmentation de la marine, soit pour les dépenses de la guerre, passa en Hollande où il étoit adoré, & dans un congrès solennel, il excita les alliés aux plus grands efforts. Il leur promit vingt mille hommes pour la première campagne; il envoya de puissans secours au duc de Savoie qui s'étoit depuis peu déclaré contre la France; mais il eut la douleur de voir Mons tomber entre les mains de Louis attaqué de toutes parts, & se signalant encore par des conquêtes.

1691.

Tandis que Guillaume s'opposoit au torrent dans les Pays Bas, le baron Ginckle, son général en Irlande, achevoit de ruiner les espérances de Jacques II. Athlone fut emportée d'assaut, presque sous les yeux de l'armée Irlandoise. Les ennemis furent mis en déroute à la bataille décisive d'Aghrim; & Tyrconnel, le principal partisan de l'ancien roi, mourut du chagrin que lui causa cet événement. La prise de Limerick mit le comble aux succès de Ginckle.

L'Irlande
soumise.

Il accorda aux assiégés une capitulation honorable, dans laquelle furent comprises toutes les autres places qui restoient encore à soumettre. On convint que quiconque reconnoîtroit l'autorité de Guillaumè & de Marie, excepté un petit nombre de personnes, seroit rétabli dans ses biens, privilèges, immunités, & admis à la protection des lois; que chacun auroit la liberté de se retirer avec sa famille & ses effets dans quelque pays que ce fût, hors l'Angleterre & l'Ecosse; qu'on fourniroit même des voitures & des bâtimens de transport à ceux qui embrasseroient ce parti; que les catholiques Romains auroient l'exercice libre de leur religion, autant qu'une pareille liberté s'accorderoit avec les lois d'Irlande, conformément à celle dont ils avoient joui sous Charles II. Les protestans se récrièrent contre ce traité. Ils virent avec indignation le catholicisme autorisé, & les Irlandois impunis. Mais Ginckle avoit ordre de terminer promptement la guerre; & son expédition étoit d'autant plus glorieuse, que Louis XIV. avoit envoyé des

troupes & d'immenses provisions à Limerick. Malgré l'amnistie & la liberté de conscience, douze mille Irlandois aimèrent mieux s'expatrier que de se soumettre au gouvernement. La France fut leur asyle. Jacques les remercia de leur fidélité. N'auroit-il pas dû combattre à leur tête, & ne céder qu'aux derniers coups de la fortune ?

Ginckle fut récompensé de ses services par le titre de comte d'Athlone, & par les remerciemens des communes d'Angleterre. Le parlement félicita Guillaume de ses succès, lui témoignant une extrême ardeur à le seconder. Ces démonstrations en général étoient moins sinceres que flatteuses. Un mécontentement secret se répandoit de proche en proche. Le roi ayant observé dans sa harangue, qu'une armée de soixante-cinq mille hommes suffiroit à peine pour la guerre, on trouvoit étrange qu'il demandât plus de troupes que la nation n'en avoit jamais entretenu quand elle étoit menacée de grands périls ; on insinuoit même qu'une telle armée seroit l'instrument du despotisme ; on

Parlement.
Plaintes contre le roi.

se plaignoit de porter presque tout le fardeau de la guerre, sans en tirer aucun fruit; on faisoit des réflexions chagrines sur la conduite des ministres, sur le caractère du roi; on le taxoit d'orgueil & d'ingratitude, principalement au sujet du comte de Marlborough disgracié après sa campagne d'Irlande; on l'accusoit d'employer la corruption pour se rendre maître des suffrages dans le parlement: les Jacobites exagéroient tous ces griefs, & les Whigs qui avoient à se plaindre de la cour, ne mettoient pas moins d'aigreur dans leurs discours. Cependant les communes accorderent au roi une grosse somme. Les débats du parlement ne produisirent aucun effet dangereux.

Fermenta-
tion en Ecosse.

L'Ecosse étoit plus agitée. Dès le commencement de ce règne, l'épiscopat y avoit été aboli, & Guillaume avoit traité les presbytériens avec des égards pleins de complaisance. Ces fougueux religieux l'ayant bientôt indisposé par leur conduite, il favorisa les évêques qui abusèrent à leur tour d'un crédit naissant contre la secte qu'ils détestoient. Le dé-

pit échaufa la bile des presbytériens. La dissolution de leur assemblée leur parut un acte de tyrannie. Ils s'assemblerent malgré les ordres du roi; ils devinrent les censeurs implacables du gouvernement. Guillaume fournit matière à de justes plaintes, en faisant massacrer des montagnards Ecoissois, dont le chef Macdonald venoit de prêter le serment. Un ennemi de ce Magdonald l'avoit dépeint à la cour comme un rebelle obstiné. Peut-être ignoroit-elle sa soumission. Un ordre sanguinaire fut exécuté avec barbarie. On égorgéa une partie des habitans de la Vallée de Glencoe; on brûla toutes les maisons; on enleva les bestiaux; les femmes, les enfans restèrent au milieu des neiges sans secours; & ceux que le fer avoit épargnés, périrent de froid ou de faim. Cette exécution excita tant de clameurs, que le roi fit informer contre les ministres de la cruauté; il prétextua son ignorance sur le contenu de l'ordre signé de sa main. Les montagnards d'Ecosse n'en furent pas moins irrités, quoique cédant à la terreur; & les ennemis de Guillaume profitèrent de la cir-

Massacre de
Glencoe.

1692.

Nouvelleten-
rative de Jac-
ques.

constance pour noircir sa réputation.

Ce prince étant retourné en Hollande pour diriger les opérations de la ligue, Louis XIV, avec une magnanimité admirable, fit de plus grands efforts pour rétablir le roi détrôné. Les coups devoient tomber sur l'Angleterre. On se préparoit à y faire une descente. Les émissaires & les parrisans de Jacques travailloient vivement en sa faveur. Il publia une déclaration qui annonçoit l'entreprise, remettant sous les yeux de ses sujets l'usurpation & l'injustice du prince d'Orange, la dureté de son gouvernement, les dépenses énormes qu'on avoit faites pour le soutenir, la nécessité de briser un joug odieux, & de reconnoître le souverain légitime, leur défendant de rien payer à l'usurpateur; promettant le pardon & même des récompenses à ceux qui rentreroient dans le devoir; s'engageant à protéger l'église Anglicane, à procurer une liberté entière de conscience, à faire fleurir le commerce & la marine, enfin à remédier aux maux de la nation, & à cimenter son bonheur. Ces belles paroles ne pouvoient effacer le souvenir des

griefs qui avoient occasionné la ré-
volte. Quelque mécontentement qu'il
y eût parmi les Anglois, l'animosité
contre Jacques étoit plus forte que
les murmures contre son rival.

La reine Marie, chargée des af-
faires en l'absence de son époux, op-
posa de prudentes mesures aux des-
seins d'un pere qu'elle traitoit mal-
heureusement en ennemi. Elle or-
donna aux catholiques de sortir de
Londres & de Westminster ; plu-
sieurs personnes suspectes furent ar-
rêtées ; les milices prirent les armes ;
& l'amiral Russel, renforcé par les
madres de Hollande, mit à la voile
avec quatre-vingt-dix-neuf vaisseaux
de ligne pour combattre la flotte Fran-
çoise. Tourville, quoique fort infé-
rieur en nombre, avoit ordre d'atta-
quer l'ennemi. Il se battit courageu-
sement, & soutint la gloire de la na-
tion. Mais enfin sa flotte fut disper-
sée, quatorze grands vaisseaux brûlés
dans la rade de la Hogue. Le roi
Jacques, prêt à se mettre en mer fut
témoin de ce désastre. Il retourna
sans espérance à Saint-Germain.
Louis XIV se vit menacé d'une inva-

La reine Ma-
rie s'oppose à
son pere.

Combat de
la Hogue.

sion. Le ministère Anglois jugeant la saison trop avancée, abandonna l'entreprise, & laissa murmurer le peuple qui s'en promettoit de grands avantages.

Campagne
de Flandres.

Si la journée de la Hogue étoit affligeante pour Louis, dont la fortune avoit semblé jusqu'alors maîtriser les événemens, il eut de quoi se consoler par le succès de ses armes dans les Pays-Bas. Il prit Namur en personne; le maréchal de Luxembourg, qui couvroit le siege, se conduisit avec tant d'habileté, que Guillaume, à la tête d'une armée nombreuse & formidable, ne put passer la Meuse, ni secourir une place si importante. Luxembourg malade & surpris le battit quelque temps après à Steinkerque; action fameuse où les François firent des prodiges de bravoure. Guillaume trouvoit dans son génie des ressources inépuisables. Il tint la campagne comme s'il n'eût pas été vaincu; & les transports de joie qu'excita en France le gain de cette bataille, furent pour lui une espèce de triomphe. Il est souvent aussi glorieux de réparer une défaite que de remporter

Bataille de
Steinkerque.

une victoire. On découvrit en ce temps-là une conspiration formée contre la vie de ce prince. M. Smollett, en l'attribuant sur de vains bruits au ministère de France, se rend suspect de la plus injuste partialité. Le ministère de Louis XIV, sur-tout aux yeux d'un Anglois, peut mériter quelques reproches; mais la noirceur n'entra jamais dans ses vues ni dans sa conduite.

Les affaires du continent ne pou-
voient qu'aigrir les mécontents d'An-
gleterre. Ils pensoient moins aux mo-
tifs de combattre la terrible puissance
d'un monarque, représenté comme
l'oppresser de l'Europe, qu'aux sui-
tes fâcheuses d'une guerre qui rui-
noit & dépeuploit le royaume. A les
entendre ; » le roi sacrifioit l'état aux
» étrangers ; l'intérêt & le besoin de
» son peuple le touchoient peu en
» comparaison de l'avantage des Hol-
» landois ; les emprisonnemens & les
» violences illégales faisoient sentir
» tout le poids du despotisme ; le
» ministère n'avoit égard ni aux lois,
» ni à la liberté publique ; chacun
» oublioit la patrie pour l'intérêt per-

Méconten-
tement.

Corruption
dans le royaume.
etc.

Débats dans
le parlement.

» sonnel; & ces maux en annonçoient
» de plus grands, si l'on n'y appor-
» toit de prompts remèdes ». Les
principes étoient réellement fort al-
térés. Nombre de personnes viles,
entichies dans les affaires, éraloient
un luxe extravagant propre à inspirer
la corruption; la pratique honteuse
d'acheter des voix dans le parlement
ne devenoit que trop commune; le
désordre se communiquoit rapide-
ment; enfin l'esprit de faction qui
exagere tout, avoit une ample ma-
tiere pour exercer sa malignité. Guil-
laume, à son retour de Hollande,
trouva plus de fermentation que ja-
mais. Il y eut dans la chambre des
pairs de grands débats au sujet de
quelques seigneurs emprisonnés, &
l'on décida que les juges & ceux qui
avoient en leur garde des prisonniers
arrêtés pour haute trahison, devoient
conformément à l'acte d'*Habeas cor-
pus*, les élargir sous caution, à moins
qu'ils ne déclarassent avec serment
avoir deux témoins contre eux, les-
quels ne pouvoient encore être pro-
duits. Le roi prévint les suites de
cette affaire, en faisant lui-même élar-
gir

gir les prisonniers. D'autre part les communes examinerent les raisons qui avoient empêché la descente en France; elles délibérèrent de donner au roi des avis sur différens objets. L'influence de la cour, les moyens ordinaires de séduction ralentirent cette activité inquiète; & la chambre accorda des subside avec une prodigalité sans exemple; environ deux millions sterling pour la marine, plus de trois millions pour les troupes de terre & pour la guerre du continent, cinquante - quatre mille hommes, dont vingt mille destinés à défendre la nation. Les terres, les biens personnels, tous les offices qui n'étoient pas militaires, furent taxés sur le pied de quatre schellings par livre. Une clause ajoutée par les seigneurs, portant qu'ils se taxeroient eux-mêmes, parut aux communes une violation du droit qu'elles possédoient, de régler tout ce qui regarde les secours parlementaires. Les seigneurs abandonnerent leur clause, en déclarant qu'ils se croyoient autorisés à la soutenir; mais qu'ils consentoient à passer le bill, uniquement en considé-

Subside prodigieux.

ration des besoins urgens de l'état. Malgré la complaisance presque servile du parlement, il forma quelques entreprises fort contraires aux vues de la cour. On vouloit anéantir la compagnie des Indes orientales, à qui l'on reprochoit de grands abus; on vouloit rendre les parlemens triennaux, afin de les rendre plus libres par des élections plus fréquentes. Mais Guillaume fit avorter ces projets. Sa prérogative & son adresse l'emportèrent sur les efforts des mécontents.

1693.

Guillaume
battu à Ner-
winde.

Il repasse la mer pour se mettre à la tête des alliés. Luxembourg le surprend, l'attaque à Nerwinde avec une armée très-supérieure. Le roi ne perd pas un moment, range ses troupes en bataille, s'expose à tous les dangers, cede enfin au nombre & à la valeur de l'ennemi. Vaincu; il fait une retraite glorieuse, il est même encore redoutable; & les François ne tirent d'autre avantage de leur victoire que la prise de Charleroi. L'Allemagne, le Piémont étoient dans le même temps des théâtres de carnage. Le Palatinat fut im-

Suite de la
guerre.

pitoyablement ravagé par le duc de Lorges, le duc de Savoie, qui avoit porté la désolation dans le Dauphiné l'année précédente, fut défait à la Marfaille par Catinat. Mais Louis XIV, malgré tant de victoires célèbres, trouvoit par-tout des ennemis capables de lui résister. La guerre est un fléau si terrible, qu'après avoir jonché de morts les champs de bataille, elle ne produit souvent que de vaines réjouissances. Depuis le désastre de la Hogue, la marine Françoisé avoit réparé ses pertes. Le commerce des alliés souffrit prodigieusement. Une de leurs flottes marchandes fut attaquée, & perdit un million sterling. Les Anglois voulurent se venger sur Saint-Malo, dont les armateurs ne cessoient de les poursuivre. La machine *infernale*, (c'est le nom qu'on

*Machinẽs
fernale.*

lui donna & qu'elle méritoit) cette machine par laquelle ils se flattoient d'écraser la ville, échoua contre un rocher, sans pouvoir arriver à l'endroit d'où elle devoit agir. L'ingénieur y ayant mis le feu, elle sauta en l'air, & l'explosion fut si violente, que les vitres de Saint-Malo en fu-

rent toutes brisées , les toits d'un grand nombre de maisons renversés , la terre ébranlée de toutes parts jusqu'à trois lieues. Telle est la cruelle industrie des hommes pour détruire leurs semblables !

1694.

Le roi ob-
tient tout du
parlement.

Quoique les succès de la guerre ne répondissent point aux vœux de la nation , & excitassent tous les jours de violens murmures , le parlement gagné par la cour prodigua encore les subsides. Guillaume , sans être aimé , en butte même au ressentiment d'une foule de factieux , obtenoit des communes tout ce qu'il souhaitoit ; au lieu que dans les besoins les plus urgens , ses prédécesseurs n'avoient pu obtenir les secours les plus nécessaires. Quelques mécontents dévoilerent les ressorts qu'il mettoit en œuvre ; des pensions , des emplois , des graces , ces divers moyens de corruption par lesquels on séduit aisément les cœurs , lorsque l'intérêt propre est devenu la passion dominante. Le parlement avoit perdu son intégrité & ses principes. La plupart des membres , courant après la fortune , laissoient la patrie à l'écart. Un roi ambitieux & in-

triquant ne pouvoit manquer alors de réussir dans ses projets. Cependant l'esprit national, joint à l'esprit de faction, renouvela les disputes parlementaires. On examina la conduite de ceux qui avoient en main les affaires de la marine; on insista sur la trop longue durée des parlemens; on présenta un bill pour y établir la liberté & l'impartialité. Guillaume refusa son consentement à cet acte, & fit naître par là de nouvelles plaintes. Un autre bill pour naturaliser tous les protestans étrangers, méritoit l'attention de tout le public. Les esprits se partagerent sur cet objet important. On représentoit d'une part les ravages de la guerre, le royaume dépeuplé, l'agriculture en décadence, l'industrie & les richesses des réfugiés établis en Angleterre, l'espérance d'en attirer chaque jour un plus grand nombre, qui donneroient à l'état des citoyens, qui multiplieroient les ressources des manufactures & du commerce. On soutenoit d'autre côté que les étrangers, en partageant les ouvrages des Anglois, leur seroient infailliblement nuisibles; qu'après avoir amassé des

Affaires du
parlement.

Bill pour la
naturalisation
des protestans.

richesses à leurs dépens, ils abandonneroient le royaume ; qu'une multitude d'ouvriers mouroient de faim faute de travail ; & que le mal, loin de diminuer, augmenteroit par le nouveau système ; enfin qu'admettre tant de non conformistes au nombre des citoyens, c'étoit exposer l'église Anglicane. Ce dernier sentiment fut défendu avec une chaleur excessive. La fermentation gagna le peuple qui craignit de voir l'état & la religion en proie à des étrangers. Les préjugés populaires sont quelquefois redoutables. Le parti de la cour, désespérant de les vaincre, retira le bill, & attendit des temps moins orageux.

Le parlement
triennal.

Après la campagne de Flandre, qui ne mérite aucun détail, Guillaume, selon sa coutume, rassembla le parlement pour obtenir de nouveaux secours. Il les acheta en consentant au bill triennal. En vertu de ce bill, le parlement doit être tenu au moins une fois en trois ans ; il ne peut durer que trois ans au plus ; & dans le même espace de temps, après sa dissolution, le roi doit publier des ordres pour en convoquer un autre. Les

Subsides monterent à plus de quatre millions sept cens mille livres sterling. Ces prodigieuses dépenses comparées à l'ancienne éconoinie des communes, prouvent & l'augmentation des richesses & le changement du système parlementaire. La reine Marie mourut âgée de trente-deux ans ; princesse douce attachée à son mari , mais coupable envers son pere. Le roi la regretta d'autant plus , que ses propres droits à la couronne devenoient plus incertains. Il étoit brouillé depuis quelque temps , ainsi que Marie, avec la princesse Anne , leur héritiere présomptive. Une réconciliation apparente les rapprocha sans les rendre amis. Guillaume , en partant pour les Pays-Bas , nomma un conseil de régence. Ni la princesse , ni le prince de Danemark son époux n'eurent part à l'administration ; nouveau sujet de murmures pour les mécontents.

Jusqu'alors le roi , presque toujours malheureux à la tête des armées , avoit eu seulement la gloire d'arrêter le progrès des armes Françaises. Il en acquit davantage par la conquête de Namur. Le maréchal de

Mort de la
reine.

1695.

Prise de Namur par Guillaume.

Boufflers, excellent citoyen & général distingué, s'étoit jeté dans la place; quinze à seize mille hommes la défendoient; près de cent mille hommes, sous les ordres du maréchal de Villeroi, menaçoient les assiégeans d'une bataille; les assiégés combattoient avec une valeur intrépide. Cependant Guillaume prit Namur comme avoit fait Louis XIV. Les François bombarderent Bruxelles, pour se venger du bombardement de Dieppe, du Havre de Grace, de Saint-Malo, de Dunkerque & de Calais, exécuté par les Anglois l'année précédente. Ceux-ci tenterent de nouveaux bombardemens avec moins de succès que de fureur. Toute l'Europe étoit en feu, épuisée d'hommes & d'argent, pour la querelle de quelques princes qui peut-être ne gémissaient point des calamités de leurs sujets.

Nouveau
parlement.

Guillaume fut reçu en triomphe par les Anglois. La prise de Namur méritoit leurs acclamations. Il força encore son caractère, & affecta une popularité trop peu naturelle pour produire un effet durable. L'ancien

parlement ayant été dissous, il en convoqua un nouveau, dont il obtint plus de six millions sterling de subsides. Les taxes étoient énormes, multipliées à l'infini; toute la nation se plaignoit; & cependant on prodiguoit ses trésors. La haine contre la France y contribuoit sans doute autant que les intrigues de la cour. Ce parlement passa un bill célèbre par rapport aux procès de haute trahison, matiere si essentielle, & que nous avons vue sujette à tant d'abus. On régla que les accusés recevraient une copie de l'accusation cinq jours avant que le procès commençât; qu'ils auroient un conseil pour les défendre; que personne ne pourroit être accusé que sur la déposition de deux témoins recevables; que s'il y avoit plusieurs chefs d'accusation d'especes différentes, deux témoins ne seroient comptés que pour un lorsqu'ils ne déposeroient point sur le même cas; que les accusés auroient une liste des témoins deux jours avant l'instruction du procès; & que trois ans après le crime commis, l'accusation ne pourroit plus avoir lieu, à moins qu'il ne s'agît

Acte concernant les procès de haute trahison.

d'entreprise contre la vie du roi. Les seigneurs firent ajouter une clause, portant qu'un pair seroit jugé par tout le corps de la pairie. Cette loi, établie plutôt, eût sauvé beaucoup d'innocens illustres; la liberté auroit eu un rempart contre la vengeance ou le despotisme. C'est une chose déplorable que la législation se perfectionne si lentement dans les points qui intéressent le plus l'humanité! Combien les procédures criminelles ne demandent-elles pas encore de réforme! Un autre bill passa en loi, pour la refonte des especes considérablement altérées. Les avis du chevalier Newton dirigerent cette affaire; ceux de Locke n'y furent pas inutiles. Des gens de lettres, pleins de sagacité & de lumières, peuvent concourir plus que l'on ne pense à la prospérité des états.

1696. Depuis le commencement de ce
 Conspiration regne, on avoit souvent parlé de
 découverte. conspirations chimériques, dont la
 fausseté avoit été reconnue. Il s'en
 forma une réelle pour enlever ou as-
 sassiner Guillaume, & pour rétablir
 son rival. Le comte d'Aylesbury, le
 lord Montgomeri, & quelques au-

très personnes de moindre distinction étoient à la tête du complot. Le duc de Berwick, fils naturel de Jacques, passa secrètement dans le royaume, excita le zèle des Jacobites, leur annonça une prochaine descente, concerta les mesures de l'expédition. Tandis que les conspirateurs travailloient à grossir leur parti, & à rassembler des troupes, Jacques se rendit à Calais dans le dessein de s'embarquer. Pondergrass, officier Irlandois catholique, révéla tout à Guillaume, déclarant néanmoins que ses liaisons intimes avec quelques-uns des coupables ne lui permettoient pas de les accuser nommément, ni de servir de témoin dans cette affaire. Bientôt on prend des mesures pour dissiper la tempête; l'amiral Russel se montre vers les côtes de France, & déconcerte les projets de Jacques; les deux chambres du parlement instruites du complot par le roi même, forment avec zèle une association en sa faveur, s'engagent à soutenir son gouvernement, à venger tout attentat contre sa personne; il proteste de son côté qu'il sera toujours prêt à

Association
en faveur du
roi.

combattre , aux risques de sa propre vie , tous ceux qui entreprendroient de renverser les lois , la religion & les libertés du royaume. Les communes déclarerent incapables d'emplois publics & de séance , quiconque n'entreiroit pas dans cette association. Le comte de Nottingham & deux membres des communes eurent la hardiesse de s'opposer au titre de roi *légitime* que l'acte donnoit à Guillaume. Ils lui devoient obéissance , disoient-ils , parce qu'il étoit en possession de la couronne & de ses prérogatives , mais sans pouvoir le reconnoître pour légitime souverain. On changea l'expression pour tranquilliser les consciences scrupuleuses ; tant l'autorité du prince étoit encore mal affermie. Plusieurs conjurés subirent le dernier supplice. Leur procès fut instruit avec autant de partialité que de rigueur. Il paroît certain que la plupart n'avoient aucun dessein contre la vie de Guillaume , & que l'on imputoit fausement au roi Jacques ce noir attentat. Ses efforts pour recouvrer sa couronne étoient conformes à la justice , s'ils ne l'étoient pas à la prudence ,

plus nécessaire pour assurer le succès.

Parmi les conspirateurs, le chevalier Jean Fenwick joua un rôle distingué. Guillaume vouloit sa mort. Il y avoit contre lui deux témoignages ; mais l'un des témoins avoit disparu , sans avoir déposé juridiquement. Une simple déposition écrite qui n'étoit accompagnée ni du serment, ni des formalités ordinaires , pouvoit-elle paroître recevable ? Ce fut une matiere de débats très-vifs dans le parlement. Les défenseurs de l'accusé soutinrent que , selon toutes les regles , le témoin devoit être présent , afin de pouvoir être contredit ; qu'on n'admettoit point la déposition des morts , & que celle des absens étoit également nulle : que le parlement , quoiqu'il ne fût point assujéti aux regles des cours inférieures , l'étoit aux regles éternelles & invariables de l'équité ; qu'enfin le dernier acte sur les procès de haute trahison seroit évidemment violé par une pratique contraire. Ces raisons plausibles qui intéressoient l'humanité & la liberté nationale , furent trop foibles contre le parti de la cour. Sous prétexte de la

Procès de
Fenwick.

sûreté du gouvernement, on n'eut point d'égards aux principes établis; quoique la sûreté du gouvernement n'ait point de meilleur appui que les lois. Le bill d'*attainder* passa dans l'une & l'autre chambre, & Fenwick fut exécuté en protestant de son attachement au roi Jacques, mais en attestant le ciel qu'il ne s'étoit engagé dans aucun complot pour son service.

La guerre continuoit dans le continent avec la même animosité, mais sans que les nations affoiblies pussent faire les mêmes efforts. Malgré l'ardeur de Guillaume, la campagne de Flandre fut stérile en événemens. Louis XIV, toujours supérieur à ses ennemis, quoique moins heureux qu'auparavant, desiroit la paix dans la vue, dit-on, de se ménager la succession d'Espagne. Il vint à bout de détacher le duc de Savoie de la grande alliance par des offres avantageuses. On ouvrit bientôt des négociations à Riswick. La prise de Barcelone, dont le duc de Vendôme se rendit maître, l'expédition brillante de Carthagene en Amérique, ou Pointis chef d'escadre enleva dix millions aux Espa-

1697.

Traité de
Riswick.

gnols, & leur causa une perte irréparable, quatre armées Françoises encore sur pied, hâterent la conclusion du traité. Louis sacrifia presque toutes ses conquêtes. Il rendit à l'Espagne Luxembourg, Mons, Ath, Courtrai, outre ce qu'il avoit pris vers les Pyrénées; à l'Empire, Fribourg, Brisac, Philipsbourg, &c. Il reconnut enfin le prince d'Orange pour roi d'Angleterre. Ainsi Guillaume, après avoir embrasé toute l'Europe, après avoir ruiné ses propres états, sans autre motif que sa haine & sa jalousie contre ce puissant monarque, vit son trône affermi par un traité, tandis que la France abandonnoit le fruit de ses victoires. On admireroit davantage la générosité de Louis XIV, si des raisons politiques n'avoient pas concouru avec les sentimens d'humanité à lui faire prendre un parti dont ses sujets murmurerent. Le fardeau de la guerre étoit devenu intolérable. Les vainqueurs en étoient accablés comme les vaincus. Il falloit rétablir les finances, soulager le peuple gémissant. Ce qui devoit le plus étonner les hommes, ce n'est pas

une paix achetée au prix de quelques places, c'est une guerre où le sang humain coule à grands flots pour satisfaire l'ambition de quelques princes. Guillaume, en armant l'Europe contre Louis, l'avoit, pour ainsi dire, livrée aux ravages d'une peste universelle.

Guillaume
veut une ar-
mée substan-
te ; le parle-
ment s'y op-
pose.

Après son retour en Angleterre, le parlement lui prodigua les félicitations, mais contraria ses desseins. Ce prince guerrier, politique & ambitieux, vouloit une armée substantielle qui pût le faire craindre & respecter soit au dedans, soit au dehors. Louis conservant une partie considérable de ses troupes, sembloit mettre les autres puissances dans la nécessité de suivre le même système. Quelques patriotes parmi les Anglois sentoient la force de cette raison. Le plus grand nombre étoit alarmé de la proposition de Guillaume. Elle tendoit, selon eux, à établir le despotisme : la nation perdrait bientôt ses libertés & ses privilèges, si des troupes mercenaires étoient aux ordres du gouvernement : cette coutume une fois établie, se changeroit en maxime d'état ;

& les élections, les parlemens, tout dépendroit du caprice de la cour : le royaume n'étoit-il pas assez défendu par l'Océan qui l'environne ? ne pouvoit-on pas former une milice régulièrement occupée de l'exercice des armes ? cette milice n'auroit-elle pas plus de zèle pour la patrie que des soldats mercenaires ? & en y joignant une bonne flotte, ne mettroit-on pas le royaume à l'abri de toute invasion ? Les raisonnemens prévalurent. On ne conserva que dix mille hommes de l'armée ; on en ajouta trois mille pour la marine. Guillaume, extrêmement choqué d'une telle résolution, assura, dit-on, à ses confidens qu'il n'auroit pris aucune part aux affaires du royaume, s'il avoit prévu tant d'ingratitude & de méfiance.

L'attention des communes se tourna sur les besoins publics, & sur les moyens d'acquitter la dette nationale. Les nouveaux subsides montent à près de cinq millions sterling. Un crédit immense pouvoit à peine suffire pour lever de pareilles sommes. La compagnie des Indes orientales offrit de prêter sept cents mille

 1698.

 Seconde
compagnie des
Indes.

livres, en considération d'un acte d'établissement qu'on lui faisoit espérer. Une autre compagnie de marchands offrit de prêter deux millions, pourvu qu'on lui accordât le privilege exclusif du commerce des Indes. En vain l'ancienne compagnie représenta les services qu'elle avoit rendus, les pertes qu'elle avoit essuyées, les dépenses qu'elle avoit faites. Le bill en faveur de la seconde passa dans les deux chambres, sans égard pour les anciennes chartres, ni pour la fortune d'une multitude de familles.

On demande
la réformation
des mœurs.

De tous les objets qui intéressent les nations, aucun n'est plus essentiel & ordinairement plus négligé que les mœurs. Sans elles, les richesses, la puissance deviennent une source de poison. Les vices des citoyens infectent le corps de l'état; ou plutôt, comme il n'y a point de vrais citoyens sans vertu, l'état trouve dans soi-même presque autant d'ennemis que de sujets; & sa grandeur est un présage de sa ruine. Le parlement, qui voyoit la corruption s'étendre de jour en jour, sentit la nécessité d'y opposer quelque barrière. Il représenta au roi

l'excès du dérèglement ; il le supplia de donner ordre à tous les magistrats & à tous les juges d'exécuter les lois contre l'impiété & la débauche. Cette requête fut reçue favorablement. Le roi promit de travailler sans délai à la réformation des mœurs , & témoigna son zèle pour la suppression des livres impies , dont l'effet ordinaire est de corrompre tout à la fois le cœur & l'esprit. Il est rare que ces sortes de projets soient exécutés. On vit naître une société pour la réformation des mœurs , que Guillaume protégea. Les membres s'engageoient à informer les magistrats des débauches & des vices qui parviendroient à leur connoissance ; les amendes devoient servir en partie à faire des fonds de charité ; un nombre d'ecclésiastiques devoient inspirer la vertu par des lectures , par des prières publiques ; & l'on pourvoyoit libéralement à leur entretien. Cet établissement & d'autres semblables qui existent en Angleterre , ne peuvent manquer d'être utiles , sur-tout aux pauvres à qui ils ménagent de grandes ressources. Mais les délations ont

Société pour
la réformation

quelque chose de trop odieux ; elles inspirent trop de défiance. C'est aux hommes en place à veiller sur la conduite des citoyens ; & pour réformer les mœurs , il faut en général de puissans ressorts que le gouvernement seul peut employer avec succès. L'exemple de la cour seroit peut-être le plus efficace.

1699.
Le roi obligé de renvoyer sa garde hollandoise.

Guillaume , toujours occupé des affaires politiques de l'Europe, voyant le roi d'Espagne près de mourir sans postérité , passe en Hollande pour négocier le traité de partage dont nous parlerons bientôt. A son retour il trouve de nouveaux chagrins dans un parlement qu'il venoit de convoquer. Au lieu de dix mille hommes , nombre fixé par le dernier parlement , il en avoit conservé sur pied seize mille. Les communes lui font sentir leur mécontentement de cette conduite. Elles réduisent l'armée subsistante à sept mille hommes ; elles obligent le roi à renvoyer même sa garde hollandoise dont les services méritoient sa reconnoissance. Ses représentations à cet égard ne produisent aucun effet. On lui remet devant

les yeux son ancienne promesse de congédier toutes les troupes étrangères. On lui fait entendre que le bonheur du royaume dépend de la confiance mutuelle entre le prince & le peuple; que cette confiance exige qu'il charge ses sujets de la garde de sa personne sacrée. Il se rend malgré lui. L'antipathie s'augmente de part & d'autre sous des apparences forcées d'affection & de zèle. Les Anglois dévorés de jalousie ne pardonnoient point à Guillaume son penchant pour les étrangers : Guillaume regardant les Anglois comme un peuple ingrat & mutin, se livroit au dégoût le plus vif, & ne dissimuloit plus guère ses sentimens.

Rien n'est si dangereux que d'aigrir des hommes opiniâtres, dont l'autorité peut ou combattre ou contrebalancer celle du prince. Les communes semblent désormais se faire une étude de chagriner ce héros, ce politique qui avoit en quelque sorte gouverné une grande partie de l'Europe. Elles font des recherches sur l'administration ; elles censurent le ministère ; elles rétablissent l'ancienne com-

Le parlement
chagrine le
roi.

214 GUILLAUME III & MARIE.

pagnie des Indes; elles déclarent les papistes incapables d'hériter d'aucun bien, d'acheter aucune terre, supposant avec fausseté que la cour les favorisoit; elles délibèrent si l'on demandera au roi l'éloignement du lord Somers, chancelier vertueux & éclairé. Quelque temps après, Guillaume fait redemander les sceaux à Somers, pour se concilier les Torys, dont la faction avoit alors le plus d'influence sur le parlement. On peut juger de la pénible situation de ce prince impérieux, par la nécessité où il étoit de passer d'un parti à l'autre, & de conjurer les orages en forçant ses inclinations.

Affaires de la
compagnie
Ecossoise.

L'Ecosse ne lui donnoit pas moins d'inquiétude. Il s'y étoit formé une compagnie de commerce, que les Anglois & les Hollandois regardèrent avec jalousie comme une rivale dangereuse. Animée de ce même esprit d'intérêt qui avoit transporté tant d'Européens dans le nouveau monde, elle établit à grand frais une colonie dans l'isthme de Darien entre l'Amérique méridionale & la septentrionale. Cet établissement ne ressembloit

point aux conquêtes sanglantes des Espagnols : il s'étoit fait par convention avec les naturels du pays. Mais les Espagnols crièrent qu'il donnoit atteinte au dernier traité; les Anglois, qu'il nuirait à leur commerce. Guillaume défendit toute correspondance avec la nouvelle colonie. Les Ecoissois, frustrés des trésors qu'ils s'en promettoient, poussèrent des cris de fureur. Le parlement d'Ecosse adopta les idées de la nation. Tout annonçoit une révolte. Ce ne fut qu'avec du temps, de l'adresse, des assurances flatteuses que le roi arrêta le progrès de cet incendie.

Cependant le roi d'Espagne, Charles II, alloit mourir sans enfans. Sa mort pouvoit détruire la balance de l'Europe. Louis XIV & l'empereur Léopold lui étoient parens au même degré; & la renonciation faite par Marie-Thérèse d'Autriche femme de Louis, fille aînée de Philippe III, paroissoit un engagement trop fragile pour rassurer les adversaires de la France. Soit que la succession revînt à cette couronne ou à l'Autriche, on avoit également à craindre que l'é

1700.
Traité de
partage pour
la monarchie
Espagnole.

quilibre ne fût rompu. Guillaume, dont la politique audacieuse ne s'endormoit point, imagina un partage de la monarchie Espagnole qui pût dissiper les inquiétudes & les alarmes. Disposer des états d'un prince vivant, sans son aveu, étoit une entreprise aussi étrange que douteuse. La France, l'Angleterre & la Hollande conclurent néanmoins un traité en 1698, par lequel le royaume de Naples & de Sicile, la province de Guipuscoa & plusieurs places dépendantes de l'Espagne, étoient destinés au dauphin; le Milanéz, à l'archiduc Charles II, fils de l'empereur; & le reste au jeune Prince de Bavière âgé de huit ans. Ce prince mourut la même année. Nouvelles intrigues, nouvelles négociations, nouveau partage. On substitue l'Archiduc au Bavarois; on ajoute la Lorraine à ce qui étoit pour le dauphin, & l'on donne Milan au duc de Lorraine. Ce traité signé à Londres & à la Haye, déplut aux Anglois mêmes, comme trop avantageux à la France. L'empereur ne voulut point y accéder, soit qu'il le trouvât injuste, soit

soit qu'il se flattât de tout avoir.

Charles II, indigné du partage qu'on faisoit de ses domaines, mé- Testament
du roi d'Espa-
gne. ditait un testament en faveur de l'archiduc; mais la cour de Vienne l'indisposa tellement par sa conduite pleine d'imprudence & de hauteur, qu'il changea de résolution. Le marquis d'Harcourt, ambassadeur de Louis ménageoit au contraire les esprits des Espagnols avec la plus sage dextérité. Leur ancienne antipathie pour la France s'affoiblissoit chaque jour. Les Grands d'Espagne craignoient autant que leur maître un démembrement de la monarchie. Ils ne voyoient que la France capable de prévenir ce malheur. Ils conseillèrent à Charles de préférer un prince François; le pape Innocent XII, consulté sur cette affaire, approuva leur sentiment qu'il jugeoit conforme aux lois de l'Espagne & au bien de la religion. Louis faisoit avancer des troupes. Il falloit prendre un parti. Le monarque moribond sacrifia les intérêts de sa maison à ceux de son royaume, & nomma son héritier le duc d'Anjou fils puîné du dauphin, en prenant des

précautions pour que les deux couronnes ne pussent jamais être réunies sur la même tête ; tant on respectoit le système qui dominoit en Europe. Ainsi la scène du monde change tout-à-coup par des ressorts inconcevables. Lorsque la France & l'Autriche se disputoient avec fureur une supériorité sujette à mille revers , auroit-on pu croire qu'un Bourbon seroit appelé au trône d'Espagne par un descendant de Charles - Quint ? Ceux dont les petites idées resserrent les bornes du possible , n'ont jamais réfléchi sur ces grandes révolutions.

Louis XIV
accepte le testament.

Le testament de Charles II fut secret jusqu'à sa mort. Louis balança s'il l'accepteroit, prévoyant une guerre plus terrible que les précédentes. Son courage le décida bientôt. Après avoir accepté le testament , il eut soin de justifier sa conduite. Il fit représenter au roi d'Angleterre & aux Etats généraux combien le traité de partage avoit excité de plaintes ; combien l'exécution en étoit impraticable ; qu'en renonçant à ce traité , il faisoit de grands sacrifices pour la paix & le bien commun , puisqu'il abandon-

noit la Sicile , Naples & tout ce que la France devoit acquérir. Ces raisons étoient solides. Mais la grandeur de sa maison faisoit ombrage comme celle de son royaume. Cependant l'extrême surprise que causoit l'événement empêcha les alliés de se déclarer d'abord. La Hollande reconnut Philippe V. (C'est le nom sous lequel devoit regner le duc d'Anjou.) Guillaume dissimula. Se croyant destiné à maintenir l'équilibre , s'imaginant que la fortune des Bourbons menaçoit la liberté de l'Europe , il respiroit déjà la guerre , & méditoit une ligue pour embrâser de nouveau le continent. .

Comme le parlement actuel lui étoit peu favorable , il en convoqua un autre qu'il espéroit de gouverner. On ne négligea point ces moyens de corruption devenus alors si communs , & toujours si propres à étouffer le patriotisme. Il se trouve aisément des ames vénales qui prostituent à prix d'argent leur conscience & leur volonté ; mais ce ne fut pas le plus grand nombre. Les premières délibérations de l'assemblée eurent pour objet une

Acte de limitation pour la succession à la couronne.

1701.

affaire fort importante. Le duc de Gloucester venoit de mourir, seul enfant qui restât de la princesse Anne, héritière de la couronne. Pour exclure de la succession tout prince catholique, pour la fixer dans la ligne protestante, & maintenir tout à la fois la liberté nationale, les communes réglèrent que l'héritier seroit uni de communion avec l'église Anglicane; que s'il étoit étranger, la nation ne s'engageroit, sans le consentement du parlement, dans aucune guerre pour la défense des états qu'il possédoit hors du royaume; que même il ne pourroit sortir d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande, sans l'aveu du parlement; que quand cet acte de limitation auroit son effet, nul étranger, fût-il naturalisé & regnicole, à moins qu'il ne fût né de parens Anglois, ne pourroit entrer au conseil, ni devenir membre de l'une ou de l'autre chambre, ni posséder aucune place de confiance; ni obtenir par concession de la couronne aucune terre ou héritage; que quiconque tiendrait du roi une pension ou quelque emploi lucratif, ne pourroit être membre des

communes; enfin qu'un pardon scellé du grand sceau ne pourroit valoir contre une accusation faite par la chambre. Après ce règlement qui restreignoit la prérogative, & qui sembloit être une censure du gouvernement actuel, on déclara que la princesse Sophie, duchesse douairiere de Hanover, petite-fille de Jacques I, étoit la plus proche héritiere dans la ligne protestante après les descendans respectifs du roi & de la princesse Anne fille de Jacques II. Le bill passa en loi, malgré la répugnance de Guillaume, & fonda les droits de la maison de Hanover à la couronne.

Droits de la maison de Ha. nover à la couronne.

L'affaire d'Espagne occupa ensuite le parlement, pour attirer au roi des chagrins encore plus sensibles. L'argent de Louis XIV étoit employé, dit-on, à solliciter les suffrages. Quoiqu'il en soit, les communes, loin d'approuver les mesures de Guillaume, ne craignirent point de les blâmer avec amertume. Le traité de partage devint une matiere d'invectives. On se plaignit de ce qu'il avoit été fait sans l'avis du parlement, de ce qu'il tendoit à l'agrandissement de

Le parlement blâme le traité de partage.

la France. Un membre le taxa de félonie ; un autre le compara aux partages que font les voleurs, de grand chemin. Les pairs eux-mêmes le représenterent, dans une adresse au souverain, comme incompatible avec les intérêts du royaume & avec la sûreté de l'Europe ; ils prièrent Sa Majesté de prendre l'avis de ses sujets, de les croire plus dignes que les étrangers de sa confiance, & plus propres à lui donner de bons conseils ; ils ajoutèrent qu'ils lui conseilloient de mettre dans ses négociations avec le roi de France toutes les précautions qui pouvoient les rendre sûres & utiles.

Quoique ces démarches fussent une insulte, Guillaume dissimula son ressentiment, & répondit que ses traités auroient pour but l'honneur & la sûreté de l'Angleterre. Louis XIV ne vouloit rien changer à celui de Riswick. Indigné des propositions exorbitantes que lui faisoient la cour de Londres & les Etats généraux, il cherchoit à former des alliances, il se préparoit à une guerre inévitable. La Hollande étoit déjà menacée. Le

parlement témoigna son ardeur à la secourir, mais sans montrer moins de violence contre le traité de partage, ni contre les ministres auxquels on l'attribuoit. Bientôt les comtes de Portland & d'Oxford, les lords Somers & Hallifax sont accusés par la chambre des communes avec autant d'injustice que de passion. La chambre haute déclare ces accusations nulles. L'animosité divise les cœurs. Une pétition extraordinaire du comté de Kent, pour exhorter le parlement à la concorde, échauffe la bile des communes qui la déclarent scandaleuse, insolente, séditieuse, & font arrêter à ce sujet plusieurs gentilshommes. Alors paroît un mémoire signé *Légion*, plein d'invectives contre la chambre. *Les Anglois* (ce sont les termes du libelle) *ne doivent pas être plus esclaves des parlemens que des rois: notre nom est légion, & nous sommes un très-grand nombre.* Tant de hardiesse & les murmures du peuple ne furent pas inutiles au roi. On promit de le seconder dans toutes ses mesures pour mettre des bornes au pouvoir excessif de la France; & l'on destina

Ministres accusés. Troubles civils.

environ deux millions sept cents mille livres sterling aux dépenses de l'année prochaine.

Ligue contre
Louis XIV.

Guillaume, qui avoit reconnu le nouveau roi d'Espagne, étoit résolu de lui faire perdre sa couronne. Dans un corps infirme & languissant, il conservoit cette activité de génie capable de pousser avec vigueur les plus grandes entreprises. Il envoya en Hollande le comte de Marlborough à la tête de dix mille hommes, & le nomma son plénipotentiaire auprès des Etats. Les talens supérieurs de ce ministre, soit pour la guerre, soit pour les négociations, rendirent ce choix également glorieux au prince & à lui. Déjà le fameux prince Eugene, général de l'empereur, commençoit la guerre en Italie, & se montrait digne de sa réputation. Guillaume se rendit à la Haie où l'on négocioit une alliance contre les Bourbons. Le traité fut bientôt conclu. L'Angleterre & la Hollande s'unirent avec l'empereur pour le rendre maître des Pays-Bas Espagnols, de Naples, de la Sicile & du Milanès, & pour empêcher de concert l'union de la France & de

l'Espagne sous un même gouvernement. Les deux puissances maritimes devoient garder les conquêtes qu'elles feroient en Amérique ; on assureroit une barrière aux Hollandois ; on s'engageoit mutuellement à ne conclure ni paix ni trêve sans le consentement commun.

Après une longue suite de prospérités & de victoires , Louis XIV comptoit trop sur sa puissance , pour être effrayé de l'orage qui se formoit contre lui. Il sembla même le braver fièrement par une démarche généreuse , propre à irriter ses adversaires. Le roi Jacques étant mort, il donna le titre de roi d'Angleterre au fils de ce prince infortuné. En vain déclara-t-il dans un manifeste qu'il ne prétendoit pas s'écarter du traité de Riswick , ni troubler Guillaume dans la possession de ses états. Les Anglois , déjà disposés à la guerre , se crurent insultés , & ne respirerent plus que la vengeance. Un seul intérêt réunit les factions ; un cri général annonça leurs vues unanimes. Le roi harangue le parlement nouvellement convoqué. Il dit que toute

Louis reconnoît le fils de Jacques II. pour roi d'Angleterre.

1702.

Harangue de Guillaume.

K v

l'Europe a les yeux sur l'assemblée ; dont les résolutions doivent décider les affaires les plus importantes ; que le moment est venu d'affermir pour jamais la religion & la liberté nationales par une vigueur digne de leurs ancêtres ; que les conjonctures exigent de grands efforts, & que , pour soutenir le crédit public , il faut s'attacher à cette maxime inviolable : *Qu'on ne peut rien perdre de ce qui est confié sous une sûreté parlementaire* ; qu'en demandant à regret de nouveaux secours à son peuple , il se propose uniquement la gloire & le bonheur du royaume ; qu'il est résolu de mettre sous les yeux du parlement les comptes de chaque année ; enfin que la conduite des deux chambres va faire connoître si elles ont à cœur de tenir la balance de l'Europe , & de présider aux intérêts des protestans.

Le parlement entre dans les mesures du roi.

On applaudit à ce discours. Les pairs assurèrent le roi de leur zèle pour sa personne & pour la cause dont il est le défenseur ; ils invectivent contre Louis XIV, l'accusant d'avoir violé la foi des traités , & déclarant qu'ils n'épargneront rien pour concourir au

dessein de maintenir la liberté de l'Europe, & de réduire l'usurpateur de la monarchie Espagnole. Les communes font éclater la même ardeur; conviennent d'entretenir quarante mille hommes pour le service de mer, & autant pour l'armée de terre; demandent qu'on s'engage à ne point faire de paix avec la France jusqu'à ce qu'on ait reçu réparation de l'injure faite au roi & au peuple par le monarque François. Elles dressent même un bill d'*attaquer* contre le Prétendant, fils de Jacques; & un autre bill passe dans la chambre pour obliger tous ceux qui ont des emplois au serment de maintenir le gouvernement actuel & l'église Anglicane, avec la tolérance pour les non-conformistes. Dix pairs firent une protestation contre ce bill qui leur paroïssoit imposer une nouvelle obligation aussi inutile que sévère.

Grace à l'indignation qu'avoit inspirée Louis XIV, Guillaume étoit enfin satisfait du parlement. Tout occupé de ses grands desseins, quoique menacé d'une mort prochaine, il faisoit les préparatifs de la campagne.

Mort de
Guillaume III.

& pensoit à se mettre à la tête des armées , lorsqu'une chûte de cheval avança ses jours. Il vit approcher son dernier moment , avec la fermeté d'ame qu'il avoit montrée jusqu'alors. *Je fais*, dit-il à son médecin, *que vous avez fait tout ce que votre art pouvoit vous apprendre pour me secourir ; mais tout est inutile , & je me soumets.* Il mourut dans la cinquante-deuxieme année de son âge, après un regne de treize ans. On l'appeloit le stathouder des Anglois & le roi des Hollandois ; parce que son autorité fut toujours moindre en Angleterre qu'en Hollande.

Son caractere.

Guillaume III n'avoit aucune de ces vertus précieuses qui font aimer l'homme & le prince. Son ame presque fermée aux sentimens de la nature , avoit pour ressorts l'ambition & la politique. Il détrôna froidement son beau-pere ; il n'aima jamais le peuple dont il avoit reçu la couronne ; il se soucia peu d'être aimé , pourvu qu'il fût maître. Mais les taches de son caractere ne peuvent couvrir le mérite rare qui le distingue de la foule des souverains. Se maintenir

sur le trône d'Angleterre malgré les dégoûts de la nation , malgré les efforts du monarque le plus puissant de l'Europe ; gouverner la Hollande sans despotisme , & néanmoins avec une sorte d'autorité absolue fondée sur l'estime & la confiance ; diriger par une profonde politique les conseils des cours étrangères , & commander les armées avec autant d'habileté que de valeur ; être toujours à craindre après avoir perdu des batailles , toujours infatigable dans le cabinet & dans les camps , sous le poids de la maladie & des travaux ; lutter enfin contre Louis XIV , & affoiblir une puissance si long-temps victorieuse , sont des traits dignes de l'immortalité. Mais quelle ame juste voudroit acheter une telle gloire au prix d'une odieuse usurpation ? Les succès mêmes de Guillaume ne servirent qu'à lui attirer des chagrins. Le stathouder de Hollande eut lieu de se repentir d'être devenu roi d'Angleterre. On lui reproche son indifférence pour les lettres. Il auroit été sans doute plus loué , s'il avoit su , comme Louis XIV , apprécier les fruits du génie , & récompenser les talens.

A N N E.

1702.

Anne, di-
gnee de la cou-
ronne.

ANNE Stuart, seconde fille du roi Jacques, femme du prince de Danemark, âgée de trente-sept ans, étoit digne du trône où l'appeloit l'ordre de succession réglé par le parlement. Dans le cours du dernier regne, en butte à la mauvaise volonté de sa sœur & de son beau-frere, elle avoit montré constamment une sagesse supérieure aux coups de la fortune. Sa conduite irréprochable, son caractère flegmatique, son attachement à l'église d'Angleterre, donnoient de grandes espérances. La nation la reconnut avec une joie unanime. Le parlement, qui continua de s'assembler en vertu de l'acte passé sous Guillaume, lui témoigna son empressement à l'aider de tout son pouvoir. En déclarant aux communes qu'elle s'en rapportoit à leur affection & à leur zele pour l'établissement du revenu de la couronne, elle promit de ne chercher dans l'administration

que le bien public. » J'ai le cœur
» tout Anglois; dit-elle, & je vous
» assure que je suis disposée à faire
» pour le bonheur du royaume tout
» ce que vous pouvez attendre ou
» desirer de moi : vous me trouvez
» très fidelle à observer religieusement ma parole ». La maniere affable dont elle reçut les félicitations de ses sujets augmenta leur allégresse & leur confiance.

Quoique la mort de Guillaume eût été un sujet de réjouissance pour les François & de consternation pour les Hollandois, elle ne produisit aucun changement dans les affaires de l'Europe. Louis XIV essaya en vain d'ébranler les Etats généraux. Marlborough affermit leur résolution; & la reine, en suivant les mesures de son prédécesseur, anima cette ligue formidable qui devoit humilier la France. Les alliés firent leur déclaration de guerre. Anne reprochoit à Louis de troubler la liberté du commerce & de la navigation, d'avoir formé le projet d'affervir l'Europe, d'avoir envahi une partie considérable des états d'Espagne, & de l'avoir insultée

La guerre déclarée à la France.

personnellement, en reconnoissant le fils de Jacques II pour roi d'Angleterre. Ces reproches, moins solides que spécieux, ne pouvoient manquer de faire impression sur les esprits prévenus. Il est facile de tout colorer par des prétextes, lorsqu'on veut avoir raison par les armes.

Marlborough.

Marlborough tout puissant à Londres, maître des finances qui étoient entre les mains de Godolphin beau-pere de sa fille, honoré de la confiance de la reine qui avoit sa femme pour favorite, assuré des dispositions favorables du parlement & du peuple, joignant à son crédit une capacité singulière, une activité infatigable, un courage d'esprit au-dessus des obstacles & des dangers, se mit bientôt à la tête des troupes dans les Pays-Bas. Louis XIV n'avoit plus ces grands ministres dont les talens avoient si fort contribué aux prospérités de son regne. Ses finances étoient affoiblies & par les dernières guerres, & par le faste de sa cour. Un ministre honnête homme, mais trop borné, Chamillard, créature de madame de Maintenon, étoit chargé de

Etat de la
France.

La partie militaire, fardeau supérieur à ses forces. Les ressorts du gouvernement se ressentoient en quelque sorte de la vieillesse du monarque, & la France touchoit au terme de sa fortune. Le duc de Bourgogne, digne de servir de modèle à tous les princes, ayant sous lui le maréchal de Boufflers, fit en Flandre une campagne malheureuse. Les François reculèrent devant Marlborough, qui s'empara de Venlo, de Ruremonde, de Liège, se préparant ainsi à des expéditions plus mémorables.

Campagne
de Flandre.

On se battoit en même temps sur mer. Les Anglois attaquèrent Cadix, & échouèrent dans cette entreprise. Mais ils forcerent le port de Vigo, où ils se rendirent maîtres de dix vaisseaux de guerre & de onze galions. La perte des Espagnols fut considérable en argent & en marchandises, quoiqu'ils eussent prévenu l'arrivée de la flotte Angloise, pour mettre une partie de leurs effets en sûreté. L'amiral Bembow fut battu par les François dans les Indes occidentales. Ce brave marin, d'un caractère violent, s'étoit attiré la haine de plu-

Expéditions
maritimes.

sieurs de ses officiers qui le trahirent lâchement. Il eut une jambe emportée, & reçut d'autres blessures, sans vouloir quitter le tillac. Un officier lui témoignant sa douleur de ce qu'il avoit perdu la jambe : *J'en suis fâché comme vous*, répondit Bembow ; *mais puisse-je les avoir perdues toutes deux, plutôt que d'être témoin de ce déshonneur de ma nation !* Quelques-uns des traîtres, dont il avoit lieu de se plaindre, furent condamnés à mort & exécutés.

La reine gagnela confiance du parlement.

Cependant la reine, en gagnant le cœur de ses sujets, jetoit la semence des prospérités qu'on vit naître dans la suite. Elle convoqua un parlement, & le harangua de la manière la plus propre à persuader. Loin de faire valoir sa prérogative en faveur des abus contraires au bien général, elle demanda que les communes examinassent les comptes de recette & de dépense, afin que si les finances étoient mal administrées, on pût découvrir les vices de l'administration, & punir sévèrement les coupables. Elle exhorta la chambre à chercher des moyens de rendre le commerce, les

manufactures & les arts plus florissans. » L'amour de son peuple, ajouta-t-elle, lui paroïssoit le meilleur gage de son obéissance & de sa fidélité; elle regardoit son propre intérêt comme inséparable de l'intérêt de la nation; & le bonheur public seroit le but de tous ses efforts ». Ces sentimens qui devoient toujours animer les souverains, avoient le mérite de la sincérité. Les deux chambres y répondirent par des adresses pleines de reconnoissances. Celle des communes portoit que les progrès étonnans des armes de Sa Majesté, sous le comte de Marlborough, avoient rétabli avec éclat l'ancien honneur de la nation Angloise. Expression injurieuse à la mémoire de Guillaume, & sur laquelle il s'éleva de grandes disputes. Plusieurs rejetoient le mot *rétabli*; mais il passa malgré eux à la pluralité de cent voix.

La mémoire
de Guillaume
outragée.

On accorda des subsides pour l'entretien de quarante mille hommes. On remercia le duc d'Ormond & l'amiral Rooke de l'expédition de Vigo. Marlborough, créé duc par la

reine , reçut les éloges qu'il méritoit. Anne l'avoit gratifié d'une pension de cinq mille livres sterling sur les postes , & vouloit la faire passer à ses descendans. Ce fut dans la chambre basse une matiere de débats. Le duc supplia la reine de renoncer à une demande qui pouvoit nuire aux affaires & au bien public ; & les communes , en exaltant les services de ce général , dirent qu'elles avoient craint seulement d'autoriser par un tel exemple l'aliénation des revenus de la couronne , extrêmement diminués par les dons excessifs du dernier regne. Elles assurerent au prince de Danemark une pension de cent mille livres sterling , au cas qu'il survécût à sa femme. On l'exempta de l'article de l'acte de succession qui excluoit des officès tout étranger , même naturalisé dans le royaume. La qualité d'époux de la reine ne donnoit aucune autorité à ce prince. Anne regna toujours seule ; & il partagea sa gloire sans en acquérir de personnelle.

1703.

Les Torys

La chaleur des partis subsistoit encore. Les Torys avoient le dessus dans le parlement , & la reine leur

étoit favorable. Attachés à la religion Anglicane , ils prirent les armes du faux zele pour satis faire leur animosité. La plupart des Whigs , quoiqu'unis en apparence de communion avec l'église , & ne se faisant pas scrupule de prêter les sermens ordinaires, fréquentoient les assemblées des non-conformistes, sans être privés d'aucun avantage des citoyens. Le parti dominant alors joignoit à la haine de leur secte l'envie de les exclure des emplois. Il regardoit comme un vrai schisme cette conformité *occasionnelle* qui , sous un extérieur de soumission , cachoit une révolte opiniâtre contre la foi & l'orthodoxie. On présenta un bill en conséquence , dont le préambule blâmoit la persécution , & dont le but sembloit en être une sorte. Quiconque avoit prêté les sermens pour avoir des places de confiance , & fréquentoit ensuite les assemblées non-conformistes, devenoit , selon la teneur du bill , incapable de remplir ces places , sujet à une amende , & ne pouvoit posséder aucun autre emploi qu'après un an de conformité. On

dominant &
persécutent.

Conformité
occasionnelle.

prétendoit que l'église nationale étant nécessaire, soit pour le maintien de la religion, soit pour la tranquillité de l'état, il falloit absolument la soutenir en ne confiant la puissance civile qu'à des citoyens fideles à ses principes & à ses regles; qu'il étoit absurde d'admettre aux places importantes une secte d'hommes dont les consciences fussent trop tendres pour obéir aux lois, & assez dures pour les violer; qu'il étoit contradictoire d'être en même temps conformiste & non-conformiste, d'embrasser sincèrement une communion à laquelle on ne vouloit pas se conformer; qu'enfin cet acte n'ajoutoit rien aux droits légitimes de l'église, & n'ôtoit rien à l'acte de tolérance passé sous le dernier regne. Les adversaires du bill opposerent à ces raisons l'attachement des non-conformistes au gouvernement actuel, les suites d'une rigueur capable de les irriter, les avantages qu'avoit procurés la tolérance, même en multipliant par la douceur le nombre des partisans de l'église. Ils observerent de plus que cette église entretenant la communion

avec les réformés des autres pays , on ne devoit pas traiter de schismatiques des protestans Anglois. Le bill passa néanmoins dans la chambre basse ; mais il fut rejeté par les pairs , parce qu'on ne voulut point admettre les modifications qu'ils proposoient. Les deux chambres eurent de vives disputes au sujet de l'examen des comptes & du droit de juger les comptables. L'esprit de parti & la constitution même du parlement occasionnoient souvent de pareils débats , peu dangereux lorsqu'ils n'arrêtoient pas le cours des affaires. Deux factions divisoient aussi le clergé , celle de la haute église , & celle de la basse . Les uns accusoient leurs adversaires de n'être que des presbytériens hypocrites ; les autres , d'être les partisans de la tyrannie & de la persécution. Ces querelles finirent par la prorogation du parlement.

Disputes des
partis.

Il restoit en Ecosse un levain de troubles , dont les effets pouvoient devenir plus contagieux. La reine , en suivant les traces de son prédécesseur , fit d'abord quelques tentatives pour la réunion des deux royaumes.

Troubles en
Ecosse.

Ecossois opposés à l'union des deux royaumes

Mais quoique les Ecossois reconnussent son autotité, & lui jurassent l'obéissance, ils parurent très éloignés de ce projet. Dans une longue séance de leur parlement, on vit éclater sans cesse l'inquiétude, la jalousie & la haine des partis. L'ancien génie de la nation développa sa turbulente activité. Les bills se succédèrent en foule. Fletcher, homme intrépide dans ses sentimens républicains, avança que l'Ecosse deviendrait esclave, si elle se soumettoit au successeur de la couronne d'Angleterre, sans avoir établi des conditions de gouvernement qui pussent lui servir de rempart contre le ministère Anglois. Les conditions qu'il proposa pour les successeurs de la reine, furent que toutes les places civiles & militaires, toutes les pensions seroient conférées dans la suite par le parlement; que le président seroit choisi par l'assemblée; que dans les intervalles des sessions, un comité de trente-six membres auroit l'administration du gouvernement sous le prince, agiroit en qualité de son conseil, & seroit comptable envers le parlement d'Ecosse. Il

voulait

vouloit que le successeur fût élu à la pluralité des voix ; & il déclara qu'il nommeroit plutôt un papiste rigide avec ces conditions , qu'un bon protestant sans elles. Son audace eut beaucoup d'imitateurs. Les cris de liberté , les invectives contre le ministère retentirent dans toute la chambre. On mit en question s'il falloit délibérer sur les subsides ou sur la liberté nationale. Un membre dit que tout le fruit des travaux & des dépenses de la nation seroit évidemment de porter le poids d'un subside , & de plier sous le joug de la servitude. Un autre ajouta que les libertés étant détruites , les privileges du parlement le seroient bientôt ; mais qu'il exposeroit sa vie pour défendre son droit naturel , & qu'il aimeroit mieux mourir libre que de vivre esclave. Le duc de Queensberry , commissaire de la reine , s'étant opposé à la délibération sur l'acte de Fletcher , le comte de Roxburg déclara que s'il n'y avoit pas d'autre moyen d'obtenir un droit si essentiel aux parlemens , on devoit le requérir l'épée à la main. Peu s'en fallut que le commissaire ne fût mis

Affaires d'Ir-
lande.

en pieces. Il calma les esprits en promettant qu'on suivroit dans la premiere séance les ouvertures pour la liberté. Ensuite il prorogea le parlement. Celui d'Irlande donna aussi des signes d'animosité, & inquiéta le duc d'Ormond, gouverneur de ce royaume, respectable par sa générosité & son mérite, mais trop adonné au plaisir, trop avide des applaudissemens populaires, & environné de subalternes dont les manœuvres intéressées échapoient à sa vigilance. On se plaignit de malversations, de rapines. On ne laissa pas de montrer beaucoup de zele pour le gouvernement établi; & l'on passa un acte sévere contre les catholiques, soupçonnés de nouveaux desseins en faveur du prétendant.

Campagne
malheureuse
des alliés.

Les opérations militaires furent plus avantageuses à la France qu'à ses ennemis. Si d'un côté le duc de Marlborough prit Bonn, Huy & Limbourg; de l'autre, Boufflers mit en déroute l'armée du général Hollandois Opdam: le maréchal de Villars joint à l'électeur de Baviere, défit les impériaux près de Donavert; le duc de

Bourgogne se rendit maître du vieux Brisac; Tallard reprit Landau, & remporta une victoire sur le prince de Hesse. L'empereur, qui avoit déclaré roi d'Espagne son fils l'archiduc Charles, trembla pour lui-même & pour l'empire. Les flottes Angloises ne réussirent nulle part; une tempête affreuse, par laquelle les maisons même de Londres furent ébranlées, fit périr treize vaisseaux de guerre avec environ quinze cents hommes; la perte de Londres, estimée un million sterling, ne fut qu'une partie de la perte immense du royaume. Ces événemens devoient animer la confiance de Louis XIV; mais il perdit à son tour deux alliés, dont la défection lui présageoit des disgrâces. Le duc de Savoie, beau-pere du jeune roi d'Espagne & du duc de Bourgogne, sans égard ni pour les liens du sang, ni pour la foi des traités, sacrifiant tout à l'ambition de s'agrandir, abandonna ses deux gendres, gagné par les offres de l'empereur & par l'argent que lui promit l'Angleterre. De semblables motifs d'intérêt décidèrent le roi de Portu-

Défection
du duc de Sa-
voie & du roi
de Portugal.

gal en faveur de l'archiduc & de la grande alliance. Le prince Autrichien se rendit promptement en Angleterre, où il s'embarqua pour Lisbonne avec des troupes Angloises & Hollandaises. Son meilleur appui étoit le secours des ennemis de Rome & de la France. Aussi l'appela-t-on dans la légende d'une médaille : *Charles, par la grace des hérétiques, roi catholique.*

Efforts de
l'Angleterre.

Jamais l'Angleterre n'avoit été plus ardente à défendre sa liberté, qu'elle le fut à mettre sur le trône d'Espagne un prince dont les intérêts ne lui étoient chers que par haine contre la France & contre Louis XIV. Le parlement résolut d'entretenir quatre-vingt-dix mille hommes tant sur mer que sur terre. Les deux chambres conspiroient au même dessein, quoiqu'une jalousie mutuelle les divisât. Leurs disputes se réveillèrent au sujet d'un complot (vraisemblablement chimérique) formé de concert avec la France en faveur du Prétendant. Quelques citoyens suspects ayant été arrêtés, & la reine faisant informer contre eux, les pairs entreprirent

l'instruction de ce procès : démar-
che offensante sous les dehors d'un
zele empressé. Les communes saisif-
sent l'occasion d'épancher leur bile.
Elles témoignent à la reine leur éton-
nement de ce que les pairs ont violé
les lois & blessé la prérogative , en
s'attribuant l'examen des prisonniers
arrêtés par ordre de Sa Majesté ; elles
l'assurent de leurs dispositions à sou-
tenir sa prérogative , à repousser toute
entreprise qu'on pourroit faire contre
sa personne. Cette adresse irrite avec
raison la chambre haute. On la dé-
clare injurieuse , contraire aux regles
du parlement , & d'une conséquence
funeste aux libertés & à la constitu-
tion du royaume. Les pairs soutien-
nent qu'ils ont un droit incontestable
d'examiner les criminels d'état , pri-
sonniers ou non. Ils appuient leur
prétention sur plusieurs exemples.
Mais l'esprit de corps est ombrageux.
Les communes sembloient tourner
contre les seigneurs l'inquiétude
qu'elles avoient exercées autrefois
contre la couronne. Ceux-ci n'en
étoient que plus vifs à chagriner les
communes. Anne s'efforça de leur

Querelles des
deux cham-
bres.

inspirer aux uns & aux autres des sentimens de paix aussi utiles au parlement même qu'à toute la nation. Elle ne suspendit les disputes qu'en prorogeant l'assemblée. Les factieux d'Ecosse ne lui causerent pas moins de soucis. Pour calmer la fermentation de ce royaume, où l'amour de l'indépendance se ranimoit jusqu'à la fureur, elle donna son consentement à un acte de *jurété* qui venoit de passer au parlement Ecoissois. L'acte portoit qu'en cas que la reine mourût sans enfans, le parlement s'assembleroit aussitôt, & nommeroit un successeur à la couronne différent du roi d'Angleterre, à moins qu'on n'eût fait auparavant un établissement national conforme aux libertés du pays & indépendant des conseils Anglois; & que la cour n'eût donné le pouvoir d'armer les sujets pour les mettre en état de défense. Le grand trésorier Godolphin, principal ministre de la reine, lui conseilla de céder en cette occasion à la nécessité des conjonctures. Il fut dès-lors exposé au blâme & aux cabales des Tors.

L'empereur étoit sur le point de

Acte de *jurété* en Ecosse.

succomber, si on ne voloit à son secours. Pressé par les Hongrois qui avoient secoué le joug, & par l'électeur de Baviere qui occupoit déjà toutes les places du Danube jusques à Passau; craignant pour sa capitale, pour sa personne même, il implora l'assistance de l'Angleterre. Les Hollandois vouloient combattre dans les Pays-Bas. Marlborough, malgré leur répugnance, conduit l'armée en Allemagne. Il force les lignes de l'électeur; il prend Donavert, il ravage le pays, il se joint enfin au prince Eugene. Ces deux généraux, émules de gloire, animés du même zele pour la cause commune, attaquent près d'Hochsted l'armée Françoisse & bavaroise, supérieure en nombre, & qui en évitant le combat, pouvoit réduire les ennemis par la disette de rages. Villars, brouillé avec l'électeur de Baviere, étoit alors employé contre les Huguenots rebelles des Cevennes. Un grand général ne peut guere se remplacer. Les maréchaux de Tallard & de Marsin, moins habiles que lui, quoique aussi braves, firent des fautes auxquelles on attri-

1704.

Bataille
d'Hochsted ou
de Bleuheim.

bua leur défaite. Le premier, dont la vue étoit extrêmement foible, se jeta dans un escadron ennemi, & y resta prisonnier. Bientôt la déroute est générale, la campagne jonchée de morts, le Danube couvert de fuyards qui se noient en voulant se sauver. Il restoit dans le village de Blenheim onze à douze mille hommes des meilleures troupes. Ne pouvant se mettre en bataille, ni percer à travers une armée victorieuse, ils se rendirent prisonniers sans combattre. Officiers & soldats frémirent de cette apparence de lâcheté; quelques-uns enterrent leurs drapeaux; mais leur gloire n'en fut pas moins flétrie aux yeux du public, juge quelquefois trop sévère lorsqu'il ne pénètre point les causes d'un événement.

* Suite de la
victoire des al-
liés.

Les alliés remportèrent une victoire complete. Environ douze mille morts, quatorze mille prisonniers, cent piéces de canon, trois cents drapeaux ou étendards, un butin immense leur servirent de trophées. Le duc de Baviere, obligé de prendre la fuite, leur abandonna son pays. Ils pénétrèrent en Alsace, prirent Lan-

dau , répandirent au loin la terreur. Marlborough s'étoit signalé dans l'action autant par son courage que par ses talens militaires. Tallard son prisonnier le complimentant de ce qu'il avoit vaincu les meilleures troupes du monde , il répondit que les siennes valoient mieux sans doute , puisqu'elles avoient vaincu (comme si les circonstances ne décidoient pas souvent de la victoire). Marlborough reçut des récompenses dignes de ses services. L'empereur le créa prince de l'empire , la Hollande le traita comme elle auroit fait un stathouder , sa patrie le combla d'éloges. Un vaste château , auquel on donna le nom de Blenheim est un monument de la reconnaissance publique à son égard. Le célèbre Addison lui fit peut-être encore plus d'honneur en l'immortalisant par ses vers.

L'archiduc & les Anglois ne trouverent pas en Portugal les secours qu'ils avoient espérés. Combattre avec des hérétiques étoit aux yeux des Portugais une sorte d'apostasie. Loïn de pénétrer en Espagne , & d'y faire des conquêtes , ils perdirent

Affaires d'Espagne. Siège de Gibraltar.

quelques-unes de leurs places. Mais l'Espagne perdit Gibraltar cette ville importante que l'on croyoit imprenable. La garnison n'étoit que de cent hommes. On auroit pu sans garnison résister à la plus forte armée, si la confiance n'avoit empêché les bourgeois de se tenir sur leurs gardes. Après une expédition si heureuse, les Anglois devenus maîtres de la Méditerranée, livrerent bataille à la flotte Françoisse commandée par le comte de Toulouse. On s'attribua la victoire de part & d'autre, preuve certaine que l'avantage ne fut décisif d'aucun côté. Cependant la marine de Louis XIV cessa dès-lors de paroître formidable. Une guerre ruineuse épuisoit les ressources de la France, & de nouveaux désastres la menaçoient. Rien n'est plus propre que le succès à nourrir la passion des armes. Anne trouva dans le parlement autant d'ardeur à lui donner des subsides, que d'empressement à la féliciter de ses triomphes. On lui accorda près de cinq millions sterling pour l'année suivante. Marlborough força les lignes de

l'électeur de Baviere & du maréchal de Villeroi dont l'armée se retira sous Louvain. Le maréchal de Tessé, soutenu par une escadre de treize vaisseaux, tenta inutilement de reprendre Gibraltar. Le comte de Peterborough, l'un des hommes les plus singuliers & les plus braves d'Angleterre, prit Barcelone, & soumit la Catalogne entière. L'auteur du siècle de Louis XIV rapporte un trait qui fera juger du caractère de ce général. Tandis que le vice-roi capituloit avec lui à la porte de Barcelone, les Allemands pénétrèrent dans la place, & commencerent à piller, à massacrer. Le vice-roi se plaint qu'on le trahit. Péterborough l'assure de sa bonne foi, & demande qu'on le laisse entrer avec ses troupes, promettant d'appaiser le tumulte, & de revenir conclure la capitulation. On le croit sur sa parole; il marche suivi des Anglois, il arrête le désordre, dissipe les soldats Allemands, leur arrache leur proie, & revient signer les articles du traité.

Le cours des hostilités ne faisoit pas perdre de vue les affaires d'Ecosse. Les démarches du parlement Ecos-

1703.

Prise de Barcelonne. Péterborough.

1706.

L'Angleterre

& l'Ecosse réunies en un seul royaume.

fois, son acte de fureté, les semences de révolte répandues dans ce royaume, inspiroient tout à la fois des craintes & de l'indignation. Les deux chambres prirent des mesures en 1704 pour contenir les factieux. Il fut réglé que les Ecossois ne pourroient jouir des privileges de l'Angleterre, jusqu'à ce que l'union des deux royaumes fût consommée, & la succession établie en Ecosse pour la maison de Hanover; on fit quelques réglemens défavantageux à leur commerce; on autorisa cependant la reine à nommer des commissaires pour traiter de l'union. Le parlement d'Ecosse consentit enfin à ce grand projet. Les commissaires des deux nations furent nommés par la reine; & après quelques mois de conférence, ils arrêterent les articles du fameux traité qui devoit réunir en un seul corps ces peuples si long-temps ennemis implacables. Il porte en substance que les deux royaumes n'en feront qu'un sous le nom de Grande-Bretagne; que la succession passera à la princesse Sophie & à ses héritiers conformément aux actes du parle-

ment d'Anglererre ; que tous les sujets de la Grande-Bretagne jouiront des mêmes privileges , & seront assujétis aux mêmes lois ; que le royaume sera représenté par un seul & même parlement , dans lequel il y aura seize pairs d'Ecosse & quarante-cinq députés à la chambre des communes ; que tous les pairs d'Ecosse & leurs successeurs seront réputés pairs de la Grande-Bretagne , & participeront à toutes les prerogatives de ceux d'Angleterre , excepté au droit d'avoir séance au parlement ; qu'on donnera aux Ecossois trois cents quatre-vingt-dix-huit mille livres sterling , comme équivalent des sommes qui seront levées sur l'Ecosse en conséquence de l'union ; que si les revenus de ce royaume viennent à augmenter , on augmentera selon la même proportion l'équivalent ; & que cet argent , soit celui d'Angleterre , soit celui d'Ecosse , sera destiné au paiement des dettes nationales , à l'encouragement du commerce , &c.

Un traité si utile dans le système du gouvernement , & si nécessaire au bien de l'état , trouva en Ecosse les

Les Ecossois
opposés à l'union.

plus violentes oppositions. Tous les partis se réunirent d'abord pour l'attaquer. Les presbytériens s'imaginoient que leur religion alloit périr ; les Jacobites (qu'on nommoit aussi les cavaliers) étoient indignés de voir le prétendant exclus pour jamais de la couronne ; la noblesse frémissait de perdre , par la ruine du parlement, le plus précieux de ses privilèges ; les marchands trembloient pour leur commerce , malgré l'avantage de pouvoir trafiquer dans les colonies Angloises ; la nation en général se regardoit comme dépouillée de ses droits, livrée à la servitude , vendue à une puissance étrangère. Plusieurs membres du parlement Ecoissois s'élevèrent avec vigueur contre le traité.

» Quoi ! s'écria le duc d'Hamilton ,
» abandonnerons-nous en une demi-
» heure ce que nos ancêtres ont main-
» tenu depuis tant de siècles aux dé-
» pens de leur vie & de leur fortune ?
» N'y a-t-il donc ici aucun descendant
» de ces dignes patriotes qui défen-
» doient la liberté de leur pays contre
» quiconque vouloit l'attaquer ? Où
» sont les barons , où sont les pairs ac-

„ coutumés à se réunir pour être le
„ boulevard de la nation ? Sacrifie-
„ rons-nous la souveraineté & l'in-
„ dépendance de notre patrie , lors-
„ que ceux que nous représentons
„ nous ordonnent de les soutenir , &
„ nous promettent leur secours » ?
Plusieurs observerent que consentir
au traité , seroit renverser la consti-
tution du royaume ; que chaque peu-
ple avoit ses lois fondamentales aux-
quelles nulle autorité ne pouvoit don-
ner atteinte ; que l'existence & les
droits du parlement faisant une partie
essentielle de l'état , le parlement mê-
me n'avoit pas le pouvoir de rien
changer à cet égard ; que la nation en-
tière devoit concourir au sacrifice de
ses privileges ; & qu'un semblable sa-
crifice n'entraînoit que des suites per-
nicieuses.

En d'autres temps , la moindre de
ces raisons auroit mis toute l'Ecosse
en armes. Il y eut même alors un
commencement de révolte ouverte.
Les presbytériens enthousiastes leve-
rent l'étendard , brûlerent publique-
ment le traité , publièrent une déclara-
tion , résolurent de dissoudre le

Le traité d'u-
nion confirmé
en Ecosse.

parlement. Un des commissaires , quoiqu'environné de gardes , fut insulté par le peuple , & courut souvent risque de sa vie. Cependant , soit que l'influence de la cour & les moyens de corruption prévalussent sur l'esprit national , soit que les avantages de l'union parussent enfin l'emporter sur les inconvéniens , & que la première chaleur s'étant calmée eût fait place à des réflexions plus justes ; le parlement d'Ecosse ratifia tous les articles avec de légers changemens. Ainsi fut exécuté par une femme un projet que Guillaume , malgré sa profonde politique , avoit inutilement formé. Ce qui paroît impossible , n'a souvent que des difficultés apparentes. Le bien réel se fait sentir tôt ou tard ; & le gouvernement peut tout , pourvu qu'il applique ses forces avec sagesse.

Disputes en
Angleterre sur
l'union.

Quand le traité fut mis sous les yeux du parlement d'Angleterre , il excita , comme en Ecosse , des disputes & des contestations ; tant l'uniformité de sentimens est rare parmi les hommes. Un membre des communes le compara à un mariage forcé

auquel la femme ne consent point.
 Selon lui, » la corruption & la vio-
 » lence avoient produit cet acte qui
 » dès-lors ne pouvoit être solide. La
 » reine, obligée par son serment de
 » maintenir la religion Anglicane,
 » s'obligeoit encore de défendre l'é-
 » glise presbytérienne d'Ecosse; com-
 » ment dans un même royaume con-
 » cilier deux objets si incompatibles?
 » comment réunir deux nations op-
 » posées en matiere si essentielle » ?
 Le lord Haversham, après avoir in-
 sisté sur des raisons à peu-près sem-
 blables, ajouta que, puisque l'on
 abolissoit les privileges des pairs d'E-
 cosse, il étoit à craindre que ceux
 des pairs d'Angleterre ne fussent pas
 un jour plus respectés; que cet exem-
 ple devoit inspirer de justes alarmes;
 & que l'union étant odieuse aux
 Ecoissois, dangereuse pour les An-
 glois, il importoit également aux
 deux nations de la rejeter. Il étoit
 facile de réfuter ces argumens. Dans
 les grandes affaires, il y a toujours
 plusieurs faces différentes; les avan-
 tages & les inconvéniens se touchent :
 quand les premiers l'emportent de

beaucoup sur les autres, ils doivent décider la politique. » Or, disoit on, » la sureté, la tranquillité du royaume seront évidemment les fruits » du traité : les ennemis les plus à » craindre, la France & le papisme, » ne seront plus redoutables, si la » Grande-Bretagne ne fait qu'un » corps : quant aux affaires ecclésiastiques, un gouvernement sage & » modéré peut éteindre le feu des » disputes : les cantons Suisses ne sont-ils pas très unis, quoique de religions différentes ? & la diète d'Allemagne n'est-elle pas une preuve » que la diversité de croyance n'est » point un obstacle à l'union politique ? Un acte soutenu par des raisons plausibles, attaqué par des objections beaucoup moins fortes, devoit entraîner le plus grand nombre des suffrages. Le parlement le ratifia ; & l'expérience a fait disparaître les fantômes que l'imagination opposoit au bien commun.

Bataille de
Ramillies.

Cependant la guerre dévastoit l'Europe, & Louis essuyoit de nouveaux malheurs. Son armée de Flandre étoit sous les ordres du maré-

chal de Villeroi, seigneur généreux, courtisan chéri, mais imprudent général, plein de cette confiance aveugle qui s'égare en dédaignant les sages conseils. Marlborough remporta sur lui une victoire fameuse à Ramillies. Les François se défendirent à peine une demi heure, furent mis en déroute, perdirent vingt mille hommes, tués, blessés ou prisonniers. Toute la Flandre Espagnole, subit le joug du vainqueur. Un autre désastre fondit la France. Turin étoit assiégé par le duc de la Feuillade plus digne, comme Villeroi, de figurer à la cour que d'être à la tête d'une armée. Chamillard, son beau-pere, avoit épuisé le trésor pour le succès de cette expédition. Mais le général n'étoit que vaillant, & le siege mal dirigé traînoit en longueur. Le duc de Savoie sort de la ville, & se joint au prince Eugene; l'un & l'autre forcent les lignes des François, dissipent l'armée que commandoit le duc d'Orléans, s'emparent de toutes les provisions, des bagages, de la caisse militaire, demeurent maîtres du Piémont, & bientôt du reste de l'Italie. Les fau-

Siege de Turin.

tes de la Feuillade, & principalement un ordre secret de la cour qui défendoit d'aller aux ennemis en cas qu'ils voulussent secourir Turin, furent la cause de cette défaite accablante. Le ministère étoit devenu timide après tant de pertes; mais il est des cas où l'on risque plus en attendant le péril qu'en l'affrontant. Barcelone fut assiégée avec aussi peu de succès. Le maréchal de Tessé leva le siège, abandonnant aux ennemis un riche butin. Le comte de Ruvigni, François, devenu pair d'Angleterre, & connu sous le nom de lord Galway, s'empara de plusieurs villes Espagnoles, pénétra jusqu'à Madrid, fit proclamer le prince Charles, tandis que Philippe V, abattu par ses disgrâces & par celle de son ayeul, n'avoit plus que de foibles espérances. Il est difficile, selon la remarque de M. de Voltaire, de donner un roi à une nation malgré elle. Les Castillans avoient préféré Philippe. Leur courage s'anima au fort du danger : ils firent les plus grands efforts pour soutenir leur choix & leur réputation; le roi rentra bientôt dans sa capitale

Expéditions
en Espagne.

où son rival étoit détesté, & où la qualité seule d'hérétiques faisoit regarder les Anglois avec horreur.

Louis XIV, malheureux par-tout, ne démentit point sa grandeur d'ame. Il parut desirer la paix, sans plier sous le fardeau de la guerre. Il envoya de nouvelles troupes en Espagne, quelque besoin qu'il en eût ailleurs. Le maréchal de Barwick, Anglois, qui commandoit son armée dans ce royaume, gagna sur les Anglois & les Portugais la bataille d'Almanza, suivie de la prise de Lérída & d'autres villes par le duc d'Orléans. Villars étoit employé en Allemagne, & s'y rendoit formidable. Mais la France se vit en danger. Le duc de Savoie & le prince Eugene passerent le Var, assiégèrent Toulon. Une flotte Angloise attaqua la ville par mer. Si l'entreprise avoit réussi, la Provence étoit perdue, & l'ennemi pouvoit étendre plus loin ses conquêtes. Le duc de Savoie avoit manqué de diligence; des secours arriverent à propos; le siege fut levé; les alliés hâterent leur retraite; la disette, les maladies, l'audace des paysans pro-

Bataille d'Almanza.

Siege de Toulon.

vençaux leur firent perdre beaucoup de monde. Plusieurs vaisseaux Anglois échouèrent en se retirant, & l'amiral Shovel se noya. C'étoit une consolation médiocre des calamités de la France. Marlborough, après un voyage à Leipfick, où il avoit tenté de mettre le roi de Suedé Charles XII dans les intérêts de l'Angleterre, vint reprendre le commandement de l'armée dans les Pays Bas. Sa campagne fut infructueuse, parce que les François ne voulurent rien hasarder.

1708.

Marlborough
perd son cré-
dit à la cour.

Le crédit de cet illustre général commençoit à décliner en Angleterre. Les Torys le haïssoient comme chef du parti des Whigs. La duchesse sa femme, qui avoit gouverné la reine avec une sorte de despotisme, se rendit enfin insupportable par ses hauteurs. Une autre favorite lui succéda; &, quoique sa cousine & sa créature, elle mit son adresse à la supplanter. Le secrétaire d'Etat Robert Harley, & Saint-Jean, depuis célèbre sous le nom de Bolingbroke, conjurerent la disgrâce de Marlborough & du grand trésorier Godolphin. On reprochoit au général autant d'avarice que d'am-

bition. Il amassoit des trésors immenses, il jouoit un des premiers rôles en Europe. La guerre, si terrible pour le peuple, étoit pour lui le chemin de la fortune. Déjà le mécontentement se répandoit de toutes parts. L'Ecosse en particulier conservoit un dangereux levain de sédition, quoique le premier parlement de la Grande Bretagne se tint conformément au traité. Dans ces conjonctures délicates, Louis XIV fait sonder les esprits des Ecois, & entreprend une invasion en faveur du Prétendant, qu'on appeloit en France & à Rome Jacques III. Une flotte Angloise de cinquante vaisseaux de guerre attend les François au passage; le chevalier de Forbin, chargé de conduire le prince, est contrarié par les vents; à peine peut-il sauver ses vaisseaux; & cette expédition aboutit à semer quelques vaines alarmes dans le royaume. Le fils de Jacques II, avec ses adhérens, fut déclaré traître & rebelle; on suspendit l'acte d'*Habeas corpus* pour que le gouvernement pût s'assurer des personnes suspectes; on arrêta plusieurs Ecois;

Louis XIV
entreprend
une invasion
en Ecosse.

on se précautionna contre le danger ; & Louis XIV n'eut que la gloire d'avoir formé une entreprise hardie , après avoir essuyé tant de malheurs.

Le duc de
Bourgogne &
Vendôme
échouent en
Flandre.

Ce monarque aussi ferme dans l'adversité que fier dans le cours de ses succès , fit des efforts incroyables pour triompher de la fortune. Les ressources de la France parurent se multiplier avec ses pertes. Une armée d'environ cent mille hommes , sous le commandement du duc de Bourgogne aidé par le duc de Vendôme , devoit relever dans les Pays Bas l'honneur des armes Françaises. Malheureusement le grand prince ne s'accorda point avec le grand général. Le premier étoit aussi pieux que l'autre étoit ennemi de la contrainte ; & la différence de caractères & de principes troubla l'harmonie de leurs conseils. Ils surprirent Gand & Bruges ; mais ils furent battus à Oudenarde. Eugene & Marlborough , inférieurs en forces , avoient l'avantage de penser , d'agir toujours de concert. Les difficultés s'applanissoient devant eux ; l'entreprise la plus téméraire en apparence cessoit de l'être quand ils en formoient

formoient le dessein. L'Europe fut étonnée de les voir assiéger Lille devant une armée formidable qui pouvoit enlever leurs convois, forcer leurs retranchemens, les réduire à de funestes extrémités. Lille succomba néanmoins malgré les efforts du maréchal de Boufflers qui la défendit près de quatre mois avec une habileté & un courage dignes de lui. Gand, Bruges & d'autres places ouvrirent leurs portes à l'ennemi. Un parti Hollandois s'avança jusque sous le château de Versailles. Le duc de Savoie étoit maître des passages vers le Dauphiné; l'Empereur Joseph, frère de l'archiduc Charles, tenoit Landau une des clés de la France. Paris trembla; tout le royaume fut rempli de consternation.

Siege de Lille.

Philippe V, dont la destinée incertaine flotloit au gré des événemens, ne pouvoit être plus heureux que Louis XIV. L'Empereur lui avoit déjà enlevé Naples & la Lombardie. Les Anglois lui enleverent encore la Sardaigne pour l'empereur, & l'isle de Minorque pour eux-mêmes. Clément XI, partisan des Bourbons, en

Pertes du roi d'Espagne.

bres étoit de telle nature qu'on ne devoit point y attendre de réponse. L'acte de naturalisation en faveur des protestans étrangers passa enfin au parlement, & reçut la forme de loi. Les Torys s'y opposerent en vain, sous prétexte que ces étrangers n'auroient point le cœur Anglois, qu'ils deviendroient dangereux en parvenant aux offices, que leur fortune ou leur pauvreté seroit également nuisible à l'état. Cependant les réfugiés François n'avoient que trop bien servi l'Angleterre, soit par leur industrie, soit par leur bravoure. La révocation de l'édit de Nantes les avoit rendus les plus implacables ennemis de Louis XIV. Ils sembloient être nés Anglois. Ce motif touchoit moins les Whigs, que l'envie de contrebalancer le crédit de leurs adversaires, en admettant les étrangers dans le corps de la nation : car l'intérêt de parti étoit devenu l'ame des affaires nationales.

Acte de naturalisation en faveur des protestans.

Un événement singulier fixa l'attention du parlement & de la cour. L'ambassadeur de Moscovie fut arrêté à la poursuite d'un marchand.

L'ambassadeur de Russie. mis en prison.

On le traîna en prison , on le maltraita , & il n'obtint sa liberté qu'après que le comte de Feversham se fût fait caution pour lui. Cette insulte au caractère d'ambassadeur excita les plaintes des puissances. Le Czar Pierre demanda qu'on en punit de mort les auteurs. La reine , indignée comme lui de l'attentat , desiroit ardemment de le satisfaire. Mais les lois du royaume ne permettoient point une telle punition. C'est aux lois à infliger la peine de mort. On n'en trouva aucune qui le fit en pareil cas. Le zèle du parlement se réduisit à passer un bill pour maintenir les privilèges des ministres étrangers. Les juges du banc de la reine informèrent contre le marchand , & treize autres personnes qui avoient eu part à l'insulte. Ils furent trouvés coupables , & les privilèges des ambassadeurs furent de nouveau reconnus , sans qu'il y eût moyen de passer les bornes de la loi. Anne consentit à faire des excuses solennelles par son ministre. Le Czar n'exigea rien de plus , admirant peut-être , malgré son despotisme , une législation douce , si at-

tentive à garantir le citoyen des coups de l'autorité arbitraire.

Plus de sept millions sterling de subsides que le parlement avoit accordés, mettoient la reine en état de tout entreprendre. Un hiver affreux, suivi d'une famine presque générale, ne ralentit point l'ardeur des alliés pour la guerre. La fureur de détruire ses semblables par les armes subsistoit au milieu des fléaux de la nature. Louis XIV, dont les ressources n'égalent plus celles de ses ennemis, & dont les armées sembloient devoir périr de misère, envoya demander la paix qu'on avoit auparavant reçue de lui. Il offrit de démolir Strasbourg & Dunkerque, d'abandonner le Prétendant, de renoncer à toute prétention sur la monarchie Espagnole, de céder aux Etats généraux la barrière qu'ils demandoient dans les Pays-Bas, & de traiter avec l'empereur suivant les articles de Rîswick. Plus la fortune abaissoit ce fier & puissant monarque, plus on affecta d'insulter à ses malheurs. Le prince Eugene, le duc de Marlborough, le grand Pensionnaire Heinsius, unis dans les mê-

 1709.

Louis XIV
demande la
paix.

mes vues par des motifs plus ou moins nobles, vouloient le réduire aux dernières extrêmités. Ils poussèrent l'insolence, (car on ne peut adoucir le terme) jusqu'à demander qu'il se joignît à eux pour détrôner son petit-fils. *Puisqu'il faut faire la guerre, dit le roi, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfans.*

Bataille de
Malplaquet.

Le zèle & le courage des François se raniment sous le poids de l'humiliation & de l'infortuné. Louis met sur pied une grande armée. Les artisans, les laboureurs qui manquent de pain, se font soldats. Villars est chargé du commandement; & Boufflers, quoique son ancien, veut servir sous lui, plus honoré par ce trait de patriotisme qu'il ne l'eût été par le commandement même. Cependant les alliés prennent Tournai. Ils attaquent à Malplaquet les retranchemens de l'armée Française. Après un combat sanglant & opiniâtre, Villars étant blessé, ils remportent la victoire; si c'est vaincre que de perdre vingt mille hommes, lorsque les vaincus n'en perdent qu'environ huit mille. Boufflers se retire en bon or-

dre ; laissant aux ennemis le champ de bataille couvert de leurs morts. La prise de Mons les dédommagea de leur perte. Cette place importante resta , ainsi que Tournai & Lille , entre les mains des Hollandois qui respiroient alors l'ambition des conquêtes.

Tandis que la France gémissoit de ses maux , & que l'Angleterre triomphoit des revers de Louis XIV , un procès étrange réveilla dans le sein de la nation l'animosité des deux partis qui la divisoient. Le docteur Sacheverel , ecclésiastique enthousiaste , peu éclairé & d'autant plus attaché à ses sentimens , plein de cet esprit de parti auquel on donne quelquefois le nom de zèle , avoit publié de vives déclamations , soit pour l'obéissance passive , soit contre la tolérance & les non-conformistes , insistant sur les dangers de l'église & sur la nécessité de la défendre. C'étoit attaquer les maximes des Whigs , principaux auteurs de la révolution ; c'étoit attiser le feu des disputes. Les sermons de Sacheverel , dénoncés à la chambre-basse , furent déclarés de scandaleux

Procès du
docteur Sache-
verel.

& séditieux libelles. La chambre porta une accusation contre l'auteur. Pendant trois semaines ce procès suspendit toute autre affaire, attira toute l'attention du public, & devint si intéressant que la reine y assista comme spectatrice. Le clergé & le peuple se déclarerent pour l'accusé avec l'ardeur qu'inspire ou l'intérêt ou la religion. Il fallut se précautionner contre une émeute populaire. Lorsqu'on eut discuté l'accusation & les défenses, il s'éleva parmi les pairs des altercations aussi vives que le sujet étoit important. Le comte de Warthon observa que la doctrine de Sacheverel sur l'obéissance passive entraînoit les conséquences les plus dangereuses; que la révolution du temps de Guillaume III avoit pour fondement le principe de la résistance; qu'en la supposant illégitime, on supposoit une grande partie des citoyens & même du parlement, coupable de révolte & d'injustice; que le gouvernement établi ne devoit donc plus être regardé comme légitime, puisque les droits de la reine dérhoient de la révolution. L'évêque de Salisbury, Burnet, cé-

Disputes sur
l'obéissance
passive.

lebre partisan de Guillaume , s'efforça de justifier la résistance par l'histoire tant ancienne que moderne. Il alléqua l'exemple des Machabées , celui des Hollandois , la conduite d'Elisabeth à leur-égard , les secours donnés aux Huguenots ; ajoutant que quoique l'opinion contraire eût prévalu , ceux qui affectoient de la soutenir , étoient les premiers à plaider pour la résistance quand ils se voyoient opprimés. L'évêque de Bath , plus modéré dans ses principes , convint que la résistance pouvoit être légitime dans certains cas extraordinaires ; mais , ajouta-t-il , on ne doit point étaler cette doctrine aux yeux du peuple toujours prêt à en abuser , ni citer pour exemple une révolution qu'il vaut mieux couvrir du nom de *vacance* ; le terme de *contrat original* , si on ne l'emploie avec une extrême réserve , peut inspirer de funestes sentimens ; & l'obéissance ne peut être prêchée avec trop de zèle , lorsque la résistance est soutenue par des apologies indiscrettes. Ces réflexions prudentes irritèrent le duc d'Argile. Il prétendit que le clergé dans tous les

siècles, avoir abandonné les droits & les privilèges du peuple, avoir exalté la puissance des rois, afin de les gouverner plus facilement; & que c'étoit une raison de ne pas souffrir qu'il se mêlât des affaires politiques. Plusieurs Torys des plus distingués, en avouant que les sermons du docteur étoient absurdes & remplis d'extravagances, soutinrent qu'il n'y avoit pas cependant matière à le condamner. Mais il fut jugé coupable à la pluralité de dix sept voix. On lui interdit la prédication pour trois ans, on condamna au feu ses discours, ainsi que le fameux décret de l'université d'Oxford en faveur de l'autorité absolue & du droit irrévocable des souverains. Cette sentence parut si douce aux partisans de Sacheverel, qu'ils en triomphèrent comme d'une victoire sur les Whigs. Anne s'étoit montrée favorable à une doctrine qui affermit les droits du trône, & maintient la tranquillité publique. Elle prorogea le parlement, après avoir témoigné son chagrin, & du temps qu'on avoit perdu pour une affaire particulière, & de la suppo-

sition injurieuse que l'église étoit en danger sous son regne.

Reprenons le fil des grands événemens auxquels étoit attaché le destin des princes & des royaumes. La dernière campagne ayant encore affoibli les ressources de la France, Louis XIV essaya de nouveau d'obtenir la paix. L'orgueil des alliés s'enivroit des humiliations du monarque. Ses ambassadeurs relégués plutôt qu'admis dans la petite ville de Gertruydenberg, y essuyèrent mille affronts. Il fit en vain des offres qui auroient pu paroître honteuses, si la nécessité avoit moins d'empire sur les souverains que sur le reste des hommes; il s'engageoit même à fournir de l'argent pour chasser d'Espagne le roi son petit-fils, en cas qu'il ne voulût pas se contenter d'un petit royaume qu'on lui céderoit. On exigeoit absolument que Louis le chassât par la voie des armes. Eugene, Marlborough, Heinsius, ne pensoient pas qu'en abusant de la fortune, on s'expose toujours à la perdre. L'événement sembla d'abord justifier leur arrogante présomption.

M vj

1610.

Insolence des
alliés à l'égard
de Louis XIV.

Douai fut pris après un long siège ; sans que Villars pût le sauver. Béthune , Aire & Saint-Venant subirent le même sort. La France n'avoit presque plus de frontieres de ce côté-là.

Vendome en
Espagne.

En Espagne on vit le moment où Philippe étoit accablé. Le général glois Stanhope remporta le premier un avantage sur ses troupes : le général Allemand Staremborg les défit ensuite à Saragosse , & le prince Charles entra triomphant à Madrid. Mais le zele des Castillans se roidissoit contre le malheur. Louis n'étoit plus en état de les secourir. Ils ne lui demandent qu'un homme , & en l'obtenant , ils croient avoir une armée. Le duc de Vendome , ce général adoré par les soldats , & digne de leur amour , n'est pas plutôt arrivé en Espagne , qu'une foule de volontaires se rassemblent sous ses drapeaux ; on s'empresse à lui fournir de l'argent , des provisions , malgré la misere publique ; il court assiéger Stanhope dans Brihuega , où il le fait prisonnier avec toute sa garnison ; il gagne sur Staremborg la bataille dé-

cifive de Villaviciofa ; il rétablit en trois ou quatre mois les affaires de Philippe V , & le remet en poffeffion d'un royaume dont il confervoit à peine le titre. Si Vendome n'eût pas exifté , fi on l'eût laiffé dans fa retraite , peut être la monarchie Efpagnole auroit échappé aux Bourbons. Heureux les princes lorsqu'ils favent employer les grands hommes !

Bataille de Villaviciofa.

Il y a de ces génies nés pour la gloire des nations , mais trop fujets à des penchans pernicioeux , trop avides de grandeurs ou de richelfes , qui s'attirent des difgraces après les fervices les plus fignalés. Tel étoit le duc de Marlborough. Ambitieux , infatiable , trop puiffant , il perdoit chaque jour de fon crédit auprès de la reine , parce qu'il agiffoit en maître plutôt qu'en fujet. Les caprices & les hauteurs de fa femme produifirent une rupture fans remede. Elle écrivit insolemment à la reine : *Rendez-moi juftice , & ne me faites point de réponfe.* Elle fentit fa faute , & voulut la réparer ; mais ni le repentir , ni les prieres , ni les larmes ne purent fléchir un cœur ulcéré qu'elle

Révolution dans le miniftère Anglois.

avoit tenu long-temps en esclavage : *Vous m'avez marqué de ne vous point répondre*, lui dit Anne, & *je ne vous répondrai point*. La nouvelle favorite, milady Masham, sut mettre à profit les conjonctures. Elle persuada aisément à sa maîtresse de secouer le joug des Whigs, arbitres du ministère. Le comte de Lunderland, secrétaire d'état & gendre de Marlborough, Godolphin, Wharton, les autres chefs du parti furent dépouillés de leurs emplois & remplacés par leurs rivaux. Aucun Whig ne resta dans les places de confiance. Le parlement où dominoit cette faction ayant été dissous, on prit des mesures certaines pour avoir un parlement de Torrys.

Nouveau parlement.
Triomphe de Sacheverel.

Ce même Sacheverel, dont le procès avoit excité tant de rumeurs, instrument foible par lui-même, mais propre à remuer le vulgaire, devient un des principaux agens de la cour. On le nomme à un bénéfice du pays de Galles. Il y va en triomphe avec un appareil pompeux. L'université d'Oxford le traite comme un illustre personnage ; les villes s'empressent à

l'honorer ; des milliers d'hommes transportés de joie courent au devant de lui ; le clergé enflamme le peuple d'une espèce de fanatisme ; tout retentit de cette exclamation : *L'église & le docteur Sacheverel* ! C'étoit le temps où il falloit élire les députés. Il n'en fallut pas davantage pour fixer le choix sur les Torys , & le parlement en fut composé presque tout entier. Quoique le peuple soit partout peuple , l'Angleterre fournit plus d'exemples que la plupart des autres pays , de ces fermentations soudaines , excitées par de petites causes , & qui produisent de grands effets.

Les Torys supérieurs à leurs adversaires , n'oublierent pas qu'ils s'étoient vus dans l'oppression. L'animosité leur fit violer même la décence. Marlborough , si souvent préconisé dans les deux chambres , si respectable par ses exploits malgré ses défauts , essuya d'indignes outrages ; & les reproches , les satires , les injures furent le prix de ses services. Le peuple insulta au héros dont il avoit fait son idole. Orgueil , avarice , cruauté , violences , extorsions ,

1711.

Marlborough
insulté.

Partialité du
parlement.

Quel doit être
le revenu des
membres des
communes.

Harley.

rapines, fausses démarches, on lui imputoit tout; on lui disputoit jusqu'à la gloire du courage au milieu de ses trophées. Jamais Rome ni Athenes n'avoient vu les jugemens populaires plus absurdes & plus iniques. Le parlement étendit son examen avec la même partialité sur la guerre malheureuse d'Espagne. Il censura la conduite de Galway & de Stanhope; il combla d'éloges Péterborough leur rival. Pour noircir l'ancien ministère, la chambre basse déclara ennemis de la reine & du royaume ceux qui avoient attiré les pauvres du Palatinat, nourris en très-grand nombre aux frais du public. Un bill passa en loi, par lequel il fut réglé que personne ne pourroit être le représentant d'un comté au parlement, à moins qu'il n'eût en biens fonds six cens livres sterling de rente; le représentant d'un bourg devoit avoir la moitié de ce revenu. On cherchoit à exclure les commerçans de la chambre des communes, où il semble que les possesseurs des terres en général méritoient plus d'être admis.

Harley, ministre en faveur, qui

avoit beaucoup contribué à la ruine de l'ancien ministère, perdoit la confiance des Torys, parce qu'il étoit trop sage pour imiter leur violence. Mais un événement tragique rétablit tout-à-coup son crédit & sa réputation. Un partisan François, nommé Guiscard, attaché au service d'Angleterre, ne se croyant pas récompensé comme il méritoit, voulut traiter avec la cour de Versailles. On intercepta ses lettres; on l'arrêta; on le conduisit au conseil pour subir l'interrogatoire. Transporté de fureur, il demanda à parler au secrétaire d'état Saint-Jean, résolu vraisemblablement de le poignarder. On lui refusa sa demande. Comme Saint-Jean étoit loin de lui, il se jette sur Harley en s'écriant : *Hé bien à toi* : il lui porte deux coups de canif, & reçoit aussi-tôt plusieurs blessures dont il mourut quelque temps après. Les soupçons injurieux au ministre s'évanouirent dès qu'un ennemi de l'état eût attenté contre sa personne. Les deux chambres firent l'éloge de sa fidélité & de son zèle; elles accusèrent le papisme; & la reine or-

comte d'Oxford.

donna l'exécution des lois contre les papistes. Harley devint comte d'Oxford, grand trésorier; l'administration passa toute entière entre ses mains. Il fit créer une compagnie de commerce de la mer du Sud qui devoit payer les dettes de la marine, moyennant les fonds qu'on lui assignoit. La nation se flattoit vainement de pouvoir trafiquer sur la côte du Pérou; le ministère comptoit peut-être en obtenir la permission du roi d'Espagne par le premier traité de paix. Espérance chimérique sur laquelle étoit fondé l'établissement de la nouvelle compagnie.

Compagnie
du Sud.

La cour dis-
posée à la
paix.

Le comte d'Oxford vouloit mettre fin à la guerre. Ce dessein étoit d'autant plus raisonnable, que l'empereur Joseph étant mort, Charles son frère devoit lui succéder; & la politique ne permettoit plus d'établir sur le trône d'Espagne un prince héritier de la puissance Autrichienne. Cependant l'ivresse de la victoire, la passion des conquêtes échauffoient tellement le peuple, qu'on avoit besoin d'adresse pour lui inspirer des sentimens pacifiques. Il falloit exciter sa haine

& son mépris contre l'ancien ministère, auteur d'une guerre aussi inutile que glorieuse. Les communes seconderent les vues secrètes de la cour. Elles dirent dans une remontrance à la reine qu'elles avoient acquitté les dettes accablantes de l'état ; qu'en remontant à la source de ces dettes, elles avoient découvert des fraudes, & un mauvais emploi de l'argent public ; que les personnes chargées de l'administration les années précédentes, avoient omis plus de trente millions de livres sterling dont ils devoient rendre compte ; que leurs pratiques pernicieuses avoient ruiné l'Angleterre ; & que sans la prudence de Sa Majesté le mal seroit devenu irremédiable. Enfin elles supplierent la reine de donner ses ordres pour faire incessamment rendre les comptes à ceux qu'elles accusoient. Cette remontrance publiée dans le royaume remua les esprits comme on le souhaitoit. Les ministres déposés devinrent si odieux, qu'on se flatta de faire approuver des mesures toutes contraires aux leurs.

On rend
odieux l'an-
cien ministère.

Cependant il y avoit encore des Marlborough

commande
encore l'ar-
mée.

ménagemens à garder avec la Hollande & l'Empire ; Marlborough , après avoir perdu son crédit , conserva le commandement des troupes , & reparut avec éclat sur le théâtre de ses victoires. Les lignes que le maréchal de Villars avoit tirées de Montreuil jusqu'à Valenciennes , sembloient mettre la France à l'abri de toute insulte. Le général Anglois , par une marche également adroite & rapide , surprit le François , & força les lignes. Ensuite il assiégea Bouchain , entreprise non moins hasardeuse qui eut le même succès. Cette campagne ouvroit la France aux ennemis. Le duc d'Argyle commanda l'armée d'Espagne. On le laissa manquer d'argent , & il ne put rien faire de considérable. Charles partit de Barcelone , fut élu empereur. Les Anglois , si jaloux de maintenir l'équilibre , auroient agi contre eux-mêmes en s'obstinant à la guerre.

Préliminaires
de la paix.

A cette raison palpable se joignoit dans le cœur d'Anne un motif d'humanité , le plus digne d'émouvoir les princes , mais trop souvent étouffé par une politique meurtrière & am-

bitieuse. La désolation, la misère, le sang répandu, tous les maux qui suivent les armes, excitoient la douleur de cette princesse. Si la France étoit réduite à un état pitoyable, l'Angleterre achetoit bien cher des triomphes dont elle ne recueilloit point de fruits. Elle sacrifioit ses trésors & ses citoyens pour une cause indifférente. La reine, en cherchant la paix, travailloit au bonheur de son royaume, autant qu'à celui de l'humanité. C'étoit le plus noble ouvrage que pût faire un souverain. Déjà un prêtre François, nommé Gautier, avoit été employé pour assurer la cour de France des favorables dispositions de celle de Londres. Le poëte Prior, négociateur habile, (car les talens littéraires deviennent souvent chez les Anglois un titre de plus pour être admis aux places de confiance) Prior, dis-je, vint conférer à Fontainebleau avec les ministres de Louis XIV, & repassa en Angleterre, accompagné de Ménager député de Rouen à la chambre du commerce, à qui l'on avoit donné pouvoir de traiter des préliminaires de la paix. Les pre-

miers articles furent signés après de longues conférences. On les communiqua au ministre de l'empereur. Il les fit traduire & publier, comme un moyen d'échauffer les têtes, & il reçut aussi-tôt défense de reparoitre à la cour.

Opposition
des alliés.

L'empereur & les Etats généraux qui ne supportoient qu'une legere partie du poids de la guerre, & qui en retiroient le plus d'avantages, firent des représentations à la reine contre ses vues pacifiques. Elle vit avec indifférence les démarches du premier; elle déclara aux Hollandois, par l'organe du comte de Strafford son ambassadeur, que s'ils ne concouroient pas immédiatement aux préliminaires, tout délai de leur part seroit regardé comme un refus. Les États consentirent alors que les conférences fussent ouvertes à Utrecht au commencement de l'année suivante. Mais la faction des Whigs s'agitoit dans le royaume. Des Pamphlets satiriques attaquoient insolemment les mesures du ministere. On craignoit même de n'avoir pas la pluralité des voix dans la chambre.

haute. Anne créa douze nouveaux pairs pour y faire pencher la balance de son côté.

Tant que Marlborough auroit le commandement des troupes, il falloit s'attendre aux plus vives oppositions. On saisit le moment de lui porter le premier coup. Les commissaires pour l'examen des comptes publics ayant vérifié qu'il avoit reçu annuellement une somme considérable des entrepreneurs du pain de l'armée, la reine déclara dans son conseil, qu'afin que l'on pût examiner impartialement cette affaire, elle jugeoit convenable d'ôter au duc tous ses emplois. Sur ces entrefaites, arriva le prince Eugene avec des instructions de l'empereur qui ne pouvoient être du goût de la cour. Le but de son voyage étoit vraisemblablement d'animer les Whigs par sa présence & par ses intrigues. Ce grand homme traita Marlborough, comme s'il eût encore joui de la faveur. Oxford lui donnant un jour à dîner, se félicitoit d'avoir chez lui le premier capitaine de l'Europe : *Si je le suis*, répondit le prince, *c'est à*

1712.

Le prince
Eugene en An-
gleterre.

vous que je le dois. Eloge le plus digne de Marlborough, dont la disgrâce étoit principalement l'ouvrage d'un ministre. Quoiqu'Eugene reçût en Angleterre tous les honneurs dus à son rang & à son mérite, il ne réussit pas dans ses projets. Malgré les égards & l'amitié qu'il témoignoit pour le duc, le parlement ne ménagea point celui-ci. On l'accusa de malversation. La soif des richesses avoit certainement souillé la gloire de cet illustre général; mais il semble que sa gloire & ses services auroient dû couvrir quelques reproches dont il se justifioit par des ordres obtenus de la cour. Le procès traîna en longueur, parce que la reine écouta moins la passion que la prudence.

Astes du parlement.

Quelques bills qui passerent au parlement méritent une attention particulière. Le duc d'Hamilton Ecofois demandoit à entrer dans la chambre haute en qualité de duc de Brandon. Il s'agissoit de décider si les pairs d'Ecosse créés pairs de la Grande-Bretagne depuis le traité d'union, avoient droit de séance au parlement. Quoiqu'il y eût déjà un exemple favorable

vorable au duc , la négative l'emporta de cinq voix. Tous les seigneurs qui étoient d'un autre avis protestèrent contre l'acte ; & les pairs d'Ecosse se plaignirent avec amertume. Le bill de la *conformité occasionnelle* si long-temps combattu par les Whigs & désiré par l'église Anglicane , passa en loi , mais plus modéré qu'il ne l'étoit dans son origine. Les communes annullèrent l'acte de naturalisation qui communiquoit pour un schelling les privileges des Anglois aux protestans étrangers , & qui avoit attiré un très-grand nombre de pauvres , aussi à charge au royaume que les citoyens industrieux lui sont utiles. Elles porterent un bill en faveur des évêques toujours exclus de la tolérance en Ecosse. C'étoit une cruelle mortification pour les presbytériens. On mit le comble à leur dépit , en ordonnant que les cours de judicature fériassent aux fêtes de Noël , dont l'observation étoit à leurs yeux un reste de papisme. » Puisque la chambre ne veut rien changer à ce bill , » dit un des membres , j'y acquiesce ; » mais je desire qu'on l'intitule : *Bill*

» pour établir le Jacobisme & la licence
» des mœurs ». Enfin les communes
aigries contre les Hollandois , atta-
querent le traité conclu avec les Etats
quelques années auparavant , par le-
quel on leur garantissoit une barrière
dans les Pays Bas. Elles représente-
rent à la reine dans une remontrance
étudiée , que la Hollande n'avoit
point fourni son contingent de trou-
pes , & que l'Angleterre avoit été
surchargée de dix-neuf millions ster-
ling pendant cette guerre. Les Etats
ayant publié un mémoire pour leur
justification , on le qualifia de libelle
faux , scandaleux , injurieux à la
chambre. De pareilles démarches an-
nonçoient une paix prochaine.

Conférences
d'Utrecht.

Les conférences d'Utrecht commen-
cerent néanmoins sans apparence de
succès. L'empereur & les Etats gé-
néraux demeuroient opiniâtrément
attachés à leurs prétentions ; ils vou-
loient forcer Louis XIV à souscrire
aux conditions les plus honteuses.
Ce monarque venoit de perdre le
dauphin son fils unique , le duc de
Bourgogne son petit-fils , l'aîné des
enfants du duc de Bourgogne ; & le

duc d'Anjou, aujourd'hui regnant, étoit menacé d'une mort prochaine. Le roi d'Espagne pouvoit hériter de la couronne de France. Il falloit qu'il renonçât à ses droits sur cette couronne, pour que la reine Anne conclût le traité, dont les articles étoient secrètement réglés entre les deux cours. L'expérience apprenoit à se défier de renonciations si incertaines; mais on espéroit qu'en cas de besoin elles seroient soutenues par toutes les puissances intéressées à l'équilibre de l'Europe. Philippe V accorda ce qu'exigeoit de lui la nécessité. Anne convint d'une suspension d'armes; elle envoya ordre au duc d'Ormond, son général en Flandre, de finir les hostilités qui duroient encore; elle communiqua au parlement le plan du traité de paix; & malgré les efforts de Marlborough & de Godolphin, les deux chambres l'assurèrent de leur approbation pleine de reconnoissance.

Le prince Eugene pressoit le siège du Quesnoi, quand le duc d'Ormond abandonna les alliés. Presque tous les étrangers à la solde de l'An-

Les Anglois
abandonnent,
les alliés.

gleterre refuserent de le suivre; tant ils se flattoient de nouveaux triomphes. Louis livra Dunkerque aux Anglois pour sûreté de ses engagements, & attendit avec inquiétude les événemens d'une campagne critique. Eugene prend le Quesnoi, & assiege Landreci; des détachemens ennemis ravagent la Champagne; le royaume est consterné. Mais il ne faut qu'un moment pour détruire l'ouvrage de la fortune. Les lignes du prince Eugene étoient, dit-on, trop étendues, Villars force les retranchemens du général Albemarle campé à Denain, sans que le prince puisse y donner du secours; il se rend maître de Marchiennes, le dépôt des magasins de l'ennemi; il délivre Landreci, reprend Donai, le Quesnoi, Bouchain, & acquiert en une seule campagne la supériorité sur ce vainqueur enflé de tant de succès.

1713. Telle étoit cependant la fureur des alliés contre la maison de France, qu'ils résolurent de pousser la guerre avec obstination. Mais la plupart sentirent que sans l'Angleterre leurs efforts seroient inutiles. D'ailleurs

Paix d'Utrecht.

Anne n'avoit rien négligé pour leur avantage ; ils ne pouvoient refuser la paix que par une odieuse ambition. Elle fut enfin conclue à Utrècht. Louis XIV reconnut le titre de la reine , abandonna le Prétendant , céda la baie d'Hudson, l'isle de Terre-Neuve & l'Acadie , s'obligea de raser les fortifications de Dunkerque ; une grande partie de ses anciennes conquêtes dans les Pays-Bas devoit servir de barriere aux Hollandois ; le duc de Savoie devoit avoir la Sicile : on cédoit à l'empereur, Naples, Milan, la Sardaigne, la Flandre Espagnole : on laissoit Gibraltar & l'île de Minorque aux Anglois, avec des droits considérables pour le commerce d'Amérique : on stipuloit les intérêts du roi de Portugal & des autres confédérés. L'empereur Charles VI refusa d'entrer dans la négociation , & ne tarda guere à s'en repentir. Le maréchal de Villars passa vers le Rhin, prit Landau, Fribourg, défit une armée Allemande. Charles desira la paix, & la fit en 1714 par le traité de Radstadt moins avantageux pour lui que n'eût été celui d'U-

trecht. Il auroit eu Landau, peut-être même Strasbourg, s'il avoit su finir la guerre à propos. Philippe V conserva l'Espagne, & les immenses possessions de cette couronne dans les Indes occidentales.

Anne blâmée
en Angleterre.

Le calme rendu à tant de peuples, des avantages si précieux assurés à l'Angleterre, suffisoient pour immortaliser la reine Anne. Mais l'esprit de faction, qui ne voit les objets que sous de fausses couleurs; se plaît à noircir ce que la sagesse doit admirer. Les Whigs déclamerent injurieusement contre la paix. Selon eux le traité d'Utrecht étoit l'opprobre & la ruine de la nation. Leurs invectives, leurs libelles n'épargnoient personne; & la reine, après le plus grand service qu'elle pût rendre à l'humanité, se voyoit en butte aux reproches de ses propres sujets. Une contestation dangereuse élevée dans le parlement augmenta ses inquiétudes. On avoit mis un impôt sur la drêche, & l'Ecosse n'en étoit pas exempte, quoique les membres Ecoissois eussent insisté vivement sur la pauvreté de leur pays. Ce fardeau leur parut si insup-

Les Ecoissois
s'écontents.

portable, qu'ils proposèrent dans la chambre haute de dissoudre l'union. Les débats furent très-vifs à ce sujet. Les Whigs se déclarèrent contre le traité d'union qu'ils avoient soutenu autrefois avec chaleur. Les Torys le soutinrent toujours aussi fortement qu'ils l'avoient autrefois attaqué. Peu importe aux hommes de parti d'être en contradiction avec eux-mêmes, pourvu qu'ils l'emportent sur leurs adversaires. La pluralité fut pour les Torys; l'union subsista, & les Ecoissois furent soumis à l'impôt.

Plus la reine, dont la santé s'affoiblissoit de jour en jour, avoit besoin de tranquillité, & avoit lieu d'en attendre, plus l'aigreur des factions lui procura de nouveaux chagrins. On sema le bruit qu'elle pensoit à mettre le Prétendant sur le trône, que la succession établie pour la maison de Hanover étoit en danger, que toutes les vues du ministère tendoient à détruire le système national. Les Whigs prennent feu sur ces malignes conjectures. Ils renouvellent leurs clameurs dans un nouveau parlement. Le Prétendant renvoyé par Louis XIV

1614.

Mouvements
des Whigs.

s'étoit retiré en Lorraine. On veut l'arracher de cet asyle ; on veut que sa tête soit mise à prix. La chambre des pairs délibere de présenter une adresse pour cet objet. Quelques-membres se récrient contre une si grande inhumanité, insistent sur les droits de la nature & de la religion, sur la douceur des lois d'Angleterre. Leurs représentations n'aboutirent qu'à obtenir quelque adoucissement. La récompense devoit être promise à quiconque se saisiroit du prince, en cas qu'il entreprît de descendre dans le royaume. La reine, en recevant l'adresse des pairs, leur dit avec une sage modération, que le vrai moyen d'affermir la succession protestante, & de soutenir le gouvernement actuel, étoit de bannir les craintes & les jalousies frivoles qu'on répandoit artificieusement par-tout ; qu'elle ne voyoit aucune raison d'en venir à de telles extrémités, & qu'elle donneroit ses ordres quand elle le jugeroit convenable. La princesse Sophie son héritiere étant morte, & les Jacobites ayant remué, les factieux donnerent de nouveau l'alarme ; Anne

publia enfin la proclamation qu'ils desiroient contre son frere. Elle prorogea ensuite le parlement, non sans témoigner combien elle étoit sensible aux divisions qui en troubloient l'harmonie.

Ses chagrins furent envenimés par des cabales de cour. Le secrétaire d'état Saint-Jean, devenu lord Bolingbrooke, s'étoit insinué dans les bonnes graces de la favorite, & avoit miné sourdement le crédit du comte d'Oxford. Ces deux ministres se brouillerent avec éclat. Oxford écrivit à la reine contre un rival qu'il dépeignoit comme un caractère turbulent & dangereux. Bolingbrooke se défendit en accusant le trésorier de correspondances suspectes avec Marlborough qui étoit sorti du royaume, & avec le prince de Hanover qui avoit envie d'y entrer malgré la reine. Anne fut témoin d'une dispute violente, dans laquelle Oxford perdit le respect, & s'échapa en menaces contre ses ennemis. Elle le dépouilla sur-le-champ de ses emplois. L'agitation, l'inquiétude la conduisirent au tombeau. Elle mourut dans

Le comte
d'Oxford dis-
gracié.

Mort de la
reine.

la cinquantieme année de son âge, & la treizieme de son regne. Peu de souverains ont mérité plus d'éloges que cette princesse. Sans avoir ni de grands talens, ni un esprit bien cultivé, ni assez de vigueur dans l'ame pour ne pas laisser trop d'ascendant aux favoris, elle se distingua par les qualités du cœur, une piété sincere, une vertu constante, une tendre affection pour ses sujets, une douceur inaltérable dans le gouvernement comme dans le commerce familial. On l'appeloit la *bonne reine Anne*, titre plus glorieux que les victoires qui ont rendu son regne si célèbre. Marlborough fit trembler la France; mais elle pacifia l'Europe.



G E O R G E S I.

LES Jacobites s'étoient vainement flattés que les droits du sang prévaudroient en faveur du fils de Jacques II, sur les motifs qui avoient fait exclure ce monarque & sa postérité de la couronne d'Angleterre. Soit que la reine Anne eût formé, ou non, le projet de changer l'ordre de succession établi par le parlement, les conjonctures ne lui avoient pas permis de rien entreprendre pour un frere malheureux. Sa mort déconcertoit les Torys; Bolingbrooke, un de leurs principaux chefs, restoit sans pouvoir, & son génie plus brillant que solide n'étoit point fait pour gouverner la nation. Tout se soumit à un étranger. Georges de Brunswick, électeur de Hanover, fils de la princesse Sophie, petite fille de Jacques I, fut proclamé sans la moindre opposition. C'étoit un prince de cinquante-quatre ans, d'un esprit vaste, d'une réputation bien établie, joignant le

1714.

L'électeur de
Hanover re-
connu pour
roi.

N vj

mérite militaire aux qualités politiques, & qui avoit pour maxime *de n'abandonner jamais ses amis, de rendre justice à tout le monde, & de ne craindre personne.* Le parlement assemblé en son absence lui accorda le même revenu dont avoit joui la reine Anne. Au lieu de cinq mille livres sterling promises sous le dernier regne, on en promit cent mille à quiconque arrêteroit le Prétendant, en cas qu'il voulût descendre dans le royaume. Le temps avoit fortifié la haine contre les Stuarts. Leur religion faisoit oublier ce que l'on devoit à leur personne.

Georges se
déclare pour
les Whigs.

Georges se hâta d'arriver en Angleterre. Un prince jusqu'alors estimé par sa prudence, paroissoit capable d'éteindre l'ardeur des factions, ou de la tourner vers le bien public. Il en seroit peut-être venu à bout, s'il avoit tenu la balance égale entre les parties, & qu'il eût tâché de les réunir en les ménageant. Soit qu'il jugeât la chose impossible dans une nation turbulente, soit que les préjugés contre les Torys l'entraînaient au-delà des justes bornes, il

donna toute sa confiance à leurs ad-
 versaires, comme plus dévoués au
 nouveau gouvernement. Bolingbro-
 ke perdit sa place de ministre; le
 commandement des troupes fut ôté
 au duc d'Ormond & rendu à Marl-
 borough; la révolution (car c'en étoit
 une pour les Anglois) s'étendit aux
 autres emplois de faveur; & les
 Whigs triomphèrent avec d'autant
 plus d'insolence qu'ils étoient tombés
 dans une plus profonde disgrâce. Ces
 commencemens ne pouvoient qu'ai-
 grir l'animosité, & entretenir un le-
 vain de troubles. Le grand art de se
 concilier les cœurs ne consiste point
 à s'attacher les uns aux dépens des
 autres. Georges montra plus de sa-
 gesse en déclarant qu'il étoit résolu
 de maintenir les églises d'Angleterre
 & d'Ecosse dans l'état où elles étoient
 établies par les lois; qu'il espéroit y
 réussir sans donner atteinte à la tolé-
 rance accordée aux protestans non-
 conformistes, tolérance si avantageuse
 au commerce & au bien public; que
 sur-tout il conserveroit soigneusement
 la propriété, ce droit si précieux des
 sujets qui faisoit singulièrement le
 bonheur de la nation.

Démolition
de Dunkerque
& de Mardick.

Un des principaux articles du traité d'Utrecht prescrivait à Louis XIV. la démolition de Dunkerque, dont le port lui avoit coûté des sommes immenses, & étoit devenu pour l'Angleterre un objet de jalousie & de terreur. En exécutant le traité, il fit élargir le canal de Mardick, & y commença un port comparable à celui dont il falloit se priver. Le comte de Sair, ambassadeur de la cour de Londres, se plaignit vivement de cette entreprise. On prétend que le monarque lui répondit : *J'ai toujours été le maître chez moi, quelquefois chez les autres : ne m'en faites pas souvenir.* M. de Voltaire assure que cette réponse qu'il juge peu convenable, n'est point sortie de la bouche de Louis XIV. Sans examiner le fait, on y peut reconnoître l'ancienne fierté du conquérant de la Hollande & de l'arbitre de l'Europe. Les temps n'étoient plus les mêmes. Les Anglois eurent satisfaction ; les travaux de Mardick furent suspendus ; on les démolit sous la régence.

Mutinerie
dans le royaume.

Cependant le feu de la mutinerie gaignoit déjà le royaume. Tout re-

tentissoit des plaintes du parti humilié. Plusieurs villes étoient remplies de tumulte. On ne manquoit pas, pour animer davantage le peuple, de joindre la cause de l'église à celle de la faction. *Bas les Whigs ! Sache-verel pour toujours !* c'étoit comme le cri de ralliement. Le Prétendant, qu'on appeloit le chevalier de Saint-Georges, essaya de profiter des conjonctures en publiant un manifeste, dans lequel il se plaignoit qu'on eût proclamé un prince étranger, contre la loi fondamentale & incontestable du droit héréditaire ; observant que nul acte n'avoit pu déroger à cette loi, & que ses sujets en la violant, s'étoient fait tort à eux mêmes autant qu'à lui.

Dans un moment si critique il importoit au roi d'avoir un parlement dont il fût le maître. Il en convoqua un nouveau, mais de manière à irriter les mécontents. Sa proclamation renfermoit des plaintes contre ceux qui se montroient mal affectionnés au gouvernement établi ; il espéroit, ajoutoit-il qu'on éliroit des personnes capables de remédier aux désor-

1715.
Convocation
d'un parle-
ment.

dres actuels, & que l'on auroit une attention particuliere pour les citoyens qui avoient soutenu avec zele la succession protestante lorsqu'elle étoit en danger. Rien ne pouvoit mieux désigner les Whigs, ni marquer plus clairement de quel côté on vouloit attirer les suffrages. L'influence de la cour eut son effet ordinaire, & dirigea les élections en corrompant les électeurs. Dès que le parlement fut assemblé, le roi renouvela par une harangue remarquable les assurances de son zele pour le bien public. » La tranquillité & le bonheur » de mon peuple, dit-il, seront les » principaux soins de ma vie. Je re- » garderai comme mes meilleurs » amis ceux qui m'aideront à suivre » ces mesures; & je ne doute point » que je ne me trouve en état, avec » votre secours, de renverser les pro- » jets de ceux qui voudroient m'en- » lever le bien que j'estime le plus, » l'affection de mon peuple ». Les communes fixerent la *liste civile* ou le revenu de la couronne à sept cents mille livres sterling, outre les dépenses extraordinaires. Quelques mem-

Harangue
du roi.

Revenu de la
couronne.

bres eurent le courage de parler en patriotes. On proposa d'examiner la proclamation du roi. Wyndham déclara qu'elle étoit insoutenable, sans exemple & d'une conséquence dangereuse pour la constitution même du parlement. *A la tour ! à la tour !* s'écria-t-on aussitôt. Il eut ordre de sortir ; cent vingt-neuf membres l'accompagnerent. Les autres convinrent qu'il seroit reprimandé par l'orateur, comme ayant abusé indignement de la liberté de la parole. On l'auroit comblé d'éloges sous les Stuarts.

La faction dominante vouloit écraser ses adversaires par une vengeance d'éclat. Un comité secret fut chargé de rendre compte des dernières négociations ; & sur son rapport, on poursuivit cruellement les anciens ministres. Le fameux Robert Walpole, président de ce comité, homme habile, qui avoit toute la confiance du roi, accuse de haute trahison Bolingbrooke retiré en France, auteur du traité particulier conclu avec Louis XIV. Le lord Coningsby se leve aussitôt, & dit : « Le digne » président a accusé la main, & moi

Accusation
contre les anciens ministres.

» j'accuse la tête ; il a accusé le clerc ;
 » & moi j'accuse le juge ; il a accusé
 » l'écolier , & moi le maître : j'accuse
 » Robert Harley , comte d'Oxford ,
 » de haute trahison , d'autres crimes
 » & d'insignes malversations ». Le
 frere d'Oxford prend la parole pour
 le défendre. Il représente que ce mi-
 nistre n'a rien fait que par l'ordre de
 la reine ; que la paix d'Utrecht est
 avantageuse ; que deux parlemens
 l'ont approuvée comme telle. Ces
 raisons ne désarment point les com-
 munes. On porte l'accusation à la
 chambre haute. Le comte , après y
 avoir protesté de son innocence , &
 observé que si des ministres d'état ,
 qui exécutoient les ordres du sou-
 verain , étoient responsables de leur
 conduite , tous les membres de la
 chambre pouvoient un jour être ex-
 posés aux mêmes recherches : » Mi-
 » lords , ajouta t-il , je vais prendre
 » congé de vous , peut-être pour
 » toujours. Je donnerai ma vie avec
 » joie pour une cause que favorisoit
 » ma chere maîtresse , notre dernière
 » reine. Quand je considère que je
 » dois être jugé par la justice , l'hon-

Procès du
 comte d'Ox-
 ford.

» neur & la vertu de nos pairs, j'ac-
 » quiesce volontiers à ce jugement.
 » La volonté de Dieu soit faite ».
 On le conduisit à la tour, quoique
 dangereusement malade de la gra-
 velle. Le peuple l'accompagna en
 foule, invectivant contre les persécu-
 teurs de ce respectable ministre. Le
 duc d'Ormond & le comte de Straf-
 ford furent accusés de même. Or-
 mond persuadé que ni sa naissance,
 ni ses services ne pouvoient lui pro-
 curer un jugement équitable, aima
 mieux quitter sa patrie que de courir
 les risques de l'événement. Lui &
 Bolingbrooke n'ayant pas comparu au
 temps prescrit, le bill d'*attaîner*
 passa contre eux, & leurs noms fu-
 rent effacés de la liste des pairs.

Ormond &
 Bolingbrooke
 proscrits.

Ces violences aigriront d'autant
 plus les esprits, qu'ils étoient déjà
 en fermentation. Peu auparavant,
 Londres & Westminster avoient été
 remplis de tumulte. Le peuple avoit
 foulé aux pieds toute bienséance,
 jusqu'à brûler une figure de Guillau-
 me III, jusqu'à insulter ceux qui cé-
 lébroient l'anniversaire de la naissance
 de Georges. Les Jacobites remuoient

On craint
 une invasion.

dans le royaume. Le roi déclara au parlement qu'on étoit menacé d'une invasion. On lui donna le pouvoir de suspendre l'acte d'*Habeas corpus*, & de faire arrêter toutes les personnes suspectes; on promit cent mille livres sterling à quiconque saisiroit le Prétendant mort ou vif; on leva des troupes; on arma la flotte; on fit toutes sortes de préparatifs. Ce n'étoit pas une alarme sans fondement. Les Torys poussés à bout commençoient à entretenir des correspondances avec les ennemis du dehors. Le Prétendant espéroit la protection de Louis XIV. Ce monarque, long-temps l'idole de ses sujets & la terreur de l'Europe, mourut dans une triste vieillesse. M. Smolett ne rougit point de le dépeindre comme *un tyran factieux* qui sacrifia le repos du monde à son ambition & à son orgueil. C'est ainsi que les haines nationales altèrent la vérité historique. Un écrivain assez injuste pour flétrir la mémoire de Louis XIV, sans lui donner aucune louange, ne mérite d'être refuté que par les événemens de son regne. Avec de l'ambition & de l'orgueil, un grand

Mort de
Louis XIV.

prince peut faire des fautes, & conserver néanmoins des droits légitimes à l'admiration publique. Le duc d'Orléans, régent du royaume sous la minorité de Louis XV, se lia bientôt avec l'Angleterre. Sa politique ne s'accordoit point avec les desirs du Prétendant.

Enfin le mécontentement de la nation produisit une révolte. Le comte de Mar, leve des troupes en Ecosse, y fait proclamer Jacques III. Le nord de l'Angleterre imite cet exemple de sédition. Mais les rebelles sont poussés vigoureusement. Le bataille de Dumblain les affoiblit beaucoup sans les vaincre ; un renfort de six mille Hollandois assure la supériorité à l'armée royale ; & le Prétendant, qui étoit descendu en Ecosse, est contraint de repasser la mer. Plusieurs de ses partisans avoient été arrêtés & furent condamnés à mort. On vit les femmes de ces illustres malheureux implorer en vain la clémence & la protection du parlement. George fut inflexible. La chambre haute le suppliant de surseoir à l'exécution, il répondit séchement qu'il feroit ce qui lui paroîtroit le plus convenable

 1716.

Révolte en
Ecosse & en
Angleterre.

Générosité
& courage
d'une femme.

à la dignité de sa couronne & à la sûreté de ses sujets. Le comte de Nithsdale devoit périr sur un échafaud, ainsi que d'autres seigneurs. Sa femme (Smolett dit sa mere) le sauva par un généreux artifice. Elle obtint la permission de lui dire le dernier adieu, courut l'embrasser dans sa prison, changea d'habillement avec lui; ménagea ainsi sa fuite, & demeura prisonniere à sa place. Interrogée juridiquement, elle garda un profond silence sur le lieu de la retraite du comte. On la mit en liberté, soit parce qu'il eût été trop odieux de la punir, soit parce que l'on ne pouvoit s'empêcher de rendre justice à sa vertu.

La durée du
parlement fi-
xée à sept ans.

Souvent la sévérité ne sert qu'à enhardir l'esprit de révolte. Quoique les rebelles fussent abattus, il étoit à craindre que des exécutions sanglantes ne leur suscitassent des vengeurs. Après avoir ordonné beaucoup de supplices, la cour chercha le moyen d'en prévenir les effets. Le parlement actuel lui étoit soumis : un nouveau parlement pouvoit se tourner contre elle, & faire retomber

sur les ministres la rigueur dont on accabloit les citoyens. L'acte des parlemens triennaux, ce rempart de la liberté nationale, inspiroit de justes alarmes à un ministère qui sembloit tendre au despotisme. Attaquer cet acte si important étoit une entreprise hasardeuse ; mais les conjonctures étoient favorables. Un pair représenta dans la chambre haute que les élections trop fréquentes entretenoient l'activité des partis, fomentoient des haines dans les familles, entraînoient des dépenses ruineuses, occasionnoient les cabales & les intrigues des souverains étrangers ; que dans la situation présente des affaires, il convenoit de remédier à ce mal, & que c'étoit un moyen d'étouffer la rebellion toujours prête à se ranimer. Il proposa enfin de dresser un bill pour étendre la durée des parlemens. Ses raisons furent vivement combattues par d'autres seigneurs.

» Les lois fondamentales du royaume, disoient-ils, exigent de fréquens parlemens ; ils sont établis par l'usage de plusieurs siècles ; ils intéressent la liberté & la gloire des

» citoyens : quelle confiance les étran-
 » gers pourront-ils avoir en une na-
 » tion qui auroit sacrifié lâchement
 » ses droits les plus précieux ? Les
 » dépenses des élections , les caba-
 » les qu'elles occasionnent , loin de
 » diminuer par ce nouveau & dan-
 » gereux système , n'augmenteront-
 » elles pas avec l'intérêt qu'auront
 » les particuliers à briguer les places
 » d'un long parlement ? le ministère
 » n'aura-t-il pas & plus de motif &
 » plus de moyens d'en corrompre les
 » membres ? & le parlement ne
 » pourra-t-il pas aspirer lui-même à
 » se rendre perpétuel , après avoir
 » prolongé sa durée ; ce qui anéan-
 » tiroit les privilèges du peuple & la
 » constitution de l'état » ? Des argu-
 » mens si plausibles furent trop foibles
 » contre l'influence de la cour. On dis-
 » puta , on s'échauffa ; mais les deux
 » chambres passerent le bill qui fixoit
 » la durée du parlement à sept années ;
 » & Georges triompha en quelque ma-
 » nière du peuple dont il auroit dû se
 » faire aimer.

Charles XII
 veut détrôner
 Georges.

La complaisance du parlement lui
 tint lieu , autant qu'il étoit possible ,

de

de l'affection de ses sujets. Comme ses affaires l'appeloient en Allemagne, on annulla une clause de l'acte de *limitation* qui lui ôtoit la liberté de s'éloigner du royaume. Il avoit acquis les duchés de Breme & de Verden, dont le roi de Suede Charles XII, avoit été dépouillé par ses ennemis. Ce jeune héros, aussi brave & plus vertueux qu'Alexandre, mais dont la passion pour la guerre est un vice pour l'humanité, étant sorti de sa captivité de Bender, respiroit la vengeance, & brûloit de réparer ses malheurs. Irrité contre le roi d'Angleterre, il résolut sa ruine. Il entreprit une invasion en faveur du prétendant. Celui qui avoit fait couronner Stanislas roi de Pologne, pouvoit espérer de rétablir la maison de Stuart sur le trône qui lui appartenoit par la naissance. Ses ambassadeurs à Londres & à la Haye conspiroient sourdement pour ce grand dessein. Les mesures étoient bien prises; les difficultés sembloient s'applanir; une multitude infinie de mécontents desiroient la révolution, disposés à y concourir avec ardeur. Quoi-

Tome III.

O

que Georges se fût mis à couvert par une confédération avec la cour de France & les Etats généraux, le danger étoit éminent si le secret eût été impénétrable.

1717.

Le roi engage l'Angleterre dans les affaires du continent.

Informé de ces intrigues, le roi se hâte de quitter Hanover, & de retourner à Londres. Il fait arrêter le comte de Gyllenburgh, ambassadeur de Suede; le baron Gortz, ministre Suédois en Hollande, est aussi arrêté; on trouve dans leurs papiers des preuves certaines du complot; on les met sous les yeux du parlement; Georges demande un subside extraordinaire pour garantir ses royaumes du péril dont la Suede le menace; quelques membres se récrient contre une telle proposition, soutenant qu'elle ne s'accorde point avec les usages parlementaires; que de nouvelles alliances seroient inutiles, & qu'on ne doit pas les acheter à prix d'argent. Après de vifs débats & des plaintes ameres contre les ministres, le subside est accordé. Ainsi l'Angleterre se trouva engagée dans les affaires du continent, parce que la maison regnante possédoit des états en Allemagne. Inconvénient qui a

entraîné plus d'une fois des suites fâcheuses, sur tout en donnant au roi une armée que la nation ne peut voir qu'avec inquiétude.

Le comte d'Oxford languissoit depuis deux ans à la tour. Il profita d'une brouillerie entre les ministres, pour demander un jugement. Les deux chambres eurent de violentes contestations sur la maniere dont il falloit y procéder. Celle des seigneurs soutint que c'étoit à elle de régler les procédures, comme de prononcer la sentence, & l'emporta sur l'opposition des communes. Les accusateurs ayant été requis de comparoître, & ne s'étant point présentés, Oxford fut renvoyé absous. Mais la chambre basse, animée par le ressentiment, le fit excepter, ainsi que Prior & quelques autres, de l'acte de pardon que le roi accorda enfin. Trop de sévérité avoit précédé cet acte, pour qu'il effaçât les impressions de la rigueur. Une sage clémence fait pardonner à propos, & solliciter au repentir. On reprochoit à Georges de n'avoir pas imité en cela ses prédécesseurs.

Oxford déchargé de l'accusation.

Mort de
Charles XII.
Entreprise de
la cour d'Es-
pagne.

Quadruple
alliance.

Un événement imprévu le délivra de toute inquiétude du côté de la Suede. Charles XII, qui étoit sur le point de s'unir avec le Czar Pierre le Grand, fut tué au siège de Frédérikstadt en Norwege, & les états qu'on lui avoit enlevés demeurèrent entre les mains des possesseurs. Georges n'avoit pas encore reçu l'investiture des duchés de Breme & de Verden. C'étoit pour lui une raison de ménager l'empereur Charles VI, & de le soutenir contre l'Espagne. Tandis que Charles faisoit la guerre aux Turcs, comme allié des Vénitiens, guerre fameuse par les victoires du prince Eugene, Philippe V s'empara de la Sardaigne sous des prétextes plus spécieux que solides. Le cardinal Alberoni son ministre, tout occupé de vastes projets, attira sur la monarchie Espagnole un orage que la prudence sembloit devoir éviter. L'empereur, la France, l'Angleterre & la Hollande conclurent un traité célèbre pour maintenir la tranquillité de l'Europe. La quadruple alliance régloit le partage de quelques états. Philippe en fut mécontent; on se prépara bien.

tôt à la guerre. Le parlement fixa le nombre des troupes à seize mille hommes, & passa un bill pour punir la mutinerie & la défection. Ce bill rétablissant la loi martiale, enlevoit au magistrat civil la connoissance des crimes que commettraient les soldats ou les officiers de l'armée. Un acte si contraire au génie Anglois prouve l'altération des principes ; mais il paroît convenir au génie de la discipline militaire.

Le but de la quadruple alliance étoit d'obliger le roi d'Espagne à faire la paix avec l'Empereur, à qui le duc de Savoie devoit céder la Sicile en échange pour la Sardaigne. Ce traité, trop avantageux à la maison d'Autriche, dont il augmentoit le pouvoir en Italie, fut rejeté par la cour d'Espagne. Georges, pour soutenir sa médiation avec la force des armes, fit partir une flotte de vingt vaisseaux de ligne sous le commandement de l'amiral Bynk. Les Espagnols faisoient des conquêtes en Sicile. Déjà maîtres de Palerme & de Messine, ils pouvoient le devenir promptement de l'île entière. L'armée Angloise at-

 1718.

L'amiral
Bynk bat les
Espagnols.

taqua leur flotte plus nombreuse que la sienne, & la détruisit presque sans effort. La guerre n'étoit pas encore déclarée. On reclama en Espagne le droit des gens violé par cette action. Quelques membres du parlement, Walpole en particulier qui n'étoit plus en faveur, la blâmerent avec chaleur. On se plaignit du tort que faisoit au commerce une rupture si irrégulière, si précipitée. Les plaintes eurent peu d'effet. Le parlement, docile aux impressions de la cour, approuva tout ce qu'elle voulut, & la guerre fut déclarée à l'Espagne.

Projets du
cardinal Alberoni.

Peu de temps après, le duc d'Orléans découvrit un complot tramé par Alberoni contre sa personne. Cet audacieux ministre ne se proposoit rien moins que de bouleverser le gouvernement de France. La découverte de l'intrigue amena une déclaration de guerre. La France, qui avoit prodigué son sang & ses trésors pour Philippe V, se trouva tout-à-coup son ennemie; tant la politique rompt aisément les liens de la nature. Alberoni, toujours plus ardent à mesure qu'il rencontra plus d'obstacles, pro-

jette une invasion en faveur du Pré-
 tendant. Il le fait venir d'Italie, con-
 certé avec lui, presse l'exécution de
 l'entreprise. Dix vaisseaux de guerre,
 & quantité de bâtimens de transport
 se mettent en mer sous les ordres
 du duc d'Ormond impatient de tirer
 vengeance de sa disgrâce. Mais Geor-
 ges avoit pour lui la fortune. Une
 tempête dissipe cette flotte; trois
 cents Espagnols, descendus en Ecosse,
 sont forcés de se rendre prisonniers;
 toutes les espérances du Prétendant
 s'évanouissent. Bientôt le comte de
 Merci, général de l'empereur, sou-
 tenu par l'amiral Bynk, soumet une
 partie de la Sicile. Le roi d'Espagne,
 ne pouvant résister à tant d'ennemis,
 accède enfin à la quadruple alliance,
 & renvoie son ministre dont les pro-
 jets ambitieux l'avoient engagé dans
 cette guerre. Si toutes les guerres
 étoient aussi courtes, elles afflige-
 roient l'humanité sans la réduire au
 désespoir.

1719.

Les Espagnols
 échouent par-
 tout.

Un autre fléau, né de l'insatiable
 avarice, mit l'Angleterre en com-
 bustion. Les dettes nationales mon-
 toient à plus de quatorze millions de

1720.

Système fa-
 tal de la com-
 pagnie du Sud.

livres sterling. On cherchoit le moyen de les acquitter. La banque & la compagnie de la mer du Sud firent des offres à cet égard. Celles de la compagnie, paroissant plus avantageuses, furent acceptées, & le chevalier Blunt, auteur du système qu'on adoptoit, se livra tout entier à l'exécution de cette entreprise. Le système de Law, qui avoit une base plus solide, venoit de bouleverser la France. Mais la passion des richesses, comme les autres passions, est quelquefois trop aveugle pour profiter de l'expérience qu'elle a sous les yeux. Le desir & l'espérance d'une fortune considérable attirerent dans le piège une infinité de malheureux, dupes de l'artifice & de l'intérêt. Les directeurs de la compagnie, leurs partisans mercenaires, ayant infatué le public par des chimères attrayantes, les actions monterent rapidement de cent jusqu'à mille livres. La manie de l'agiotage s'empara de toutes les têtes, absorba toutes les idées. Whigs, Torys, Jacobites, noblesse, clergé, médecins, jurisconsultes, marchands, les femmes ainsi que les hommes,

tout parut animé du même esprit. Chacun donnoit son argent pour du papier, chacun croyoit s'enrichir en se dépouillant. Ce prestige ne fut pas de longue durée. On vit que le commerce du Sud, fondement ruineux d'une si énorme entreprise, ne pouvoit répondre aux vœux de la cupidité. Les actions baissèrent prodigieusement. Plusieurs projets, enfantés par une industrie avare & frauduleuse, furent totalement décriés. L'argent disparut, les paiemens cessèrent, le crédit public se dissipa; des familles sans nombre se virent plongées dans l'indigence, & les cris du désespoir succédèrent à l'ivresse d'une joie frivole & insensée.

Georges, qui étoit alors en Allemagne, se hâta de venir remédier au désordre. Il invite le parlement à s'occuper de cet objet. Les deux chambres font éclater le même zèle, quoiqu'il y ait parmi leurs membres des âmes corrompues, intéressées à tant d'infâmes manœuvres. On examine les coupables, on confisque les biens des directeurs de la compagnie, en leur laissant quelque chose pour leur

Rétablissement
du crédit
public.

substance ; on indemnise les créanciers autant que les conjonctures le permettent, on rétablit enfin le crédit public dont la ruine entraînoit celle du royaume. Le parlement ne pouvoit rendre un plus grand service à la nation. Walpole contribua beaucoup par son génie & son travail , au succès d'une affaire si épineuse. Il rentra dès-lors en faveur, & fut fait premier commissaire de la trésorerie. C'est un des grands avantages de l'Angleterre, que la cour trouve le sien à favoriser le mérite.

1721.

Affaires ecclésiastiques.

Quoique les disputes de religion fussent presque éteintes avec le fanatisme, quelques affaires ecclésiastiques occasionnerent des débats dans le parlement. En 1718, il avoit passé un bill pour annuler des actes sévères contre les non-conformistes. L'évêque de Bangor avoit soutenu à ce sujet que de pareils actes étoient des lois de persécution, & que si l'on admettoit en matière ecclésiastique les principes de l'intolérance, toutes les persécutions des païens, & même l'inquisition papiste, pouvoient être justifiées. Cependant le progrès de

l'impiété & de la licence réveilla le zèle de ceux qui penchoient pour la rigueur. Un luxe monstrueux, d'horribles débauches, un mépris affecté pour la religion & les mœurs, étoient les fruits du système qui avoit substitué l'or & l'argent aux objets les plus dignes de l'homme. L'athéisme levoit le front. Dieu étant méprisé ou méconnu, il ne restoit ni frein, ni règle, ni principes. En conséquence des représentations d'un pair sur ces abus, on dressa un bill contre le blasphème & la profanation, dans lequel se trouvoient plusieurs articles peu conformes à la liberté accordée précédemment aux non-conformistes. Ce fut un motif d'attaquer le bill. La dispute s'échauffa, & fit naître des propos très-singuliers. Un évêque ayant représenté les derniers malheurs comme une suite des vices dominans, le lord Onslow répondit avec dérision, que ce prélat devoit être un grand pécheur, puisqu'il avoit tant perdu au projet de la mer du Sud. Le duc de Wharthon, célèbre par son libertinage, dit qu'il faisoit volontiers l'occasion de dilliper la ca-

Bill contre
le blasphème
& l'impiété.
Débats à ce sujet.

loinnie , en déclarant qu'il n'étoit point le partisan du blasphême , ni l'ennemi de la religion ; mais que cependant il ne pouvoit approuver ce bill , parce qu'il le jugeoit contraire à l'Ecriture. Aussitôt il tira une bible de sa poche , & lut divers passages dont il conclut que le bill devoit être rejeté. L'opinion du comte de Péterborough eut quelque chose de plus bizarre. Il déclara qu'il vouloit bien un roi parlementaire , mais non un Dieu ni une religion de la main du parlement ; & que si la chambre le génoit à cet égard , il iroit à Rome , & tâcheroit d'avoir un chapeau de cardinal , aimant mieux traiter de pareilles affaires dans le conclave qu'au milieu des pairs d'Angleterre. L'opposition fut si violente que le bill ne passa point. Georges avoit plus à cœur de se faire donner des subsides , & il en obtint un pour remplir ses engagements avec la Suede ; engagements où la nation étoit peu intéressée. Maître de la chambre basse , il la faisoit servir à tous ses desseins.

1722. L'amour de la liberté ne laissoit pas d'aller quelquefois jusqu'à l'excès.

Pour se garantir de la peste qui déso-
loit la Provence, on avoit ordonné
de bâtir des lazarets, & de faire des
lignes autour des lieux où la conta-
gion auroit pénétré. Quelqu'un re-
présenta qu'enfermer des citoyens
dans un hôpital par ordre du gouver-
nement, & tirer des lignes autour
d'une place infectée, étoient des pra-
tiques inconnues dans la constitution
Angloise, incompatibles avec la dou-
ceur d'un gouvernement libre, odieu-
ses même en ce qu'elles étoient imi-
tées du gouvernement *arbitraire* de
France. Ces raisons, quoique réfus-
tées avec force, firent retrancher de
l'acte parlementaire ce qui donnoit
de l'ombrage. Un fantôme de li-
berté l'emporta sur la sûreté pu-
blique. Le gouvernement arbitraire
sous lequel on supposoit que la France
devoit gémir, étoit donc plus avan-
tageux en soi-même. La vraie liberté
peut-elle exclure l'unique moyen de
mettre un pays à couvert de la con-
tagion? Les Quakers occasionnerent
aussi quelques disputes dans le par-
lement. Ils avoient obtenu sous le
roi Guillaume, que leur affirmation

Liberté mal
entendue.

Bill en fa-
veur des Qua-
kers.

solennelle tînt lieu de serment en justice ; car tout serment répugnoit à leurs maximes , & leur réputation de probité étoit si bien établie , qu'ils pouvoient être crus sur leur parole. Extrêmement scrupuleux en fait de formules , ils demanderent encore qu'on retranchât ces mots de leur affirmation juridique , *en présence du Dieu tout puissant*. Les communes donnerent un bill en conséquence de leur requête. L'archevêque d'York , quelques autres pairs se déclarerent contre le bill ; le clergé de Londres présenta une pétition pour se plaindre d'une condescendance si singulière en faveur de gens qui étoient à peine chrétiens. Mais le ministère traita cette pétition de libelle séditieux , & le plus grand nombre la rejeta. Il est triste que l'exemple des Quakers fasse la censure des chrétiens , & qu'il faille exiger des sermens qui ne servent guere qu'à multiplier le parjure.

Conspira-
tion plus que
douteuse.

Toutes les affaires étant finies au gré de la cour , Georges rompit le parlement , en convoqua un nouveau. Les élections furent si bien dirigées , que les membres de l'ancien forme-

rent la plus grande partie des communes. Le roi fit bientôt part à l'assemblée d'une conspiration nouvellement découverte. Quoiqu'il n'y en eût aucune preuve certaine ni même vraisemblable, l'alarme se répandit comme dans un péril évident. L'acte d'*Habeas corpus* fut suspendu pour une année entière ; la nation fut mise en quelque sorte à la discrétion du ministère ; quelques seigneurs & plusieurs particuliers furent emprisonnés ; un manifeste absurde attribué au Prétendant échauffa encore les esprits ; on porta des bills sévères contre les catholiques ; les bruits & les préparatifs de guerre répandirent le trouble dans tout le royaume. En supposant la conjuration réelle , il falloit supposer , selon la remarque de M. Smolett, que les conspirateurs n'avoient pas le sens commun , qu'on les accusoit de s'être adressés au régent de France , dont les liaisons intimes avec le roi d'Angleterre étoient si connues. Cependant les communes déclarèrent la certitude du complot pour changer le gouvernement, & mettre un papiste sur le trône. Elles

1723.

Procès d'Atterbury.

Discours d'un
pair en faveur
de l'accusé.

pour suivent le procès des accusés. Un des principaux est le fameux Atterbury, évêque de Rochester, prélat d'une naissance obscure, mais d'un mérite brillant, ami des lettres, distingué par ses lumières autant que par ses vertus, odieux à la cour, parce qu'il n'en suivoit pas les principes, odieux aux Whigs, parce qu'il avoit les sentimens d'un Torys. Il étoit en prison. Il déclina la juridiction de la chambre, & déclara qu'il produiroit ses défenses devant les pairs. Les preuves contre lui se réduisoient à deux lettres en chiffre interceptées par les commis de la poste, & selon toute apparence fabriquées par ses ennemis. C'en fut assez pour le condamner à perdre son bénéfice & au bannissement. Le bill des communes excita de vives réclamations dans la chambre haute. Le lord Bathurst déploya toute la force de son éloquence. Si l'on soutient de semblables procédés, dit il, il ne reste d'autre parti à prendre pour moi & pour les autres, que de nous retirer à la campagne, & d'y jouir tranquillement de nos biens, s'il est possible, au milieu de

nos familles. La moindre correspondance , la moindre lettre interceptée peut nous rendre criminels. Il insista sur l'exemple du cardinal Mazarin qui disoit qu'avec deux lignes de l'écriture d'un homme , jointes à un petit nombre de circonstances prouvées par témoin , il étoit maître de sa vie. Se tournant ensuite vers les évêques trop peu favorables à leur confrere , il témoigna son indignation de la haine envenimée de quelques personnes contre le savant évêque de Rochester ; haine inconcevable , » à » moins qu'ils ne fussent pénétrés de » la ridicule opinion de quelques » sauvages , qui croient hériter , non- » seulement des dépouilles , mais des » talens d'un illustre ennemi , lorsqu'ils l'ont tué dans une bataille ». Ces oppositions n'empêcherent pas le bill de passer. Atterbury se refugia en France , où il trouva le repos , l'estime , & tout ce que la société offre d'agréments aux esprits supérieurs & aux belles ames. Le roi accorda le pardon du lord Bolingbrooke , en même temps qu'il fit transporter l'évêque hors du royaume. Il n'y eut

qu'un seul homme exécuté pour la conspiration. Des criminels d'état auroient-ils échappé au supplice sous un monarque si sévère ?

1725.

Procès du
chancelier
Macclesfield.

La rigueur des lois ne peut être mieux employée qu'à punir ceux qui abusent de l'autorité des lois mêmes. Tel étoit le comte de Macclesfield, chancelier, homme intéressé, dont les pratiques vénales excitoient les murmures de la nation. Chargé de la haine publique, il résigna volontairement les sceaux. Mais cette démarche ne le mit point à couvert. On l'accusa au parlement d'avoir envahi les biens de la veuve & de l'orphelin, d'avoir porté les places de la chancellerie à des prix exorbitans, d'avoir abandonné à ses subalternes de grosses sommes appartenantes aux plaideurs, afin que ces officiers pussent satisfaire sa propre rapacité. On instruisit le procès. Le chancelier convaincu de pratiques frauduleuses, fut condamné à une amende de trente mille livres sterling, & à demeurer en prison jusqu'au paiement. Si la corruption pénètre dans l'ame des premiers magistrats, quel ravage

doit-elle faire dans le corps de la nation ! L'exemple du châtimement devient alors nécessaire. Malheureusement il est plus rare, à mesure que le vice est plus commun. Le roi proposa le parlement, après lui avoir témoigné une satisfaction pleine de reconnoissance. Des subsides considérables qu'il en tiroit sans nécessité, méritoient ces sentimens. Les communes se montroient aussi prodigues qu'elles avoient été autrefois dures & économes. La nation étoit moins accablée d'impôts dans les temps où l'on ne cessoit de crier au despotisme. Georges, comme électeur de Hanover, ayant des intérêts étrangers à ceux de son royaume, sa grande politique consista toujours à les soutenir aux dépens de l'Angleterre.

Subsides pour
des affaires
étrangeres.

Il la déploya bientôt dans de nouvelles négociations relatives aux affaires du continent. L'empereur, qui sentoît les besoins d'argent & la nécessité du commerce, avoit établi à Ostende une compagnie des Indes orientales, objet de jalousie pour les puissances maritimes. Dans la vue de soutenir cet établissement, & de se

Traité de
l'empereur
avec l'Es-
pagne.
Alliance du
roi.

fortifier contre le roi d'Angleterre, auquel il n'avoit point donné l'investiture de Breme & de Verden, il termina ses différends avec l'Espagne. Le traité fut signé à Vienne par le duc de Riperda, Hollandois, qui avoit renoncé pour la fortune à sa religion & à sa patrie, & qui étoit devenu premier ministre de Philippe V. Les deux souverains renoncèrent à toute prétention sur les états l'un de l'autre; Philippe accorda aux négocians Autrichiens les avantages des autres négocians étrangers; il assura la garantie de la compagnie d'Ostende, & promit un subside annuel de quatre millions de piastrès à l'empereur. La Russie entra dans cette alliance. Georges en fut alarmé; il craignit pour ses états d'Allemagne; il conclut à Hanover une alliance défensive avec la France & la Prusse, & retourna aussitôt en Angleterre.

1726.

Georges fait
approuver ses
mesures.

Pour faire approuver aux Anglois ce traité qui ne les intéressoit que de loin, on eut l'adresse d'y insérer des articles sur le commerce & la religion protestante. On sema des bruits capables d'émouvoir le peuple; on

débita que les Impériaux s'uniroient aux Espagnols pour la conquête de Gibraltar & de Port-Mahon , on fit retentir ces grands mots toujours répétés depuis , *machinations de gens mal-intentionnés, complots d'un Prétendant papiste, intérêts des protestans ; balance du pouvoir, liberté & sûreté du royaume ;* paroles semblables , dit un historien Anglois , à des sons cabalistiques qui ont fasciné la nation jusqu'à lui faire sacrifier ses intérêts aux affaires du continent. En vain un membre des communes représenta que le traité paroïssoit contraire à l'acte d'établissement , par lequel on s'étoit interdit toute guerre pour la défense des états que le roi possédoit en Allemagne. Cette raison plausible ne pouvoit l'emporter sur l'ascendant de la cour. Les deux chambres approuverent sans peine le traité , & promirent au roi de le soutenir si l'on attaquoit ses états. Des subsides extraordinaires furent le gage de la soumission du parlement.

Trois escadres Angloises mettent à la voile , l'une destinée à bloquer les ports de Russie ; l'autre à croiser

La guerre résolue.

les côtes d'Espagne, l'autre à saisir les galions Espagnols dans les Indes occidentales. Cette dernière expédition ne réussit point. La cour de Madrid, blessée par des hostilités en pleine paix, ordonne des préparatifs de guerre. Georges assemble le parlement, lui expose avec art tout ce qui peut faire impression; parle des projets du Prétendant, des intérêts du commerce, des dangers de la religion protestante, déclare qu'il faut abandonner Gibraltar & Port-Mahon à l'Espagne, supporter les entreprises de la compagnie d'Ostende, ou défendre vigoureusement des droits inviolables contre deux puissances unies pour les anéantir. Les communes entrent d'elles-mêmes dans toutes ses vues, & lui accordent quarante-six mille hommes, avec une taxe de quatre schellings par livre sur les terres. Il trouve moins de facilité dans la chambre haute. Un violent débat y annonce d'abord beaucoup d'opposition. Le lord Bathurst, après avoir développé les inconvéniens de la guerre; observe que de grandes sommes ont été distribuées en divers

1717.

Opposition
dans la cham-
bre haute.

endroits pour faire réussir certaines mesures, & invite les pairs à examiner sérieusement un objet si considérable. Quant à moi, dit-il, je n'ai jamais touché d'or d'Espagne ni d'Angleterre; je ne suis ni François, ni Espagnol; mais je me glorifierai toujours d'être un véritable Anglois, & de parler & d'agir pour le bien de ma patrie, tant que j'aurai l'honneur d'être membre de cette chambre. On ne laissa pas de décider que les mesures du roi étoient honorables, justes & nécessaires. Une protestation de dix sept pairs prouva seulement qu'il y avoit encore des ames assez courageuses pour se roidir contre des résolutions qu'elles ne pouvoient approuver.

La harangue du roi lui attira une espece de démenti public. Le comte de Palms, ministre de l'empereur à Londres, eut ordre de lui présenter & de publier une remontrance, dans laquelle on imputoit à Georges d'avoir avancé comme certains plusieurs faits tronqués ou mal rendus, ou destitués de fondement; on soutenoit que l'article sur le Prétendant

Remontrance
du ministr.
de l'empereur.

étoit faux , qu'il n'y avoit aucune alliance offensive entre l'empereur & l'Espagne , que le traité de Vienne ne donnoit aucune atteinte aux droits légitimes de l'Angleterre ; on demandoit enfin réparation de l'injure faite à Sa Majesté Impériale par ces imputations calomnieuses. Le parlement s'éleva contre un mémoire si hardi ; Palms fut renvoyé ; les deux souverains s'attaquèrent à la diette de l'empire par des écrits pleins de personnalités & d'amertume ; tout annonçoit une guerre violente & opiniâtre. Georges contracta de nouveaux engagements avec la France , la Suede , le Danemarck , le prince de Hesse-Cassel. Il se ménagea des secours en Allemagne , mais qui devoient coûter de grosses sommes à l'Angleterre.

Le parlement
laisse à Georges
l'emploi
des subsides.

Après avoir tout obtenu du parlement , il ne lui restoit qu'à se rendre maître de l'emploi des subsides dont le parlement avoit été si jaloux. Le secrétaire de la trésorerie proposa dans la chambre des communes , qu'on donnât pouvoir au roi d'appliquer l'argent qu'il jugeroit nécessaire pour fournir aux dépenses , & pour remplir

plir les engagements contractés, ou qui pourroient l'être avant la fin de l'année. Cette proposition étoit de nature à soulever les esprits. On ne manqua pas d'observer que la prudence des parlemens avoit toujours pris des précautions contre le mauvais emploi des deniers publics; que jamais, dans un gouvernement libre, il ne s'étoit donné de pouvoir si illimité & d'une conséquence si dangereuse; qu'il étoit essentiel pour le bien de l'état de conserver les formes parlementaires, d'accorder les secours sur des estimations, & d'appliquer ces secours à des objets avoués publiquement, & reconnus nécessaires; enfin, que si l'on dérogeoit aux usages, aux maximes établies, de pareils exemples deviendroient fréquens, les ministres & la couronne acquerroient un pouvoir absolu de lever des taxes, & la constitution Angloise seroit bientôt anéantie. Il en fut de cette affaire comme des autres agitées sous ce regne. L'opposition ne put contrebalancer le parti de la cour, & le bill passa dans les deux chambres.

Siege de Gi-
braltar.

Cependant les Espagnols formerent le siege de Gibraltar. Mais leurs mesures étoient trop mal prises, & la place trop bien défendue, pour qu'ils pussent réussir. Les puissances armées l'une contre l'autre, n'avoient pas, malgré l'aigreur du ressentiment, cette passion de la guerre qui prolonge les calamités du genre humain. La France employa utilement sa médiation pour rendre le calme à l'Europe.

Préliminaires
de paix.

On convint des articles préliminaires, portant que les hostilités cesseroient d'abord, que la compagnie d'Ostende seroit suspendue pour sept ans, & que l'on tiendrait dans quatre mois un congrès où tous les différends seroient terminés. Le roi, après avoir établi une régence, s'embarqua, & prit la route de Hanover. Il fut attaqué en chemin d'une maladie dont il mourut à Osnabrug dans la soixante-huitième année de son âge, & la treizième de son règne. Georges I. avoit de grandes qualités, beaucoup de génie, de discernement, de politique, de talent pour les négociations; il étoit ennemi du faste, & grave dans sa conduite, quoiqu'on lui ait repro-

Mort de
Georges I.

ché d'avoir donné à sa maîtresse la charge de grand Ecuyer. La réputation de sagesse dont il jouissoit avant que de parvenir au trône , fut ternie aux yeux des Anglois par un gouvernement peu conforme à leurs principes & à l'intérêt de la nation. Les conseils de ses ministres l'entraînèrent peut-être au-delà de ses propres mesures ; & d'ailleurs , il est si naturel aux princes de vouloir étendre leur autorité ! En devenant maître du parlement , il perdit l'affection de son peuple , le plus grand trésor que puisse avoir un souverain. Brouillé avec le prince de Galles , (Georges II) son fils unique & son successeur , il ne lui donna jamais de part au gouvernement. Le fils a paru plus digne de la couronne que le pere. L'histoire de son regne doit être réservée pour un temps où la vérité sera plus facile à éclaircir.

Nous terminerons cet ouvrage par quelques observations sur le gouvernement , les mœurs & la littérature d'Angleterre ; objets plus intéressans pour la plûpart des lecteurs que les sièges , les batailles , & les traités

politiques , dont les détails minutieux fatiguent la mémoire sans exercer la raison.

Pouvoir de
la couronne.

Depuis l'expulsion des Stuarts , la prérogative royale étoit resserrée dans des limites plus étroites ; les actes d'autorité arbitraire furent moins communs , la liberté civile mieux affermie ; mais le souverain n'en fut guere moins puissant. Il avoit toujours en main les ressorts qui remuent les passions. Maître des offices , des dignités , il pouvoit attirer à lui cette multitude d'ames ambitieuses ou vénales qui adorent la fortune. Une corruption contagieuse , produite par les richesses & par l'intrigue , infecta dès le temps de Guillaume III ce peuple altier si jaloux de sa liberté. Deux partis inconciliables employèrent l'un contre l'autre l'art funeste de séduire les citoyens , & d'acheter les suffrages. Pour dominer dans le parlement , ils ne rougirent pas d'altérer les principes du patriotisme ; & la cour fut profiter d'un mal qui favorisoit ses desseins.

Le parlement
soumis à la
cour.

Elle vint à bout de remplir de ses partisans la chambre basse , d'en di-

riger les délibérations, d'en tirer des
 subsides énormes, plutôt pour ses pro-
 pres intérêts que pour les besoins de
 l'état. L'acte des parlemens triennaux
 ménageoit une ressource aux patrio-
 tes. Ils pouvoient espérer de repren-
 dre bientôt le dessus. Mais dès que
 la durée du parlement fut fixée à sept
 ans sous Georges I, la nation parut
 exposée aux entreprises du despotisme.
 On fit en 1734 de vains efforts
 pour rétablir les choses sur l'ancien
 pied. Le chevalier Windham, après
 avoir supposé, dans une harangue
 pleine de force & de raison, un roi
 incapable de gouverner, un premier
 ministre souillé de vices, un parle-
 ment vénal esclave du ministère; &
 après avoir dépeint les suites cruel-
 les de cette supposition : » J'espère,
 » dit-il en finissant, que cela ne se vé-
 » rifiera jamais. Cependant la nation
 » peut être assez malheureuse pour
 » voir sur le trône un tel prince, li-
 » vré à un tel ministre, & le ministre
 » soutenu par un tel parlement. Les
 » lois humaines ne peuvent changer
 » le cours de la nature. Il ne dé-
 » pend pas de nous d'empêcher l'exis-

» tence d'un tel prince ni d'un tel par-
 » lement. Et comme il est bien plus
 » vraisemblable qu'il existera si la loi
 » des sept années subsiste, que si
 » elle est anéantie, je conclus à de-
 » mandet avec toute l'ardeur possi-
 » ble que cette loi soit annullée ».
 La proposition de Windham fut débattue, & le plus grand nombre la rejeta.

Il y eut toujours en Angleterre de ces hommes vigilans, zélés, incorruptibles, qui ont sans cesse la patrie devant les yeux, qui luttent contre le torrent des intérêts étrangers, & qui parlent en citoyens au milieu de l'assemblée la plus corrompue. Un gouvernement, où de tels hommes peuvent dire librement leurs pensées, où ils la disent sans crainte & sans détour, a dans soi-même un grand principe de vie & de vigueur. Mais depuis que la couronne a une armée permanente, depuis qu'elle a des intérêts qui ne touchent point la nation, depuis qu'elle peut compter sur les suffrages d'un long parlement, l'équilibre des pouvoirs qui forment la constitution Angloise, est

devenu plus difficile à maintenir. Des atteintes violentes à la liberté révolteroient un peuple ombrageux & terrible dans ses emportemens. La corruption, en détruisant les principes, fera peut être un jour plus de mal que n'en feroient les violences du despotisme.

On admire dans l'esprit des loix (l. XI, c. 6. l. XIX, c. 27.) la peinture du gouvernement d'Angleterre. Le génie sublime qui l'a tracée, développe tous les avantages de cette institution politique, & la représente comme un des chef-d'œuvres de la législation humaine. L'animosité des partis, les excès même en tout genre lui fournissent une preuve de la force interne de l'état. » Toutes les passions y étant libres, dit-il, la haine, l'envie, la jalousie, l'ardeur de s'enrichir & de se distinguer paroîtroient dans toute leur étendue ; & si cela étoit autrement, l'état seroit comme un homme abattu par la maladie, qui n'a point de passions, parce qu'il n'a point de forces ». Sans examiner si les Anglois jouissent actuellement de leur liberté,

Sentiment de
Montesquieu
sur le gouver-
nement An-
glois.

ou non, il montre qu'elle est établie par leurs lois, & il n'en cherche pas davantage. » Je ne prétends point, » ajoute-t-il, ravalier les autres gouvernemens, ni dire que cette liberté politique extrême doive mortifier ceux qui n'en ont qu'une modérée. Comment dirois-je cela, moi qui crois que l'excès même de la raison n'est pas toujours désirable, & que les hommes s'accoutument presque toujours mieux des milieux que des extrémités ? En effet pour peu que l'on réfléchisse sur la fermentation, les cabales, les discordes, les troubles, l'inquiétude, la défiance, les passions orageuses qui agitent perpétuellement le peuple Anglois, le François, tranquille sous un gouvernement doux, protégé par des lois sages, attaché par amour comme par devoir à la personne de son roi, fidèle sans contrainte, & obéissant avec honneur, le François, dis-je, lors même que le cours des événemens lui arrache quelques plaintes, doit encore se féliciter & s'honorer de sa patrie.

Liberté de

Le pouvoir de dire & d'écrire ce

qu'on pense en se renfermant dans les limites de la loi, est sans doute, com-
 me l'observe M. de Montesquieu, une
 suite nécessaire de la liberté. Ce de-
 vroit être le moyen d'éclairer le peuple
 & ceux qui gouvernent, de faire sen-
 tir les abus, & d'y apporter du reme-
 de, de soutenir les intérêts de la patrie,
 & d'en écarter les périls. Mais la li-
 cence abuse des droits les plus légi-
 times. Chez les Anglois, une satire
 envenimée ne respecte ni les parti-
 culiers, ni les ministres, ni le gou-
 vernement. Non contents de distiller
 leur fiel dans les conversations ou
 dans des libelles, ils l'ont souvent
 répandu avec fureur sur les théâtres.
 Une farce contre le ministère ayant
 été dénoncée, sous Georges II, à la
 chambre des communes, on proposa
 un bill pour assujétir les écrivains
 dramatiques à l'inspection du cham-
 bellan, de manière qu'ils ne pussent
 faire jouer aucune pièce sans per-
 mission. Le comte de Chesterfield fit
 à ce sujet un discours très-remarqua-
 ble. En convenant que le théâtre de-
 voit avoir des règles, il soutint qu'il
 falloit s'en tenir aux lois établies, &

parler & d'é-
 crire.

Licence du
 théâtre.

ne pas mettre de nouvelles entraves à la liberté. » Si une piece, dit-il, » semble être un libelle, ou contre » le gouvernement, ou contre quel- » que particulier, les tribunaux sont » ouverts, les lois suffisent pour pu- » nir les criminels. Si les poëtes & » les comédiens méritent d'être ré- » primés, qu'ils le soient par la lé- » gislation connue : s'ils se rendent » coupables, qu'ils soient jugés, com- » me tous les autres Anglois, par les » lois de Dieu & par celles du pays. » Ne les assujétissons point à la vo- » lonté arbitraire & au caprice d'un » homme. Le pouvoir d'un seul pour » juger & déterminer sans limitation, » sans appel, est un pouvoir inconnu » dans nos lois, incompatible avec » notre constitution, un pouvoir plus » grand, plus absolu que nous n'en » accordons au roi même ». Ce dis- » cours fut admiré, mais n'empêcha point le bill des spectacles de passer en loi.

Caractere du
peuple.

Georges I supprima en 1717, à la requête de l'université de Cam-bridge, l'usage ridicule de brûler en effigie le diable, le pape, le Préten-

dant, le duc d'Ormond & le comte de Mar. Un tel usage fait connoître le caractère du peuple, la vivacité de ses haines, & son mépris des bienféances. La politesse n'a point encore adouci cette âpreté de mœurs que les Anglois tiennent du climat, de la forme du gouvernement, & de leur position dans une île. Des hommes accoutumés à la mer, enflammés par l'esprit de faction, orgueilleux de la liberté & de la fortune, livrés à des disputes politiques, tout occupés de leurs intérêts, de leurs systèmes; ardens, fougueux, moins par faillies que par principes, dédaignent trop l'art de plaire pour ne pas franchir souvent les bornes de l'honnêteté. C'est une chose commune parmi eux, que les seigneurs mêmes confondus avec le peuple, prennent part à ses excès & à ses emportemens. Les richesses rapprochent les états; la grande autorité des communes enflé le cœur de la bourgeoisie. Chacun se regardant comme un personnage, & ne craignant aucun citoyen, la fierté de tous met une sorte d'égalité entre tous.

suicide.

L'humeur, le caprice, la bizarrerie, doivent nécessairement éclater dans une nation, où plusieurs citoyens ne se soucient de plaire à personne. *La plupart, avec de l'esprit, seront tourmentés par leur esprit même*, selon la remarque de M. de Montesquieu ; *dans le dédain ou le dégoût de toutes choses, ils seront malheureux avec tant de sujets de ne l'être pas.* De là vient sans doute la manie du suicide, dont les exemples sont fréquens en Angleterre. Un Anglois s'ennuie de vivre, & se tue de propos délibéré. Richard Smith & sa femme se pendirent en 1732, l'un à côté de l'autre, après avoir tué leur enfant encore au berceau, & avoir recommandé par un billet leur chien & leur chat aux bontés de leur hôtesse. On trouva une lettre écrite, non-seulement de sang froid, mais avec une sorte de gaîté, par laquelle ils justifioient leur résolution & le meurtre de leur fille. Ils lui avoient ôté la vie, disoient-ils, pour lui en épargner les maux ; ils vouloient se délivrer avec elle de la misère où ils étoient tombés sans ressource, & ils

se confioient en la bonté de l'Etre suprême qui ne pouvoit se complaire dans le malheur de ses créatures. Le désespoir de ces deux infortunés est moins étrange que celui d'un grand nombre d'autres Anglois qu'on a vus se donner la mort , au sein de l'abondance , par tristesse ou par dégoût de la vie.

Le courage & la politique , l'agriculture & l'industrie , le commerce & la marine , ont porté la puissance des Anglois au plus haut point où il semble qu'elle puisse parvenir. Les sciences & les belles lettres ont rendu leur gloire encore plus durable. Nul peuple ne les surpasse dans les méditations savantes. Leurs mathématiciens, leurs philosophes ont ouvert une immense carrière à l'esprit humain. Il suffit de nommer Newton & Loke , génies d'autant plus admirables, qu'ils se renferment dans la sphere de la nature pour en percer les secrets , au lieu de se perdre dans les systèmes fantastiques pour créer de nouvelles erreurs. Plusieurs philosophes en Angleterre ont suivi les fausses routes de l'impicité ; malheur presque inévita-

Science ;
philosophie

Théologie.

ble, lorsque la raison n'a aucun frein. Mais la religion a trouvé parmi les Anglois des défenseurs sans préjugés & sans fanatisme, aussi forts par le raisonnement que respectables par l'étendue des lumières. Le clergé ayant perdu son ancien crédit, s'est livré aux travaux qui attirent l'estime personnelle. Il a très-peu d'influence dans les affaires; mais il porte la vérité dans les esprits. La science conduit aux dignités ecclésiastiques, & l'émulation nourrit des talens qui seroient étouffés sous l'empire de la faveur.

Dans un pays où l'on préfère l'utile à l'agréable, les recherches, les expériences relatives aux besoins de la société, fixent principalement l'attention du public. Personne n'ignore combien les Anglois ont travaillé en ce genre, & combien ils y ont eu de succès. En perfectionnant l'agriculture & la navigation, ils se sont assuré des ressources inépuisables. Par l'inoculation de la petite vérole, ils ont conservé des milliers de citoyens.

Inoculation.

Elle fut essayée sur des criminels en 1721, & depuis elle est devenue pres-

que générale dans le royaume. Ce n'est pas à nous de peser les raisons pour & contre cette pratique. Mais sous quelque point de vue qu'on l'envisage, il paroît que l'exemple d'un peuple éclairé est en ce genre la plus forte de toutes les preuves; & que, si le particulier peut craindre l'inoculation, le public doit la désirer.

La littérature est devenue dans ce siècle un des principaux ornemens de l'Angleterre. Les auteurs célèbres qu'elle a produits sont aujourd'hui trop connus, pour qu'il soit nécessaire de les désigner. Des idées nouvelles, des réflexions profondes, des pensées hardies, un style mâle, énergique, souvent obscur à force de précision, les caractérisent presque tous. Le lord Bolingbrooke, le comte de Shaftsbury, Addison, secrétaire d'état, &c. ont moins brillé par leur rang que par leurs ouvrages. » Pope, » dit M. de Voltaire, a réduit les liffemens aigres de la trompette Angloise aux sons doux de la flûte ». Poète sublime, élégant, philosophe, traducteur & émule d'Homere, il est admirable quand il s'élève à des ob-

Belles Lettres.

tées.

jets dignes de son génie ; il est-aussi
 dessous de lui-même quand il se
 plonge dans le borbier de la satire.
 Les Anglois ont enrichi leur théâtre
 des dépouilles de celui de France,
 qu'ils affectent de déprimer ; mais
 ils nous ont appris à penser plus for-
 tement , à donner moins d'entraves
 au génie , à répandre les vérités uti-
 les jusques dans les genres frivoles ,
 à changer les romans mêmes en école
 de morale. Rendons justice à leurs
 excellens écrivains : les nôtres n'en
 feront pas moins les délices de toute
 l'Europe.

Fin du troisieme & dernier Tome.

614581



APPROBATION.

JAi lu par ordre de Monseigneur le Vice-Chancelier, les *Elémens de l'Histoire d'Angleterre* par M. l'Abbé MILLOT : C'est un très-bon abrégé de cette histoire, écrit avec sagesse & avec exactitude. A Paris, ce 28 Octobre 1767.

Signé, COURCHETET.

PRIVILEGE DU ROI.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, grand Conseil, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers qu'il appartiendra; SALUT : Notre amé PIERRE-ETIENNE DURAND, Libraire, Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public un ouvrage intitulé : *Elémens de l'Histoire d'Angleterre*, par M. l'Abbé MILLOT, s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Privilège pour ce nécessaires. A ces causes, voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout no-

tre Royaume, pendant le tems de six années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes. Faisons défenses à tous Imprimeurs, Libraires, & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance; comme aussi d'imprimer, ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter, ni contrefaire ledit ouvrage, ni d'en faire aucun extrait sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit du dit Exposant, ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposant, ou à celui qui aura droit de lui, & de tous dépens, dommages & intérêts, à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles, que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en beau papier & beaux caractères, conformément aux réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril 1725, à peine de déchéance du présent Privilege; qu'avant de l'exposer en vente, le Manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, es mains de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur DE LAMOIGNON,

& qu'il en sera ensuite remis deux exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, un dans celle de notre dit Sieur DE LAMOIGNON, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Vice-Chancelier & Garde des Sceaux de France, le Sieur DE MAUREOU : le tout à peine de nullité des Présentes. Du contenu desquelles Vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposé & ses ayans causes, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la Copie des présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit tenue pour dûment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission; & nonobstant clameur de haro, charte Normande, & Lettres à ce contraires: Car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le seizeième jour de Décembre, l'an de grace mil sept cent soixante sept, & de notre regne le cinquante-troisième. Par le Roi en son Conseil.

LE BEGUE, avec paraphe.

Registré sur le Registre XVII de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N°. 1544. Fol. 339, conformément au Règlement de 1723. A Paris, ce 29 Décembre 1767.

GANEAU, Syndic,

